هكذا من الاهل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16669 – 7,50 F - 1,13 EURO

DIMANCHE 30 - LUNDI 31 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA

■ Depardieu à la conquête de la télé, cet « art nouveau »



Le FMI met en garde la Russie

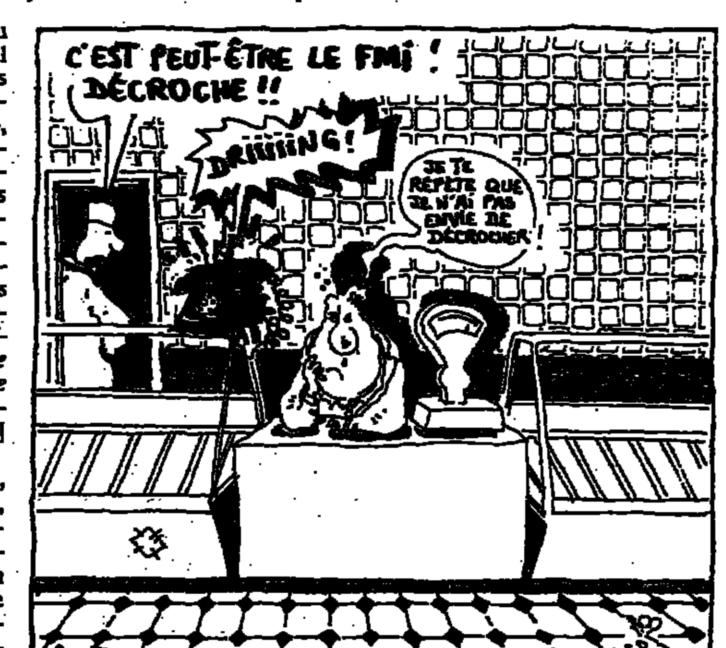
● Le Fonds monétaire international ne soutiendra Viktor Tchernomyrdine que s'il adopte des réformes libérales ● Son directeur général s'inquiète du retour à une économie « centraliste » ● Boris Eltsine reste président mais accepte une réforme constitutionnelle qui le marginalise

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a mis en garde Moscou contre la tentation d'une politique « populiste », laissant entendre qu'elle conduirait le pays au désastre. S'exprimant pour la première fois depuis le début de la crise russe, vendredi 28 août à Washington, M. Camdessus a estimé qu'*« une orientation centraliste mènerait à des politiques mauvaises et à l'hyper-inflation, qui auraient des conséquences sociales terribles ». « De telles politiques,* a-t-il ajouté, *ne bénéficieraient d'aucun soutien international en général et* [du FMI] *en particulier. »*

En écho à cette mise en garde, Viktor Tchernomyrdine, a déclaré, samedi, que la Russie était désormais intégrée à l'économie mondiale *et qu'il n'était pas question* de revenir à un modèle de type soviétique. Le chef du gouvernement a précisé, selon l'agence Interfax, qu'il n'entendait pas mettre fin à la convertibilité interne du rouble mais qu'il prendra des mesures pour éviter une fuite des capitaux. Il s'est également engagé à protéger l'épargne des Russes, menacée par l'effondrement de la monnaie.

Dans une interview télévisée, vendredi en fin d'après midi, le président Boris Eltsine a déclaré qu'il ne démissionnerait pas de son poste. Mais son porte-parole a indiqué, samedi, que le chef de l'Etat serait d'accord pour modifier la Constitution, c'est-à-dire pour transférer une partie de ses pouvoirs au premier ministre.

La plupart des dirigeants occidentaux restent prudents dans leurs commentaires, dans l'attente de la visite de Bill Clinton à Moscou, la semaine prochaine, et de l'annonce officielle par M. Tchernomyrdine de son *plan* anti-crise.



Lire pages 2, 3 et 15 et notre éditorial page 12

Lionel Jospin veut affirmer sa responsabilité en politique étrangère

LE PREMIER MINISTRE doit faire sa rentrée politique en prononçant, dimanche 30 août, le *discours de clôture de l'université* d'été du PS à La Rochelle. Lionel Jospin devrait rappeler que son action s'inscrit dans la durée de la législature et qu'il va continuer à remplir la totalité du rôle que lui confie la Constitution. Il entend signifier par là que, chargé de déterminer la politique de la nation, il a aussi la responsabilité de sa diplomatie, même si, en ce domaine, il doit agir en étroite coordination avec le président de la République. François Hollande, premier secrétaire du PS, demande une taxation des plus-values financières à court *terme et une baisse de la TVA plus* importantes que prévu dans le projet de budget.

Lire page 6

Diana, un an après

LE SAMEDI 30 AOÛT 1997, la princesse de Galles, Emad Al Fayed et leur chauffeur, Henri Paul, trouvaient la mort sous le tunnel de l'Alma. *Le Monde* revient sur ce fait divers, universel par l'émotion qu'il suscita. L'enquête confirme la thèse *de l'accident de la circulation. Lord* Spencer, frère de Diana, et Mohamed Al Fayed, père de son compagnon, perpétuent le culte de sa mémoire. Et le prince Charles a reconquis l'opinion britannique.

TIM ROOKE/REX FEATURES

Lire pages 10, 11 et 22

■ Rencontre avec les Inuits

Annick Cojean, dans le dernier volet de notre série, retrace le parcours d'Aaju, qui a grandi au Danemark mais a choisi le retour en pays esquimau. p. 9
et notre grand jeu-concours p. 22

■ Le Pakistan s'islamise

Le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a annoncé, vendredi 28 août, une réforme constitutionnelle *qui* fera du Coran et de la Sunna la *« loi suprême »* du pays. p. 4

■ Carrefour, plus gros, moins grand

En achetant les *Comptoirs modernes,* l'inventeur de l'hypermarché se convertit au supermarché. p. 14

■ Dix-sept ans de prison en Syrie

L'envoyé spécial du Monde a rencontré Riyad Turk, avocat communiste emprisonné de 1980 à 1998 sans jugement par le régime d'Hafez El Assad. p. 4

■ De l'informatique partout

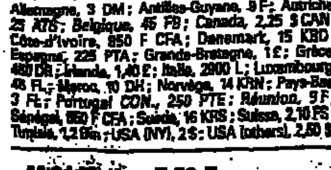
Des appareils photo Kodak, comme de plus en plus de produits électroniques, intègrent désormais un véritable ordinateur. p. 16

■ Eternelle Corvette

Depuis 1953, la Chevrolet Corvette – un gros moteur, deux places – a su se renouveler sans trahir son caractère de voiture sportive. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 480 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 830 - 7,50 F



Les « Contes de Canterbury » relus par la biologie

DANS L'ANGLETERRE de la fin du XIVᵉ siècle, une petite troupe de pèlerins chemine vers Canterbury. Pour rendre le trajet moins fastidieux, chacun, chevalier, bourgeoise, meunier ou moine, y va de son histoire... Des célèbres *Contes de Canterbury* du *poète Geoffrey Chaucer, prétexte à une peinture* sociale haute en couleur, sont parvenues quatre-vingts versions manuscrites, dont le texte diffère en fonction des erreurs ou des oublis des copistes successifs. Un véritable casse-tête pour les critiques littéraires !

La reconstitution d'un texte original constitue, certes, un exercice familier pour les philologues. Ceux-ci utilisent, traditionnellement, la méthode « stemmatique » (du latin *stemma,* arbre généalogique) élaborée, dès le milieu du XIXᵉ siècle, par le linguiste Karl Lachmann. Cette technique permet, par analyse de la distribution des fautes communes à plusieurs variantes, d'établir des liens de parenté entre les manuscrits et de re*monter, pour ainsi dire de branche en* branche, jusqu'au document initial. Le procédé, qui conserve une certaine part d'empirisme, ne peut toutefois être mis en œuvre que sur un corpus de textes réduit. Dans le cas des amples *Contes de Canterbury,* un couvent de bénédictins n'y suffirait pas.

Ne restait alors qu'à recourir à la puissance de calcul d'un ordinateur. Quatre chercheurs britanniques, Adrian Barbrook et Christopher *Howe (université de Cambridge), Norman* Blake (université de Sheffield) et Peter Robinson (université de Montfort à Leicester), décrivent, dans l'hebdomadaire *Nature* du 27 août, comment ils ont passé l'œuvre de Geoffrey Chaucer au crible d'un programme informatique habituellement utilisé par les biologistes. L'emprunt est cependant moins surprenant qu'il n'y paraît. Pour retracer l'histoire généalogique de la vie, les spécialistes de l'évolution dressent eux aussi des arbres, dits phylogéniques, dont les embranchements classifient les organismes d'après la ressemblance de leurs caractères distinctifs, preuve qu'ils sont issus d'un ancêtre commun. Les deux démarches ne sont donc *pas sans similitude.*

Testée sur le prologue de l'un des contes, *La Bourgeoise de Bath,* dont il subsiste cinquante-huit versions, la méthode pourrait conduire à une relecture de l'ensemble de l'ouvrage. Les exégètes informaticiens mettent en évidence plusieurs « rameaux » littéraires, dont chacun dérive sans doute de copies distinctes. Onze manuscrits, en particulier, semblent pouvoir être rattachés à un *« nœud » principal, qui correspondrait au* texte authentique de Chaucer. Or, notent les chercheurs, la plupart de ces versions n'ont été jusqu'ici que peu étudiées. Ces onze rédactions, si proches soient-elles, présentent malgré tout des différences significatives, qui amènent les auteurs à soutenir une thèse inattendue : Chaucer n'aurait laissé qu'une sorte de brouillon de travail, comprenant peut-être des indications de sa propre main sur des passages à supprimer ou à ajouter, ou encore des variantes possibles.

L'hypothèse, séduisante, reste à étayer par *la critique textuelle. Il n'est guère certain* qu'elle simplifie la tâche des éditeurs des *Contes de Canterbury*: ordinateur ou pas, *nous sommes loin de connaître le fin mot de* l'histoire.

Pierre Le Hir

Le Havre : crimes skinheads en série

QUI A TUÉ James Dindoyal ? Durant huit années, la question est demeurée sans réponse. *Tout juste savait-on que ce* jeune Mauricien était mort le 3 juillet 1990, dans un hôpital du Havre, l'appareil digestif rongé par un poison que lui avaient fait boire des inconnus qui l'avaient également poussé à la mer. L'instruction a été relancée à la suite d'un autre crime raciste commis au Havre, quand Imad Bouhoud fut poussé dans le port par des skinheads, en 1995. Un témoignage a permis de confondre une bande de *skinheads,* notament leurs deux meneurs, aujourd'hui écroués, qui s'en étaient pris à James Dindoyal parce qu'ils entendaient se livrer ce jour-là à une « ratonnade ».

Lire page 8

POINT DE VUE

Quelle culture pour l'Europe ? *par Jean Daniel*

LE sérieux problème de l'identité culturelle européenne se pose d'abord à tous ceux qui *sont bien décidés* à construire l'Europe – qu'ils soient conservateurs ou sociaux-démocrates. C'est pourquoi Jack Lang, avec le soutien de ses invités, a éprouvé le besoin de *rendre hommage au militantisme* européen d'Helmut Kohl, bien que nous fussions tous, le 19 août à Berlin, les hôtes d'Aktion Für Mehr Demokratie, avec la participation de Gerhard Schröder et d'Oskar Lafontaine.

Les débats de cette journée *dense ont été de haut niveau. Si* pourtant je crois utile de m'exprimer ici, c'est parce que la question, à mes yeux essentielle, de l'indépendance culturelle a été complètement escamotée. Cette question a-t-elle paru embarrassante aux organisateurs, compte tenu de *l'atlantisme supposé de certains té*nors du Parti social-démocrate ? Elle ne semble même pas, en tout cas, avoir été présente dans leur esprit. Or cette question est bien celle de l'identité culturelle européenne, mais non dans un absolu humanitariste, universaliste et abstrait mais bien face aux autres identités et dans la réalité d'un monde unipolaire.

Il y a d'abord un malentendu que paraissent décidément cultiver tous les organisateurs de ce genre de colloques et qu'il faudrait dissiper une fois pour toutes. On prétend opposer l'Europe culturelle à l'Europe économique. Ou dans le meilleur des cas, on se propose d'ajouter au projet de monnaie unique une sorte de supplément d'âme que, dans une généreuse confusion, on baptise de culturel. Or, *comme on sait, et comme on l'oublie,* il y a deux sens au mot culture. Le premier concerne la culture que l'on crée, le second celle que l'on dispense. D'ailleurs, les hommes de culture sont entre eux plus séparés que les autres sur la conception même de politique culturelle.

Lire la suite page 12

Jean Daniel est directeur du « Nouvel Observateur ».

D'une photo l'autre



HELMUT NEWTON

À SOIXANTE-DIX-HUIT ANS, le très élégant et volontiers sulfureux Helmut Newton, réputé pour ses photos de mode et ses nus sadomasos, est l'invité inattendu du festival Visa pour l'image de Perpignan. Il présente, parmi une soixantaine de portraits inédits, une photographie de Jean-Marie Le Pen avec ses chiens, qui fait irrésistiblement penser à un cliché de Hitler pris en compagnie de son berger allemand.

Lire page 19

RUSSIE Boris Eltsine est intervenu à la télévision russe, vendredi 28 août, pour démentir les rumeurs d'une démission. Il entend rester à la présidence jusqu'au terme de son mandat en 2000. Son intervention, rompant avec le silence qu'il a observé depuis le début de la crise le 17 août et le renvoi du premier ministre Sergueï Kirienko, a ajouté à la confusion politique russe. ● LE MAIRE de Moscou Iouri Loujkov et le président du Conseil de la Fédération (la Chambre haute du Parlement) Egor Stroev, ont accepté de soutenir la candidature de Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre. ● LA DOUMA examinera lundi cette candidature à la veille de l'arrivée à Moscou de Bill Clinton. Le FMI met en garde M. Tchernomyrdine contre la tentation de rétablir une économie *« centraliste »* comme il en est pourtant question entre les différents dans qui négocient à Moscou.

M. Eltsine reste, mais laisse entières les incertitudes sur les réformes

Le président russe n'entend pas quitter la présidence avant la fin de son mandat en l'an 2000

Les clans politiques continuent leurs tractations sur le programme « anticrise » qu'appliquerait le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine

MOSCOU
de notre correspondante

L'intervention télévisée de Boris Eltsine, vendredi 28 août au soir, loin d'apporter la *« démonstration claire des orientations »* du pouvoir en Russie réclamée par le Fonds monétaire international (FMI) et les capitales occidentales, a mis en évidence son désarroi croissant face une situation qui le déborde à grande vitesse. Durant onze minutes d'entretien préenregistré et travaillé au montage, Boris Eltsine est apparu malade, abattu, baissant les yeux contrairement à ses habitudes. Il n'a retrouvé un peu de sa vieille vigueur que pour affirmer son intention de rester en place jusqu'à la fin de son mandat en l'an 2000 et annoncer, comme une grande nouvelle, qu'il ne se représentera pas à ce moment-là. Mais il a aussi laissé supposer qu'il avait réellement envisagé de démissionner, comme une partie des médias et de la classe politique le clamaient depuis quelques jours pendant que le président continuait à se cacher hors de Moscou.

Interrogé sur les résultats de sa rencontre le même jour avec son nouveau premier ministre désigné Viktor Tchernomyrdine, flanqué de deux de ses rivaux potentiels, le maire de Moscou Iouri Loujkov et le président du Conseil de la Fédération (la Chambre haute du Parlement) Egor Stroev, Boris Eltsine a en effet répondu que cette rencontre *« aurait pu se terminer mal, et alors... »* Il n'a pas fini sa phrase, l'alternative lui paraissant sans doute trop monstrueuse. Mais il se trouve que MM. Loujkov et Stroev ont accepté de soutenir la candidature de Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre lors de son examen par la Douma, prévu théoriquement lundi, à la veille de l'arrivée à Moscou de Bill Clinton.

Leur soutien était capital : le chef du Parti communiste Guennadi Ziouganov avait en effet cité ces deux hommes (aux claires ambitions présidentielles, au moins en ce qui concerne M. Loujkov) comme des candidats acceptables à la tête du gouvernement. Menaçant ainsi de refuser l'investiture au premier ministre par intérim, M. Ziouganov avait les moyens de faire monter les enchères sur les deux documents que les différentes branches du pouvoir (l'administration présidentielle, le premier ministre par intérim et les deux Chambres du Parlement) négocient depuis trois jours à la Douma. A savoir, le nouveau *« programme de sortie de crise économique »* en rupture totale avec les politiques de réforme suivies jusque-là, et *« l'accord politique »* sur une limitation des pouvoirs du président au profit du Parlement, en rupture non moins totale avec l'esprit de la Constitution russe.

LIMOGEAGE DE M. TCHOUBAÏS

En faisant acte d'allégeance à M. Tchernomyrdine, MM. Stroev et Loujkov ont donc retiré aux communistes leur principal levier de pression sur le Kremlin. Mais ils ont exigé, et obtenu, de poursuivre samedi, voire dimanche, les négociations à l'arraché sur les deux documents en jeu et, très probablement, sur le partage des futurs postes gouvernementaux.

Mais Boris Eltsine n'a lui-même rien dit de clair concernant sa propre vision de ces deux textes fondateurs envisagés pour une nouvelle Russie « postlibérale ». Laissant à M. Tchernomyrdine le soin de *« décider à son gré »* tout ce qui n'est pas *« stratégique »*, il n'a pas défini ce concept. Parlant de la nécessité *« de travailler sur le programme de stabilisation déjà adopté »*, il n'a pas précisé qu'il s'agit du programme forgé par les députés auquel il avait donné un accord de principe, selon M. Tchernomyrdine. Alors que le mot *« stabilisation »* renvoie plutôt au plan du gouvernement libéral précédent, aujourd'hui de toute façon caduc, malgré les vœux pieux des dirigeants occidentaux.

Par contre, avant de parler, Boris Eltsine a signé des oukases moins ambigus. Il a renvoyé Anatoli Tchoubaïs de son poste de représentant présidentiel auprès du FMI, ce qui était inévitable dans la nouvelle optique russe de « gouvernement de coalition » ou « d'entente nationale ». Mais le président a aussi renvoyé de son administration Igor Chabdourassoulov, qui fut aussitôt nommé à celle du gouvernement. Or ce jeune ex-porte-parole de M. Tchernomyrdine est sans conteste *« un homme de Boris Berezovski »* – le *« Raspoutine de la nouvelle Russie »*, comme le désigne désormais sans ambages Boris Nemtsov, autre démissionnaire de l'ex-gouvernement. Premier fonctionnaire désigné au nouveau gouvernement, M. Chabdourassoulov y serait en charge des médias, sur lesquels l'emprise de M. Berezovski se fait de plus en plus puissante. Ce qui devrait être décisif en cas d'élection présidentielle anticipée.

La déclaration de Boris Eltsine semble reporter une telle échéance, *« qui serait la porte ouverte à la folie »*, a déclaré vendredi l'autre candidat potentiel au poste suprême, Alexandre Lebed. Ce dernier a aussi déclaré qu'il faut *« aider M. Tchernomyrdine, qui a une toute petite chance de réussir »*, alors que M. Berezovski estimait que M. Tchernomyrdine serait le *« meilleur candidat à la présidence »*. Car chacun semble conscient ici qu'avec l'inflation, voire l'hyperinflation, qui menace, la porte reste ouverte pour une démission de Boris Eltsine, par exemple pour raison de santé.

Sophie Shihab

« Je ne vais pas partir », a déclaré Boris Eltsine

« Je veux vous dire, je ne vais pas partir, je ne partirai nulle part, je ne démissionnerai pas, **a déclaré le président Boris Eltsine dans une interview diffusée, vendredi 28 août en fin d'après-midi, par la chaîne de télévision publique russe RTR.** ***Je vais travailler, comme prévu, jusqu'à la fin de mon mandat présidentiel, et comme il est stipulé dans la Constitution, un nouveau président sera élu en l'an 2000 et je ne participerai pas à cette élection présidentielle (...). Il est très difficile de me faire partir et, considérant ma personnalité, c'est pratiquement impossible (...).***

» Je n'ai jamais eu l'intention et je n'ai pas l'intention de dissoudre la Douma (...). Il faut se concentrer aujourd'hui avant tout sur la mise en œuvre du programme économique qui est déjà rédigé et résoudre les questions de personnes pour la formation du gouvernement (...). En tant que président, je ferai tout pour que l'épargne ne soit pas atteinte. Je ne peux pas dire que les prix ne vont pas augmenter, mais en tant que président, je dois faire en sorte d'en minimiser les proportions (...). Je suis optimiste. »

Alexandre Lebed dénonce une situation « critique »

Le général nationaliste Alexandre Lebed a estimé, vendredi 28 août, que le président Boris Eltsine s'était *« écarté de lui-même de la direction du pays »* et qu'avait lieu actuellement une *« prise naturelle du pouvoir par le Parlement »*. En réponse à la question : le temps est-il venu pour Boris Eltsine de démissionner, le général, cité par Interfax, a répondu *« sans aucun doute »*.

Le gouverneur de la région de Krasnoïarsk est revenu à Moscou depuis l'aggravation de la situation économique et politique cette semaine. Selon des sources proches du gouvernement, c'est le premier ministre désigné, Viktor Tchernomyrdine, qui aurait demandé à le rencontrer. *« De grands ennuis attendent »* le pays si la Douma n'approuve pas la candidature de M. Tchernomyrdine, a-t-il ajouté. La situation du pays est *« critique, et Tchernomyrdine a une toute petite chance de la maîtriser, si on l'aide »*. – *(AFP.)*

Le marché noir réapparaît dans les grandes villes

MOSCOU
de notre correspondante

Avec une rapidité folle, le marché noir a refait son apparition à Moscou et dans les principales villes de Russie, vendredi 28 août, alors que la Banque centrale de Russie (BCR) hésitait toujours sur sa conduite, dans l'attente de décisions politiques. Sur le marché interbancaire des devises de Moscou (Micex), rouvert dans la matinée, le dollar s'échangeait d'abord à 15 roubles, alors que sa valeur officielle restait fixée à 7,86, contre un peu plus de 6 avant la dévaluation du 17 août. Il est descendu à 12,8 dans la journée, malgré un volume d'échange minime, poussant la BCR à intervenir pour le faire baisser à 7,905, fermer les cotations et annoncer ce niveau comme cours officiel pour les prochains jours.

Mais dans la rue, nul ne se souciait de ces injonctions. Les changeurs affiliés aux banques étaient certes obligés d'afficher les cours officiels, mais la très grande majorité d'entre eux n'avaient en réalité plus de dollars à offrir. Les échanges se faisaient un peu plus loin, au noir, et le cours atteignait, selon divers témoignages, des niveau de 12, 15, voire 20 roubles pour un dollar dans certaines régions du pays.

La tentative de la BCR de « stabiliser » en douceur le rouble, sans recourir à un contrôle des changes rigoureux, voire à une inconvertibilité totale, s'est accompagnée de l'annonce de plusieurs mesures. D'une part, elle prévoit d'émettre à partir de mercredi des obligations en roubles avec une échéance de deux semaines. Un milliard de roubles devrait être injecté d'abord, dans le but de donner aux banques une autre issue que de convertir toutes leurs liquidités en dollars, comme elles le faisaient ces derniers temps, poussant le rouble à la chute. Par ailleurs, elle a annoncé une « nationalisation » de la banque SBS-Agro, une des principales banques de dépôt du pays après la Sberbank, l'ancienne Caisse d'épargne soviétique. Depuis une semaine, celle-ci avait pratiquement reconnu sa faillite et n'assurait plus de services à ses clients. En échange de 75 % des actions de la banque, celle-ci sera secourue par la BCR, qui a prié ses clients de patienter deux semaines, le temps qu'un inventaire puisse être fait dans les comptes de la banque, comme dans celle de la société, non créditrice, qui la chapeautait...

La Douma a été aussi invitée à adopter une loi permettant à la BCR de gérer des parts majoritaires de banques commerciales, droit dont elle ne dispose que pour la cas particulier de la Sberbank et d'autres établissements hérités du système soviétique. Le problème se pose de façon cruciale, car la plupart des banques, à l'exception de quelques grands établissements qui se regroupent face à la crise, sont en situation de faillite.

ÉCHANGES PARALYSÉS

Cette situation a paralysé tous les échanges bancaires. Les fournisseurs demandent à leurs clients de ne les payer qu'en liquide, car les banques, y compris les banques étrangères ayant des pertes sur leurs prêts à la Russie, bloquent les comptes des clients. Les magasins, à Moscou comme ailleurs, avaient commencé dès jeudi à fermer leurs portes. Vendant des produits importés – qui constitueraient plus de 80 % des produits de grande consommation dans la capitale –, ils ne savaient pas quels prix afficher. Le bruit a couru qu'ils vendraient en dollars aux clients qui entreraient par la porte de derrière... Vendredi, un responsable de la mairie de Moscou a annoncé que les prix pourraient être affichés en « unités de compte », c'est-à-dire en dollars, comme aux temps de l'hyperinflation des années 1991-1992. Dans les provinces, certains gouverneurs parlent déjà d'imposer des cartes de rationnement pour les vieillards et les enfants, ou de mettre en prison les « spéculateurs » qui profiteraient de la crise pour augmenter leurs prix.

S. Sh.

Boris Berezovski, un faiseur de roi au Kremlin

PORTRAIT

Ce baron de l'industrie a vite compris la rentabilité du secteur politique

ÉMINENCE GRISE du Kremlin, ami personnel de la famille Eltsine, l'homme d'affaires Boris Berezovski, nommé en avril 1998 secrétaire exécutif de la Communauté des Etats indépendants, est un représentant de ce nouveau capitalisme à la russe qui mêle sens des affaires et criminalité. Ses détracteurs le décrivent comme un vulgaire assassin qui, d'un claquement de doigts, fait et défait les destins de l'élite politique russe.

Le général Korjakov, ex-garde du corps et âme damnée de Boris Eltsine, dépité d'être renvoyé du Kremlin au printemps 1996, raconta ainsi comment Boris Berezovski était venu le trouver pour lui demander d'organiser des attentats contre ses ennemis, notamment contre le banquier Vladimir Goussinski, victime d'une *attaque à main* armée en décembre 1994 en plein centre de Moscou. En décembre 1996, la revue américaine *Forbes* le qualifiait de *« parrain des parrains »* et l'accusait du meurtre du journaliste et producteur de télévision Vladislav Listiev. C'est enfin lui qui aurait financé en sous-main la campagne électorale du général Lebed à Krasnoïarsk, s'attirant les foudres présidentielles.

Destin étrange que celui de cet ex-membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS, issu d'une famille de Moscovites moyens qui, en raison de ses origines juives, dut se contenter – alors qu'il était, dit-on, extrêmement doué pour les mathématiques – de faire ses études dans un institut moins bien coté, l'Institut technologique des forêts. Il devait prendre sa revanche en passant un doctorat de mathématiques sur le tard et en devenant académicien.

Sa fortune, il la bâtit dès 1989 en vendant des Lada en Russie et à l'étranger. Il achète à l'usine VAZ de Togliatti sur la Volga des voitures à bas prix qu'il vend à l'étranger (en étant exempté de taxes) mais aussi en Russie avec paiements à terme (des mois voire des années plus tard), ce qui, avec l'inflation, s'avère particulièrement profitable (il n'aurait ainsi payé qu'une Lada sur deux). L'usine Avtovaz périclite, Boris Berezovski prospère. Sa réussite fait des envieux. En juin 1994, une explosion *« télécommandée à distance »* détruit en plein jour et en plein Moscou sa Mercedes 600, décapite son chauffeur et tue son garde du corps sur le coup. Lui même s'en sort avec quelques brûlures.

« LE PARRAIN »

Il comprend bientôt que la politique est le secteur le plus lucratif du business « à la russe ». Il achète donc des médias. Protégé par une milice privée de cent cinquante hommes (presque tous des anciens du KGB), il a ses entrées au Kremlin et jouit de l'oreille du « régent », Anatoli Tchoubaïs, et est au mieux avec Tatiana, la fille du chef de l'Etat. Lors de l'élection


BORIS BEREZOVSKI

présidentielle du printemps 1996, craignant un retour des communistes, lui et six autres banquiers mettent la main à la poche (3 milliards de dollars) et financent la campagne électorale d'un Boris Eltsine sur le déclin. Il se vantera en novembre 1996 de contrôler, avec ses amis banquiers, *« 50 % de l'économie russe »*. *« Berezovski est désormais notre président »*, titre à la « une » le quotidien *Rousski Telegraf*.

La crise financière qui touche de plein fouet une classe moyenne à peine ébauchée et qui va peser sur les plus démunis ne risque pas de l'affecter. Millionnaire en dollars, la dévaluation du rouble ne fera que rendre plus juteux les profits (en devises) sur l'exportation du brut que produit son entreprise pétrolière, Sibneft. En fait, ce « parrain du Kremlin », surnommé *« la poche »* par la presse moscovite – en fait celle d'où la famille du président est censée tirer l'essentiel de ses revenus – attendait son heure, dans l'ombre, et depuis longtemps.

A la tête d'un empire industriel (il possède Logovaz, la société de distribution des voitures Lada ; Aeroflot, à la tête de laquelle il a contribué à placer le gendre du président, Valeri Okoulov ; Sibneft, un *groupe pétrolier* ; le *quotidien Nezavissimaïa Gazeta*, la première chaîne de télévision ORT ; le mensuel *Ogoniok* et des intérêts dans de grosses banques), Boris Berezovski, ne prisait guère les projets d'assainissement de la situation économique avancés par Sergueï Kirienko, limogé le 23 août. L'espoir d'une meilleure collecte des impôts, de la mise en faillite de la plupart des banques (qui sont plutôt des fonds d'investissement), ou le souci d'une plus grande rentabilité des entreprises ne servaient pas vraiment ses intérêts.

Comme la plupart des *« prédateurs »* de l'économie russe, ces barons de l'industrie qui ont fait fortune aux dépens d'entreprises d'Etat rachetées pour une bouchée de pain, ou comme les oligarques, ces banquiers véreux qui ont pris soin de placer leurs fonds à l'étranger bien avant la catastrophe actuelle, M. Berezovski préfère la tranquillité bourrue de Viktor Tchernomyrdine qu'il a d'ailleurs largement contribué à remettre en selle. Redevenu premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, lui-même ancien « baron rouge » toujours assis sur Gazprom, le géant du gaz russe (25 % de la production mondiale), aura certainement à cœur de maintenir les privilèges exhorbitants de ses protégés : privilèges fiscaux, évasion de capitaux, captation de fonds et népotisme, à la mode soviétique.

Marie Jégo

هكذا من الاصل

L'inflation et la croissance s'amélioraient avant la crise financière

INFLATION en % — CROISSANCE PIB, variation annuelle en % — DOLLAR EN ROUBLES en échelle inversée — INDICE RTS à la Bourse de Moscou

Le retour de la croissance du PIB, prévu pour cette année, est désormais un objectif inatteignable par le nouveau premier ministre, M. Tchernomyrdine.

Le FMI met M. Tchernomyrdine en garde contre « une orientation économique centraliste »

DEUX JOURS après avoir rencontré le nouveau premier ministre russe par intérim, Viktor Tchernomyrdine en Crimée, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus a officiellement mis en garde la Russie contre tout retour à une économie de style communiste, affirmant qu'une telle éventualité serait lourde de conséquences pour le pays.

Lors d'une conférence de presse donnée vendredi 28 août en fin d'après-midi à Washington, sa première intervention publique depuis la dévaluation du rouble, M. Camdessus a voulu dissiper toute ambiguïté à l'égard des autorités russes, au moment où M. Tchernomyrdine négocie les orientations d'une nouvelle politique économique avec les différents clans russes. Le FMI soutiendra la Russie si celle-ci adopte des réformes d'orientations libérales. En revanche, Moscou ne bénéficiera pas du soutien de la communauté internationale si la Russie revient à une économie centralisée. *« Je dois confirmer à M. Tchernomyrdine qu'il ne doit avoir aucun doute là-dessus, de telles politiques ne bénéficieraient d'aucun soutien international en général et de cette institution en particulier. Une orientation centraliste mènerait à des politiques mauvaises et à l'hyperinflation, qui auraient des conséquences sociales terribles »*, a-t-il insisté.

En réponse aux mises en garde occidentale, M. Tchernomyrdine a expliqué dans une interview au quotidien allemand *Die Welt* de dimanche diffusée en avance que : *« Le but du peuple russe reste le même : l'économie de marché et la démocratie. C'est pourquoi le gouvernement et le président, qui veillent aux intérêts du peuple, n'accepteront aucun retour en arrière ». « Le soutien nécessaire aux réformes russes est venu trop tard de la part de l'Occident »*, a-t-il estimé, rejetant catégoriquement l'idée d'un abandon de la politique de réformes.

Des conversations qu'il avait eues avec M. Tchernomyrdine, M. Camdessus a certes retiré l'impression que le chef du gouvernement russe souhaitait continuer à travailler en collaboration étroite avec le FMI. Il n'est pas pour autant question de lui donner un blanc-seing, *« le soutien international à la Russie est pour le moment en attente tant que l'orientation de la politique russe n'est pas clairement définie »*. Si le nouveau programme russe est conforme, les versements pourraient reprendre en septembre.

Ce que redoute le FMI semble pourtant se préparer à Moscou. Le document économique sur lequel se sont entendus les membres de la commission tripartite (gouvernement, Douma et conseil de la fédération) prônent nationalisations, contrôle des change et remise en route de la planche à billets pour financer les déficits. En adoptant un discours de fermeté à l'égard des autorités russes, et particulièrement en direction de la majorité communiste de la Douma, réfractaire aux réformes, le FMI tente de se soustraire aux critiques qui l'accusent d'un soutien quasi-inconditionnel à Boris Eltsine avec des milliards de dollars déversés à fonds perdus sur le pays. En juillet encore, le FMI, pourtant lui-même dans une situation financière délicate en raison de la crise asiatique, a consenti plus de 11,2 milliards de dollars, portant à plus de 22 milliards les fonds que la Russie pouvait espérer recevoir au cours des dix-huit prochains mois. La première tranche de 4,8 milliards de dollars qui avait été versée immédiatement a été engloutie pour défendre, sans succès, le rouble.

Les dirigeants occidentaux n'ont toutefois pas encore arrêté leur position définitive envers Moscou ; aucune concertation n'avait encore eu lieu samedi au plus haut niveau. Chacun semble attendre, d'une part, la visite que le président américain doit faire la semaine prochaine à Moscou. Dans cette expectative, les responsables économiques sont plus fermes dans les mises en garde que les chefs d'Etat et de gouvernement, qui s'attachent à ménager l'avenir et continuent d'exprimer leur confiance en Boris Eltsine ou dans la capacité de la Russie à se réformer.

Tous les messages envoyés à M. Tchernomyrdine plaident pour les réformes. Dans la lettre qu'ils lui ont adressée vendredi, les quatre ministres européens des finances du G 7 insistent sur *« l'importance des réformes structurelles à entreprendre pour que l'économie retrouve le chemin de la croissance »*. Ils préviennent que *« le soutien de la communauté internationale et le retour de la confiance des investisseurs internationaux passent par la reprise d'un programme de réformes agréé avec le FMI »*, en premier lieu la réforme fiscale.

S'exprimant de façon moins menaçante vendredi, Bill Clinton a promis d'aider la Russie à sortir *« de cette nuit noire »* si elle s'aidait elle-même en prenant les décisions *« difficiles »* nécessaires. Son conseiller pour les affaires de sécurité, Sandy Berger, a déclaré pour sa part : *« Le peuple russe doit savoir que, dans cette période de difficulté tout particulièrement, les Etats-Unis et l'Occident ne tourneront pas le dos à la coopération »*.

Dans quelle mesure les Occidentaux sont-ils résolus à la fermeté envers Moscou ? *« Il faudrait,* dit un haut responsable du ministère des affaires étrangères à Paris, *que nous ayons le courage d'imposer la conditionnalité* [de l'aide] ». Ce *« courage »*, ils ne l'ont pas eu jusqu'à présent. A Washington comme à Paris, on s'est défendu ces jours derniers, d'avoir fait preuve d'aveuglement en n'exigeant pas davantage des autorités russes. Un peu dans les mêmes termes que le ministre français des affaires étrangères, qui avait estimé la veille que la politique menée envers Moscou avait été *« judicieuse »* et qu'elle n'avait *« pas d'alternative »*, Sandy Berger a démenti vendredi que la politique américaine ait péché par optimisme : *« Rien ne permet de dire cela ; nous avons soutenu la politique que nous jugions la bonne ». « Que fallait-il faire ?* demande-t-on dans l'entourage du président Chirac. *Qui peut prouver qu'il aurait mieux valu couper le robinet du FMI et laisser tomber Eltsine ? Nous n'étions pas aveugles, nous savions très bien ce qui se passait en Russie, mais quelle eût été la politique alternative ? »*

Quelques voix s'élèvent, en Allemagne notamment, pour dire que cette approche a fait long feu. Günter Verheugen, le responsable du SPD pour les affaires étrangères, déclare ainsi dans le quotidien *Frankfurter Rundschau* de vendredi : *« Il est malheureusement indispensable de signifier clairement au gouvernement russe que l'Occident ne continuera pas indéfiniment à voir en Eltsine le moindre mal et à le soutenir pour cette raison »*. Mais ces voix sont pour l'instant rares.

A Washington, Sandy Berger, affirmait vendredi qu'il n'y avait *« absolument aucune raison »* de penser que M. Eltsine ne gardait pas *« le ferme contrôle »* du gouvernement. A Paris, on n'allait pas jusque-là. Mais tout en reconnaissant que Boris Eltsine est désormais un président *« très affaibli »*, on continue de voir en lui un moindre mal et de penser que son maintien au Kremlin, fût-il de façade, limite les risques d'instabilité et évite de plonger tout de suite dans une situation *« de totale incertitude »*.

> M. Tchernomyrdine a expliqué que : « Le but du peuple russe reste le même : l'économie de marché et la démocratie. C'est pourquoi le gouvernement et le président, qui veillent aux intérêts du peuple, n'accepteront aucun retour en arrière »

Babette Stern et Claire Tréan

Nouvelle journée de baisse pour les marchés financiers

AU LENDEMAIN d'un mini-krach, les principales places financières se sont quelque peu ressaisies, vendredi 28 août, au terme d'une journée en dents de scie mais achevée sur de nouvelles clôtures en baisse. Seule, paradoxalement, la Bourse de Moscou a repris des couleurs, en hausse de 5,66 %, après avoir atteint la veille son plus bas niveau historique. Mais la faiblesse des transactions donne peu de signification à cette remontée. La difficulté de Wall Street à se reprendre est beaucoup plus révélatrice du séisme qui a touché la planète financière.

Après avoir ouvert en hausse grâce à une chasse aux bonnes affaires, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a finalement perdu 114,31 points (1,4 %), à 8 051,68 points, portant sa baisse à 13,77 % depuis le record établi le 17 juillet à 9 337,97 points. Le Dow Jones avait abandonné 357 points jeudi, la troisième plus forte baisse en points de son histoire. Wall Street avait démarré la journée sur un gain de 78 points avant de retomber. Le Dow Jones s'est ensuite brièvement redressé à la mi-journée, gagnant un point après l'affirmation par Boris Eltsine qu'il ne démissionnera pas. *« Le week-end arrive et personne n'est suffisamment courageux pour établir des positions, si on considère le fait que l'on pourrait être confronté à de nouveaux bouleversements* (dans le monde) *lundi matin »*, a observé Hildegarde Zagorski, analyste chez Prudential Securities. Cette maison table sur un recul de la Bourse new-yorkaise jusqu'à 7 500 ou 7 800 points.

EN EUROPE

Un peu plus tôt dans la journée, Londres avait terminé en forte baisse de 2,22 %, rattrapant néanmoins une partie de ses pertes de la matinée, dans un marché paniqué à l'idée que la crise russe pourrait s'étendre à d'autres marchés émergents, voire aux économies occidentales. La Bourse de Paris a évolué pour sa part entre une dégringolade de plus de 4 % dans la matinée et une légère hausse dans l'après-midi, avant de terminer dans le sillage de Wall Street, en recul de 0,98 %, à 3 708,97 points. Francfort a limité ses pertes à 1,33 %, Milan a cédé 2,78 %, Zurich 0,85 %, Madrid 2,30 %, Amsterdam 1,4 %. Istanbul a clôturé en hausse de 2,61 % au lendemain d'une baisse record (–13,2 %) et Johannesburg perd 4,45 % en clôture, soit 18 % en une semaine. En Amérique latine, les Bourses étaient finalement en reprise vendredi après un jeudi noir et des pertes approchant parfois les 20 % en deux semaines : Sao Paulo a fini en hausse de 1,95 % après les mesures d'exemptions fiscales annoncées par le gouvernement brésilien pour attirer les capitaux étrangers, Mexico a regagné 3,22 % et Buenos Aires 0,98 %.

Les places d'Europe centrale et orientale étaient en revanche vendredi en plein désarroi face à la crise politico-financière russe : vent de panique à la Bourse de Varsovie, dont l'indice principal, le WIG, a chuté de 9,5 %, baisse de 5,49 % à Budapest après –12 % à l'ouverture, et recul de 3,91 % à Prague. Très violente secousse aussi sur les marchés asiatiques. Le gouvernement de Hongkong a injecté des milliards de dollars pour éviter une implosion boursière et Tokyo a plongé à son plus bas niveau depuis douze ans. La Bourse japonaise a cédé 3,45 %, Hongkong 1,2 %, Djakarta 4,5 %, Kuala Lumpur 3,4 %, Manille 5,7 %, Singapour 2,8 %, Taïpeh 1,3 % et Séoul 1,2 %.

Il est aujourd'hui clair pour les économistes que les crises russe et asiatique et leur contagion plus ou moins prononcée à l'Europe de l'Est et à l'Amérique latine ont porté des coups à l'économie mondiale et vont provoquer un ralentissement généralisé de la croissance. Paul Atkinson, chef des études par pays à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), estime cependant que les économies des Etats-Unis et de l'Union européenne demeurent solides, même si les crises en Russie et en Asie se sont révélées pires que prévu.

L'INCONNUE JAPONAISE

La grande inconnue est le Japon, dont le poids est important dans l'économie mondiale et qui doit accélérer ses réformes économiques pour sortir de la récession.

Les récents soubresauts des marchés financiers montrent que la globalisation de l'économie, du fait de la libéralisation des échanges et des nouvelles technologies, a accru l'ampleur et la rapidité de réaction des flux d'investissements sur les nouveaux marchés. *« Les erreurs sont amplifiées et elles sont punies rapidement et souvent très douloureusement »*, explique Keith Rockwell, porte-parole de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les forces congolaises poursuivent le « ratissage » de Kinshasa

KINSHASA. Les Forces armées congolaises (FAC) du président Kabila et leurs alliés, notamment les parachutistes du Zimbabwe, ont continué à mener, vendredi 28 août, leurs opérations dites de *« ratissage »* dans les faubourgs de la capitale, surtout le long de la route de l'aéroport d'où des dizaines de milliers d'habitants ont fui vers les communes voisines. Un dirigeant de la rébellion a toutefois indiqué que les unités hostiles au régime *« n'ont pas perdu la bataille de Kinshasa »* et qu'elles sont en mesure de faire sauter le barrage d'Inga qui alimente la capitale. A 350 kilomètres au sud-ouest de la ville, des troupes angolaises se déploient pour tenter de prendre la ville de Matadi, toujours tenue par les rebelles. Dans le sud-est du Congo, la rébellion banyamulenge, qui avait annoncé, en début de semaine, la prise de Kalemie, au bord du lac Tanganyika, a affirmé vouloir s'emparer de Manono, la ville natale de M. Kabila. – *(AFP.)*

Le PKK proclame un cessez-le-feu en Turquie

ANKARA. Le chef des séparatistes kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, a proclamé, vendredi 28 août, un cessez-le-feu inconditionnel, lors d'une émission sur la chaîne de télévision Med-TV, à partir du 1er septembre, Journée mondiale de la paix. Responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il a affirmé vouloir un règlement *« pacifique de la question nationale kurde »* et engager un dialogue avec l'Etat turc. *« Tant que nous ne serons pas agressés par les forces turques, nous n'entreprendrons aucune action armée (...). Cette trêve se poursuivra au moins jusqu'à avril 1999 »*, date prévue pour des élections anticipées en Turquie, a ajouté le chef du PKK. Med-TV est une chaîne de télévision financée par le PKK émettant en Europe. Le PKK, qui mène une guérilla dans l'est de la Turquie, aux frontières avec l'Irak et la Syrie, se veut le représentant des 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie. – *(Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN : le Conseil de sécurité de l'ONU** a voté, vendredi 28 août, à l'unanimité, une résolution demandant aux factions afghanes de ne plus *« héberger et entraîner »* des terroristes, et de faire *« cesser le trafic de drogues illicites »*. Le représentant des Etats-Unis, Mark Minton, a en particulier enjoint *« aux factions afghanes de cesser toute aide aux terroristes, y compris en leur offrant un sanctuaire »*. Il a appelé à *« les expulser d'Afghanistan »*. – *(AFP.)*

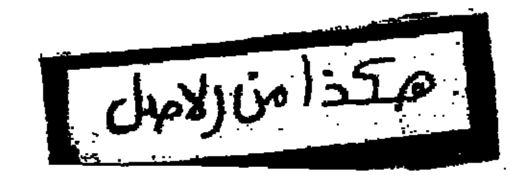
■ **CAMBODGE : une manifestation sans précédent** regroupant plusieurs milliers de personnes se déroulait, samedi 29 août, pour le sixième jour consécutif devant le Parlement de Phnom Penh. Les manifestants s'opposent à la réélection, selon eux frauduleuse, de l'homme fort du Cambdodge, Hun Sen, en juillet. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS UNIS : le cyclone Bonnie, dont la violence a considérablement molli,** continuait, samedi 29 août, sa progression à distance des côtes américaines, se dirigeant vers le nord avec des rafales de vent de 120 km/h. Il devait passer non loin de l'île de Martha's Vineyard, dans le Massachusetts, où le président Clinton achève ses vacances. Bonnie avait fait en milieu de semaine deux morts en Caroline du Sud et du Nord, où les pluies torrentielles qui l'accompagnent ont provoqué d'importants dégâts.

■ **ÉTATS-UNIS/IRAK : la Maison Blanche** *« n'exclut pas d'user d'autres options »* si les moyens diplomatiques ne réussissent pas à empêcher la détention d'armes de destruction massive par l'Irak, a annoncé, vendredi 28 août, un porte-parole présidentiel. Il répondait ainsi aux critiques d'un membre démissionnaire de la commission chargée du désarmement de l'Irak à l'ONU, l'américain Scott Ritter, qui accuse l'ONU et Washington de ne plus soutenir cet organisme. Le *Washington Post*, citant des sources diplomatiques américaines, écrivait jeudi que les Etats-Unis ont réussi à cinq reprises depuis novembre à interrompre les inspections de l'Unscom en Irak. – *(AFP.)*

■ **INDE : le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee,** a regretté, samedi 29 août, de ne pas pouvoir rencontrer son homologue pakistanais, Nawaz Sharif, en marge d'un sommet des pays non alignés à Durban, où M. Sharif a renoncé à se rendre. Il s'agit d'un nouveau revers dans des relations délicates entre les deux frères ennemis d'Asie du Sud, selon les analystes à New Delhi. – *(AFP.)*

■ **LIBERIA : un homme a été tué,** vendredi 28 août, à Monrovia, la capitale du Liberia, lors de tirs sporadiques entre les soldats de la Force ouest-africaine de sécurité (Ecomog) et des partisans du général Roosevelt Johnson, un ancien chef de guerre rival de Charles Taylor, élu président du Liberia il y a un an. Le gouvernement a lancé un appel au calme à la population de Monrovia, après un début de panique. – *(AFP.)*



Le premier ministre pakistanais veut faire de l'islam la « loi suprême »

Le renforcement de la charia risque d'aggraver les tensions dans un pays déjà fragilisé par la crise

Le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a annoncé, vendredi 28 août, un renforcement de la charia (loi musulmane) pour tenter de revitaliser son gouvernement, qui vacille sous les effets d'une grave crise économique et de l'activisme des partis religieux. Le projet de réforme constitutionnelle introduit un nouvel amendement, prévoyant que *« le Coran et la sunna »* seront la *« loi suprême du pays »*.

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

L'islam, solution de tous les maux du Pakistan : c'est ce qu'a proposé, vendredi 28 août, le premier ministre, Nawaz Sharif, en déclarant, lors d'un discours à la nation, prononcé devant le Parlement et radiotélévisé, que son gouvernement allait proposer un amendement constitutionnel pour faire du Coran et de la sunna (la tradition du Prophète) *« la loi suprême »* du Pakistan.

Ponctuant son discours de références au Coran, M. Sharif a affirmé que son gouvernement, sous le *« sage leadership et conseil »* du président Rafic Tharar – partisan d'une islamisation rigoureuse de la société, – allait appliquer l'islamisation du pays à une *« vitesse exemplaire »*. *« Après les essais nucléaires qui ont changé la couleur des pierres des montagnes de Chagaï* [lieu des tests dans le désert du Balouchistan], *nous allons changer la couleur de la société avec cette explosion »*, a-t-il encore dit.

M. Sharif a justifié cette mesure par le fait qu'il ne pouvait pas rester inactif devant *« les incidents rampants de terrorisme, d'illégalité, d'injustice, de corruption et de mauvaise administration »*. A l'adresse des minorités non musulmanes, chrétienne et hindoue notamment, M. Sharif a précisé que ce nouvel amendement respecterait leur statut personnel en matière civile et religieuse.

Déjà sévèrement critiqué par l'opposition et les organisations des droits de l'homme, ce nouveau pas ressemble à une fuite en avant de la part d'un premier ministre qui espère ainsi faire taire une opposition religieuse revigorée par la crise économique et les dernières frappes américaines sur l'Afghanistan et le Soudan.

Ce geste risque d'avoir l'effet contraire de celui escompté, et de créer de nouveaux problèmes, notamment avec la minorité chiite, qui représente 20 % des 95 % des musulmans pakistanais. Aggravées par la guerre d'Afghanistan, les tensions entre sunnites et chiites au Pakistan – qui ont fait près de 200 morts au Pendjab en 1997 – ont commencé avec les réformes constitutionnelles introduites en 1985 par le général Zia Ul Haq, et dont le nouvel amendement n'est que le prolongement.

Cet amendement, dont on ignore les détails, va aussi susciter le mécontentement d'une grande partie de la société, qui, tout en étant profondément musulmane, a une pratique généralement modérée et ouverte de l'islam. Ce n'est pas un hasard si les partis religieux au Pakistan n'ont jamais pu réunir plus de 5 % des voix lors des consultations électorales.

MALAISE

Le nouvel amendement a pour but de *« promouvoir le droit et d'interdire ce qui est mal, d'éradiquer la corruption à tous les niveaux et de permettre la justice sociale et économique »*, a déclaré le ministre des affaires parlementaires, Yasin Wattoo. Qui décidera ce qui est bien et ce qui est mal et pour qui ? La question est d'autant plus justifiée que l'histoire récente du Pakistan montre que la loi s'arrête toujours et sans exception là où commence l'intérêt de la classe dirigeante.

D'ores et déjà, un dirigeant important du PPP (Parti du peuple pakistanais de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto), Khurshid Shah, estime que *« si M. Sharif est sincère dans sa volonté d'appliquer le système islamique, il devrait commencer par rembourser ses prêts, 9 milliards de roupies* [environ 900 millions de francs], *et payer ses impôts, 270 millions de roupies »*.

« Au nom de l'islam, Nawaz Sharif essaye de perpétuer une loi fasciste », a déclaré pour sa part l'avocate et militante connue des droits de l'homme, Asma Jehangir. *« La loi proposée ouvre la porte à une large interprétation de ce qui est considéré comme islamique et de ce qui ne l'est pas. Toute l'autorité est dans les mains du gouvernement fédéral, qui seul déterminera ce qu'est la loi islamique »*, a-t-elle ajouté.

Le parti de M. Sharif (la Ligue musulmane pakistanaise) contrôlant les deux tiers des sièges à la Chambre, l'amendement devrait être facilement accepté. Il n'en sera pas forcément de même au Sénat, où la Ligue musulmane, ayant rompu toutes ses alliances avec les partis régionaux, ne dispose plus des deux tiers des voix. En attendant, loin de résoudre tous les problèmes du Pakistan, cet amendement risque au contraire d'aggraver les dissensions et le malaise dans un pays qui traverse, à tous les niveaux, la plus grave crise de son histoire.

Françoise Chipaux

L'ONU dénonce les violations des droits des femmes en Afghanistan

GENÈVE
de notre correspondante

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU invite tous les Etats à ne pas reconnaître, diplomatiquement, les talibans afghans et demande aux entreprises de refuser tout accord financier avec les milices qui pratiquent la discrimination à l'égard des femmes.

Dans une résolution adoptée au terme d'une session tenue du 3 au 28 août à Genève, la sous-commission, composée d'experts indépendants venant de vingt-six pays, a d'autre part appelé les dirigeants religieux, les notables et les intellectuels musulmans à accorder une attention particulière au sort des femmes en Afghanistan, afin que les politiques et les pratiques des talibans soient conformes à l'esprit de l'islam et aux droits de l'homme. Adopté par consensus, le texte a été rédigé par deux experts musulmans, l'Egyptien Ahmed Khalil et la Marocaine Halima Warzazi.

La sous-commission se déclare *« profondément préoccupée »* par les souffrances des femmes afghanes, notamment les veuves, qui n'ont pas le droit de travailler et qui ne peuvent bénéficier de l'aide humanitaire, réservée aux hommes, tant à Kaboul que dans les autres régions du pays contrôlées par les talibans. L'ensemble de la population féminine afghane subit des discriminations inhumaines, y compris dans le domaine des soins médicaux. La sous-commission s'est dit *« consternée »* par l'affirmation des talibans selon laquelle les mesures prises à l'encontre des femmes sont sous-tendues par l'islam.

Les talibans, en dépit de leurs succès militaires et de leur mainmise sur la majorité de la population, ne sont pas représentés à l'ONU. En revanche, l'Afghanistan, par la voix de son observateur à la sous-commission, Humayun Tandar, a pu prendre la parole pour déclarer que l'islam était *« bafoué, outragé et maltraité »* par les talibans. Les parties du territoire afghan qui sont sous leur contrôle sont les seules régions du monde où les violations des droits de la femme sont la règle absolue, a-t-il dit. Il a rappelé que les femmes afghanes n'ont droit ni à l'éducation, ni *« à faire des courses »*, ni même à se promener dans la rue. Il a estimé que, pour les talibans, la femme représente un danger, incarne le *« mal »* et n'a qu'une seule raison d'être : la satisfaction du besoin sexuel de l'homme.

Le taux de suicide parmi les femmes afghanes *« dépasse l'inimaginable »*, a affirmé M. Tandar, qui s'est demandé si les intérêts géopolitiques et financiers de certains Etats sont si grands qu'on ne puisse entendre *« les cris déchirants des femmes afghanes »*.

Isabelle Vichniac

La Libye réclame des garanties internationales pour le procès Lockerbie

Washington et Londres refusent toute négociation

ALORS QUE le dénouement de l'affaire Lockerbie semblait plutôt en bonne voie, les choses se sont quelque peu compliquées vendredi 28 août, la Libye ayant rejeté les demandes américaines d'extradition *« immédiate »* vers les Pays-Bas des deux suspects de l'attentat contre un avion de la PanAm qui, en décembre 1988, avait fait 270 morts au-dessus de Lockerbie, en Ecosse.

Dans un entretien à la télévision El Jazira du Qatar, le colonel Mouammar Kadhafi a en effet déclaré : *« Le mot "immédiatement" n'a pas cours en Libye (...). Nous ne sommes pas prêts à la confusion ou à extrader nos ressortissants sans garantie (...). Il faut que nous négociions et que nous signions un accord contenant des garanties internationales, qui seront supervisées par le secrétaire général* des Nations unies *»*, a-t-il précisé.

Le numéro un libyen a dressé la liste des points qu'il souhaitait voir clarifiés. *« Quel sera le sort* [des suspects] *une fois en Hollande ? Quel sera leur sort s'ils sont condamnés ? Où seront-ils incarcérés ? Pourront-ils faire appel et devant quelle cour ? »*, s'est interrogé le dirigeant libyen.

Il a évoqué la question *« des indemnités qui devraient être versées »* aux familles des victimes en cas de condamnation, ajoutant que la possibilité de citer des responsables libyens comme témoins dans le procès devrait également faire l'objet d'un accord. *« Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne sont pas disposés à avoir des négociations directes avec nous, ils peuvent les mener par le biais d'une tierce partie, les Nations unies, le secrétaire général de l'ONU ou la Ligue arabe »*, a-t-il ajouté.

« Il n'y a aucun détail à négocier avec la Libye (...). La balle est dans son camp », et Tripoli *« doit faire en sorte que les deux suspects comparaissent sans délai »*, a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, James Foley. *« Si Kadhafi est sérieux, nous espérons avoir notification par le secrétaire général* [de l'ONU] *que les deux suspects ont été conduits aux Pays-Bas »*, a pour sa part indiqué un porte-parole de la Maison Blanche, Barry Toiv.

A Londres, le gouvernement britannique a prévenu qu'il ne *« négociera pas »* avec la Libye. *« Nous sommes prêts à fournir toute clarification qui s'avérerait nécessaire concernant les détails juridiques et techniques, mais nous ne négocierons pas »*, a indiqué le porte-parole du Foreign Office.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté à l'unanimité le compromis anglo-américain prévoyant l'extradition des deux suspects vers les Pays-Bas, afin de les juger selon les règles du droit écossais. La résolution 1192 du Conseil précisait que les sanctions imposées à la Libye – militaires, aériennes, diplomatiques et financières – à cause de cette affaire seraient levées dès l'arrivée aux Pays-Bas des deux suspects, Abdel Basset Ali Mohammed El Megrahi et Al-Amine Khalifa Fhimah.

Le ministère libyen des affaires étrangères a réclamé, de son côté,que la Libye soit associée à la fixation des modalités du procès. *« La Libye estime que les sanctions doivent être levées dès la signature d'un accord entre elle et les pays concernés sur les modalités* [du procès] *et les garanties concernant le transfert des deux suspects pour comparaître devant un tribunal aux Pays-Bas »*, a insisté le ministère.

La France étant, elle aussi, concernée par les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Libye, le ministère des affaires étrangères a fait savoir, vendredi, qu'elle ne donnerait son accord à la levée des sanctions qu'une fois justice rendue aux 170 victimes de l'attentat commis en 1989 contre le vol 772 de la compagnie UTA. Le juge français Jean-Louis Bruguière, chargé de l'instruction de cet attentat, a délivré des mandats d'arrêt contre six membres des services secrets libyens, au nombre desquels figure Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Khadafi. – *(AFP, Reuters.)*

Dix-sept ans de captivité dans les geôles d'Hafez El Assad

Arrêté en 1980, libéré en mai 1998 sans jamais avoir été jugé, le militant communiste Riyad Turk entend reprendre son métier d'avocat en Syrie

HOMS
de notre envoyé spécial

La photographie qui trône dans la salle à manger représente un homme dans la force de l'âge, décidé, les traits pleins. Celui qui lui fait face, dix-huit ans après, a le visage plus émacié, le cheveu plus blanc et l'allure plus frêle. Entre les deux, il y a eu une arrestation, le 28 octobre 1980, une semaine d'interrogatoires musclés, et plus de dix-sept ans de détention au secret. Sans inculpation, ni jugement.

Le nom de Riyad Turk n'est plus vraiment tabou en Syrie depuis l'entretien accordé par le président Hafez El Assad à la chaîne de télévision française TF 1 à l'occasion de sa visite en juillet 1998 à Paris et dont la télévision syrienne a donné de plus larges extraits.

Interrogé au sujet du dirigeant communiste fraîchement libéré, fin mai, M. El Assad avait consenti à s'exprimer sur le « cas » Turk, défendu pendant près de deux décennies par les organisations de défense des droits de l'homme. *« Il s'était allié avec les Frères musulmans. Son parti l'a abandonné à cause de cela. S'il a des partisans, ils sont très peu nombreux aujourd'hui »*, a assuré M. El Assad. L'intéressé ne partage certainement pas ces avis.

Depuis qu'il a regagné, relativement en bonne santé, son appartement de Homs, entre Alep et Damas, le vieux combattant communiste a pu recevoir de nombreux visiteurs. Lorsqu'il a été relâché, le pouvoir n'a exigé de lui ni reniement ni déclaration d'allégeance, trois signes parmi d'autres de la soudaine mansuétude d'un pouvoir réputé impitoyable avec ses adversaires.

Autrefois avocat, l'ancien prisonnier envisage aujourd'hui de se réinscrire au plus vite au barreau et de tenter de rattraper en lectures le temps passé qui a vu l'effondrement de l'URSS, la guerre du Golfe et les débuts du processus de paix israélo-arabe.

Malgré les conditions difficiles de son emprisonnement, Riyad Turk semble avoir conservé sa flamme. *« De toute façon, depuis 1960, j'ai toujours pensé que ce que je pouvais vivre, c'était du bonus »*, assure-t-il. Arrêté au plus fort de l'expérience de la République arabe unie (RAU), qui rassemblait alors la Syrie et l'Egypte, le militant avait été si durement torturé que ses amis l'avaient cru perdu. Il avait pourtant déjà connu la geôle une décennie auparavant.

Son goût pour le combat politique ne l'a jamais disposé à courber l'échine. Après le coup d'Etat qui amène Hafez El Assad au pouvoir, en 1970, il refuse de suivre le Parti communiste syrien qui rejoint le Front national progressiste organisé dans l'orbite du parti Baas. Son mouvement plus réformiste, le Parti communiste-bureau politique, s'oppose au nouvel homme fort syrien. Son arrestation, au début des années 80, à un moment crucial pour le régime confronté à l'agitation suscitée par les Frères musulmans, conclut tragiquement cette trajectoire, après un an de clandestinité. Si son parti, interdit, a toujours démenti vigoureusement avoir eu alors le moindre contact avec les islamistes syriens, les autorités ont maintenu leurs accusations.

Pendant plus de dix-sept ans, Riyad Turk n'a plus eu qu'un seul ennemi, le temps, et trois obsessions : toujours être occupé, ne jamais penser au dehors et toujours veiller à son alimentation. *« Le plus important, c'est de tuer le temps. Si tu ne le tues pas, c'est lui qui te tue »*, assure-t-il.

> « Je parle comme l'enfant qui commence à découvrir le monde, et le monde a tellement changé... Ce qui me frappe, c'est peut-être que je trouve la société silencieuse »

Dans l'orphelinat de son enfance, Riyad Turk s'était pris de passion pour les arts plastiques. Trois cents petits cailloux noirs glanés dans ses rations de lentilles et conservés précieusement dans une boîte d'allumettes ont longtemps fourni la matière des arabesques qu'il traçait sur un linge étalé à même le sol. Il a multiplié les expériences, jusqu'à agréger des brins de balais usés, grâce à de la mie de pain, pour parvenir à des sculptures *« en trois dimensions »*. Une aiguille et des fils tirés de chiffons ont permis d'autres réalisations chronophages.

Au fil de sa captivité, sa vie s'est améliorée. La lecture a progressivement refait son entrée dans son quotidien : le Coran, tout d'abord, qu'il est parvenu à apprendre par cœur aux deux tiers, puis le quotidien officiel *Techrine* et les quelques livres de la prison, enfin ceux que sa famille est parvenue à lui transmettre à l'occasion des cinq visites autorisées au cours de ces longues années. *« De 1980 à 1993, on n'a jamais répondu officiellement à mes questions, je ne savais pas où il était, ni même, au début, s'il était toujours vivant ; puis j'ai pu le voir pour la première fois en 1993, et ensuite en 1995, puis tous les ans jusqu'à cette année »*, explique sa femme, médecin francophone, emprisonnée elle aussi pendant deux ans.

« Ce qui peut déstabiliser, c'est de penser à l'extérieur, aux êtres chers, aux amis. J'ai beaucoup de mal à le dire devant elles, mais rarement j'ai pensé à ma femme et à mes deux filles. Je me suis dit que de leur côté, elles allaient faire pour le mieux. Ce n'était pas par rigidité, mais pour éviter d'être trop nostalgique », raconte l'ancien détenu.

La vie de Riyad Turk a pourtant failli s'interrompre à la fin des années 80. La dureté des conditions d'internement, le diabète et des problèmes cardiaques amènent le militant à un état de faiblesse extrême. Les associations de défense des droits de l'homme et certaines ambassades présentes à Damas se mobilisent pour briser la chape de l'oubli. Alertée, la direction du centre de détention améliore l'ordinaire du prisonnier. Le détenu bataille pour obtenir l'alimentation la plus riche possible et remonte progressivement la pente. Aujourd'hui, sans être particulièrement gaillard, Riyad Turk ne semble pas trop marqué par son épreuve.

Né militant, il n'envisage pas encore de prendre sa retraite, même s'il connaît le cadre particulièrement contraignant de la politique en Syrie où l'état d'urgence est en vigueur depuis 1963. Lorsque deux responsables syriens sont venus lui annoncer la nouvelle de sa libération et ont engagé avec lui une interminable discussion sur le positionnement de son parti dans les années 80, il a maintenu au mot près ses déclarations d'antan, argumentant sans relâche. La scène, à l'en croire, fut épique.

A présent, il va lui falloir réapprendre et apprendre. *« Je parle comme l'enfant qui commence à découvrir le monde, et le monde a tellement changé »*, avoue-t-il. *« La situation actuelle, je ne l'ai pas encore bien comprise. Ce qui me frappe, c'est peut-être que je trouve la société silencieuse. »*

Après de multiples appels du pied en direction du pouvoir, le médecin Jamal Atassi, figure historique de la vie politique syrienne et opposant « autorisé », désespérait de revoir jamais Riyad Turk au grand soleil. Rassuré sur l'état de son ami, il espère à présent que son envie de s'attaquer à ce *« silence »* au nom de la démocratie ne vont pas le mettre, trop vite, en difficulté.

Gilles Paris

Le chef du gouvernement grec attend un soutien de la France pour réussir sa politique européenne

Lionel Jospin se rend, lundi 31 août, en visite à Athènes

Engagé dans une tâche difficile pour mettre la Grèce à l'heure européenne, le premier ministre, Kostas Simitis, reçoit, lundi 31 août à Athènes, Lionel Jospin, invité à prendre la parole devant une conférence de son parti, le Pasok. *« Dans la recherche d'une nouvelle voie, je me sens très proche de Jospin sur les questions de la justice sociale, de la démocratie, de l'Etat »*, souligne M. Simitis dans un entretien au *Monde*.

ATHÈNES
de nos envoyés spéciaux

Moins de deux semaines après avoir quitté Antiparos, l'île des Cyclades où il a passé ses vacances, Lionel Jospin sera de nouveau en Grèce, lundi 31 août, pour participer à une conférence sur l'Europe organisée par le Pasok, le Parti socialiste panhellénique, au pouvoir à Athènes. Le premier ministre grec, Kostas Simitis, attend de cette visite et du discours que doit prononcer son collègue français un soutien à la modernisation de la vie politique grecque qu'il a entreprise depuis son arrivée à la tête du gouvernement, en janvier 1996.

Le premier ministre grec continue de se heurter dans ses efforts à l'aile traditionaliste du Pasok, où plane encore l'ombre d'Andréas Papandréou. *« Centre-gauche est devenu un mot-clé de la politique grecque*, a déclaré Kostas Simitis dans un entretien accordé au *Monde* avant l'arrivée de Lionel Jospin. *Ce mot montre le désir de réorienter la politique de la gauche et de mener une discussion sur l'avenir du socialisme et les perspectives de la social-démocratie. Le Pasok a été fondé en 1974 sur les idées traditionnelles du socialisme méditerranéen. Comment concilier la justice sociale et la réorientation de l'économie à l'heure de la nouvelle Europe et de la mondialisation ? C'est l'enjeu de la discussion et il est bon de montrer au Pasok qu'il y a en France, en Europe, un mouvement pour la recherche de nouvelles perspectives. Cette ouverture n'est pas quelque chose d'hérétique mais de nécessaire. »*

M. Simitis n'en rejette pas moins l'idée d'une *« troisième voie »*, d'une organisation regroupant la nouvelle gauche européenne et les Démocrates américains, comme le souhaitent Bill Clinton et Tony Blair, ou encore Romano Prodi. *« L'Internationale socialiste est peut-être un peu vieillote, mais elle a le mérite d'exister »*, constate le premier ministre grec qui ajoute : *« Dans la recherche d'une nouvelle voie, je me sens très proche de Jospin sur les questions de la justice sociale, de la démocratie, de l'Etat conçu comme un état-major qui n'intervienne pas à tout propos mais organise la vie économique. »*

Deux ans après son triomphe électoral de septembre 1996, les conceptions modernistes et européennes de Kostas Simitis passeront un premier test aux municipales d'octobre, avant d'être jugées aux législatives de l'an 2000. Le chef du gouvernement est déterminé à affronter cette échéance sur le thème de la participation de la Grèce à la monnaie unique. Pour réussir, il lui faut poursuivre la marche forcée entreprise depuis deux ans, avec ce qu'elle suppose d'austérité, de rigueur budgétaire et de mécontentements catégoriels.

LA CANDIDATURE DE CHYPRE

« 70 % des Grecs veulent entrer dans l'Union économique et monétaire (UEM), affirme M. Simitis. *Ils sont prêts à faire les sacrifices indispensables. Il y a bien sûr toujours des frictions, des protestations et une partie des électeurs du Pasok se tourneront vers les communistes ou le* Dikky (petit parti populiste dissident du Pasok), *mais je crois qu'il n'y a pas d'autre choix... Les mentalités ont changé et je suis certain d'avoir derrière moi la majorité du parti »*, ajoute M. Simitis, qui est aussi président du Pasok depuis la mort de M. Papandreou.

A l'occasion de la conférence sur l'Europe, MM. Jospin et Simitis auront un entretien de politique générale au cours duquel ils évoqueront les relations franco-grecques. Des relations qualifiées de *« bonnes »*, malgré les divergences apparues lors du dernier conseil européen de Cardiff à propos de la candidature de Chypre à l'Union européenne. Dire que l'île ne pourra adhérer à l'Europe que si le problème de sa division est résolu, comme l'a fait Jacques Chirac, *« n'est pas acceptable pour la Grèce »*, précise M. Simitis.

A Cardiff, le président de la République française est allé plus loin, faisant peser une menace sur la poursuite des négociations d'adhésion, étant donné le refus de la communauté turque de Chypre d'y participer. Quand Chypre a été placée sur la liste des candidats, tout le monde savait que l'île était divisée, insiste le chef du gouvernement grec. Poser le problème maintenant est *« une tactique pas justifiée, car autrement on donne aux Chypriotes turcs ou à la Turquie un droit de veto. Il faut mener parallèlement les négociations d'adhésion et la recherche d'une solution. Ainsi la Turquie se trouvera un jour contrainte de prendre une décision. »*

L'atmosphère s'est plutôt tendue ces derniers temps entre Athènes et Ankara à la suite de la décision du gouvernement chypriote (grec) d'acheter des missiles sol-air russes S-300 et du durcissement de la Turquie, le contentieux bilatéral restant entier. M. Simitis et le président turc, Suleyman Demirel, avaient pourtant signé, en juillet 1997 au sommet de l'OTAN à Madrid, une déclaration de bonnes intentions. Celle-ci n'a pas été suivie d'effets. *« Les Turcs ont donné raison à ceux qui, en Grèce, disaient qu'il ne fallait pas rechercher un climat plus amical. Mais je pense qu'il fallait le faire parce que nous avons montré notre disponibilité »*, accuse le premier ministre.

Athènes attend des prochaines élections législatives turques, prévues en avril 1999, qu'elles apportent une clarification. En attendant, la livraison des S-300 russes est prévue pour novembre et le gouvernement d'Ankara menace de détruire ces missiles. Depuis le début de l'année, Washington tente de convaincre Nicosie de renoncer à cet achat, suscitant l'irritation de la Grèce. *« Les S-300 ne sont pas un but en soi. Le but, c'est la sécurité de Chypre*, dit M. Simitis. *Chypre est un Etat indépendant qui a le droit d'assurer sa défense et la Grèce, naturellement, appuiera ses décisions. L'objectif de Nicosie est la démilitarisation de l'île et une solution politique. Ni l'une ni l'autre ne sont possibles sans une pression des Etats-Unis et de la communauté internationale sur la Turquie. »*

Didier Kunz et Daniel Vernet

La Grèce s'oppose au boycottage des lignes aériennes serbes

BRUXELLES. La Grèce continue à bloquer la décision des Européens d'interdire les liaisons de la compagnie yougoslave JAT avec l'Union européenne. Prise en juin, lors du dernier Conseil européen de Cardiff, cette décision fait partie de la panoplie de sanctions envisagées pour tenter de contraindre les Serbes à une solution négociée au Kosovo. Malgré les pressions de ses partenaires, Athènes a exigé, vendredi 28 août, lors d'une réunion spéciale du Comité des représentants permanents des Quinze à Bruxelles, *« plus de temps »* pour étudier les conséquences d'un tel boycottage. Le Royaume-Uni, qui avait lui aussi soulevé des objections juridiques à cette mesure, s'est maintenant rallié à la position commune. *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **EX-YOUGOSLAVIE : le Croate de Bosnie, Drazen Erdemovic**, vingt-six ans, condamné à cinq ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) a été transféré en Norvège pour y purger sa peine, a-t-on appris vendredi 28 août auprès du TPI. Enrôlé dans l'armée serbe de Bosnie, il a été condamné le 5 mars par le TPI pour sa participation à une exécution massive de civils musulmans près de Srebrenica, en 1995. *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : la 6e université d'été européenne de Weimar**, qui s'est achevée vendredi 28 août, a été perturbée, selon ses organisateurs, par de nombreux incidents à caractère xénophobes à l'encontre de ses participants, venus de tous les pays européens. La majorité des victimes ont essuyé des insultes et certaines ont été physiquement agressées. – *(AFP.)*

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaclav Havel a quitté, vendredi 28 août, l'hôpital militaire** de Prague après y avoir séjourné plus d'un mois. Agé de soixante et un ans, il a rejoint la résidence présidentielle de Lany, près de Prague, où il poursuivra sa convalescence. Dans la nuit du 3 au 4 août, le président a frôlé la mort lors d'une crise cardiaque après avoir subit une trachéotomie, la troisième depuis son opération d'un cancer au poumon droit en décembre 1996. – *(AFP.)*

■ **IRLANDE DU NORD : le gouvernement britannique va lancer une vaste offensive**, en octobre aux Etats Unis, pour tenter de convaincre les investisseurs américains de miser sur l'Irlande du Nord et renforcer ainsi le processus de paix. Le ministre britannique en charge de la province, Mo Mowlam, effectuera du 7 au 29 octobre une tournée dans douze villes du pays, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires, ont indiqué ses services, vendredi 29 août, à Belfast. – *(AFP.)*

L'Espagne décide de passer à l'armée de métier en 2003

LE GOUVERNEMENT espagnol a approuvé, vendredi 28 août, un projet de loi qui institue le passage à l'armée de métier en 2003 et qui va donc entraîner la suppression du service militaire obligatoire de dix mois au profit des jeunes nés après janvier 1983. C'est le ministre espagnol de la défense, Edouardo Serra, qui l'a annoncé, en précisant que le projet de loi sera présenté au Parlement durant le premier trimestre de 1999.

Après la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et la France, qui ont maintenu la possibilité de rappeler des réservistes, l'Espagne devient un nouvel Etat en Europe occidentale à choisir de professionnaliser ses forces armées. Les armées espagnoles devraient passer progressivement d'un effectif global de près de 200 000 hommes (dont quelque 108 000 conscrits par an) à un maximum de 48 000 cadres de métier (officiers et sous-officiers) et de 120 000 soldats, aviateurs et marins volontaires. Le projet de loi distingue entre le militaire de carrière, qui pourra demeurer sous l'uniforme pendant trente-quatre ans, et le militaire de réserve qui, selon M. Serra, constituera *« un élément essentiel pour assurer l'osmose »* entre des armées professionnelles et la société.

Le coût de cette transformation est évaluée, à ce jour, à l'équivalent de 50 milliards de francs, soit 1,3 % du produit intérieur brut. *« C'est une somme beaucoup plus faible qu'il avait été prévu à l'origine »*, a dit le ministre de la défense pour qui l'investissement consenti par Madrid permettra d'aligner des forces adaptées au besoin du siècle prochain.

En 1997, l'Espagne, faisant valoir le nouveau contexte international, avait rejoint la structure militaire de l'Alliance atlantique et annoncé qu'elle entreprenait une réflexion – destinée à aboutir en 1998 – sur un nouveau modèle d'armée. L'objectif était que l'Espagne joue un plus grand rôle dans la restructuration des commandements de l'OTAN, notamment en Méditerranée, et dans la mise sur pied d'unités multinationales vouées au maintien ou au rétablissement de la paix dans des régions en crise. Dès les premières réflexions d'état-major, il est apparu que l'Espagne ne pourrait pas faire l'économie du passage à l'armée totalement de métier, de la restructuration de son industrie de défense et de la modernisation, à la fois, de ses équipements et de ses infrastructures militaires.

PROJETS D'ARMEMENT

Une commission composée de responsables gouvernementaux, d'élus et de chefs militaires a recommandé de chercher à atteindre ces objectifs en 2003 et de prévoir, en conséquence, un plan pluriannuel de réalisation.

Selon les orientations de cette programmation, il sera nécessaire, dans un environnement budgétaire difficile, que la part du produit intérieur brut consacrée au ministère de la défense augmente de 0,5 % sur six ans pour financer, outre la professionnalisation des armées, des projets d'armement aussi ambitieux que le nouvel avion de combat EF-2000 conçu en collaboration avec la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, et estimé au total à l'équivalent de 40 milliards de francs pour 87 exemplaires.

Jacques Isnard



GAUCHE L'université d'été du Parti socialiste s'est ouverte, vendredi 28 août, à La Rochelle. Elle s'achèvera, dimanche, par un discours du premier ministre. ● LE RYTHME des réformes ne doit être ni accéléré ni ralenti, a déclaré François Hollande, premier secrétaire du PS en réponse aux demandes des autres composantes de la majorité « plurielle ». Il a démenti l'idée qu'il y ait des divergences de fond au sein du Front national et confirmé sa stratégie d'opposition systématique aux quatre présidents de région de droite qui gouvernent grâce à l'appui de l'extrême droite. ● LIONEL JOSPIN, dans son discours de rentrée politique, entend confirmer qu'il s'en tient au rôle que confie la Constitution au chef du gouvernement. Il devrait rappeler que la « bible » de son action demeure sa déclaration de politique générale devant les députés, le 19 juin 1997.

Le PS va continuer à se battre pour ses priorités budgétaires

François Hollande souhaite obtenir une « correction » du projet de budget pour alourdir la taxation des plus-values financières à court terme et baisser plus fortement la TVA. Lionel Jospin doit, dimanche, rappeler que son action s'inscrit dans le long terme

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

Non aux *« mandats précaires »*. Dès l'ouverture de l'université d'été du Parti socialiste, vendredi 28 août à La Rochelle (Charente-Maritime), François Hollande a répondu à ses alliés de la majorité plurielle. *« Nous voulons tout faire pour que cette législature aille à son terme et que le gouvernement puisse agir dans la durée »*, a martelé le premier secrétaire du PS devant les militants du Mouvement des jeunes socialistes.

M. Hollande s'est ainsi adressé, comme auparavant Jean-Christophe Cambadélis, chargé des fédérations et des relations extérieures au secrétariat national, aux grands absents de La Rochelle – à l'exception de son maire radical, Michel Crépeau, qui a renoncé cette année à ses arrêtés antimendicité –, ceux que Daniel Cohn-Bendit, probable tête de liste des Verts aux élections européennes, a appelés *« les otages permanents »* de la gauche « plurielle ». Après les turbulences préestivales au sein de la majorité – des sans-papiers à l'abandon de la réforme du scrutin européen, en passant par le différend avec le PCF à propos de l'impôt sur la fortune –, la rentrée a été marquée par les nouvelles plaintes des Verts contre *« l'hégémonisme »* du PS et l'exigence de Robert Hue d'*« un rythme plus soutenu »* pour le changement. Hostile aussi bien à un *« recentrage »* qu'à une *« accélération »* des réformes, M. Hollande a sans doute préfiguré le propos que tiendra Lionel Jospin dimanche 30 août, lors de la clôture de cette université d'été qui réunit pour la première fois mille deux cents participants. Déjà le 23 juin, devant les députés socialistes, le premier ministre avait assuré, en s'inscrivant dans la durée, qu'il ne voulait *« ni précipitation ni improvisation »*. *« Je peux vous dire que ce rythme va continuer car les réformes vont se poursuivre »*, avait-il ajouté.

Répondant au président du mouvement des jeunes de son parti, qui invitait le gouvernement à *« lutter contre la peur de l'autre, l'étranger, l'homosexuel, le toxicomane »*, M. Hollande a refusé de tronçonner en phases l'action du gouvernement, une phase plus sociétale succédant à une phase économique. *« Tout se tient*, a-t-il affirmé : *la lutte contre les inégalités, le combat contre le chômage, c'est déjà une réforme de société. »* Dressant un rapide bilan de quatorze mois d'actions du gouvernement – *« il a su rétablir le respect des Français à l'égard de ceux qui gouvernent »* –, le député de Corrèze a jugé que le PS avait pris *« sa part »* aux décisions gouvernementales parce que M. Jospin l'avait *« associé »*, mais aussi parce qu'il avait gardé une *« capacité de propositions autonome »*. Auparavant, M. Cambadélis, proche du premier ministre, avait rendu hommage à M. Hollande, qui *« a maintenu le PS à un haut niveau de sympathie dans l'opinion »*.

« ALLER DE L'AVANT »

Neuf mois après son élection par les militants, M. Hollande peut se flatter d'avoir été entendu par le gouvernement sur plusieurs sujets (revalorisation des minima sociaux, décision d'augmenter l'indemnité des maires). Mais le PS n'a pas été suivi totalement sur la politique familiale, quand le gouvernement a renoncé au plafonnement des allocations familiales, ou sur le projet de budget 1999, que les socialistes ont du mal à lire comme un texte *« de gauche »*. Convaincu que la paix interne résisterait mal à un relatif effacement du PS – les courants retrouvant alors plus de raison d'être –, M. Hollande paraît bien décidé à obtenir une *« correction »* du projet de budget. Le PS ne veut pas lâcher, lors du débat parlementaire, sur ses deux principales demandes : une taxation plus lourde des plus-values financières à court terme et une baisse plus générale de la TVA.

Refusant de jouer les clercs de notaire sur le respect des engagements électoraux de 1997, M. Hollande a assigné aux socialistes la mission de *« garder l'objectif que nous avons fixé »*. *« Que nous reste-t-il à faire, nous socialistes ? »*, a interrogé le premier secrétaire du PS. Devant les jeunes socialistes, M. Hollande a défini ses *« attentes »* : extension des emplois-jeunes au secteur privé (par une réforme de l'allocation de remplacement pour l'emploi) ; débat (ouvert dans la transparence) sur la réforme de l'assiette des cotisations patronales pour l'assurance-maladie – *« Nous ne relâcherons pas la pression sur l'objectif »*, a-t-il prévenu – ; *« meilleure répartition entre fiscalité du travail et fiscalité du capital, d'une part, entre fiscalité directe et fiscalité indirecte, d'autre part »*.

M. Hollande a également lancé un avertissement au patronat sur les 35 heures en qualifiant de *« politique »* l'accord signé par l'Union des industries métallurgiques et minières (*Le Monde* du 30 juillet) et en réclamant implicitement un strict contingentement des heures supplémentaires dans la deuxième loi prévue en 1999. *« Ceux qui ont tiré les premiers risquent de s'apercevoir alors qu'ils se sont tiré une balle dans le pied »*, a-t-il lancé. Au passage, il a légèrement égratigné Jack Lang, sans le citer, pour ses réserves face aux 35 heures : *« Si certains ténors du PS ne croient pas aux 35 heures, tant pis pour eux ! »*

Après cette entrée en matière, seize membres du gouvernement – Claude Allègre, Marylise Lebranchu, Christian Pierret, Christian Sautter, Louis Besson, Ségolène Royal, Nicole Pery, Claude Bartolone, Pierre Moscovici, Catherine Trautmann, Elisabeth Guigou, Daniel Vaillant, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn et Alain Richard – devaient participer, samedi, à diverses tables rondes et ateliers. Le seizième d'entre eux, Bernard Kouchner, devrait adhérer dans les prochains jours à la section du 6ᵉ arrondissement parisien du PS.

Une table ronde sur l'emploi devrait réunir Henri Emmanuelli, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélanchon et Jean Glavany avec les ministres de l'emploi, de l'économie et de la défense. Autant de baromètres qui permettront d'apprécier l'état d'esprit de militants socialistes qui, a assuré Henri Weber, chargé de la formation au secrétariat national, *« n'entendent pas s'endormir sur leurs lauriers »* mais *« aller de l'avant pour suivre les réformes »*. Pour l'heure, à La Rochelle, le rythme reste d'une tranquillité toute estivale.

Michel Noblecourt

« Les juges savent ce qu'ils ont à faire »

Devant les militants du Mouvement des jeunes socialistes, vendredi 28 août, François Hollande a rejeté la demande de Philippe Séguin d'une nouvelle loi sur le financement des partis. *« Nous pensons qu'en matière de financement de la vie politique l'essentiel a été fait, notamment grâce à Michel Rocard en 1990, même s'il y a eu des prolongements heureux, notamment en 1995 »*, a assuré le premier secrétaire du PS. *« Il n'y a pas besoin d'une loi interprétative des délits parce que, que dirait-on si on en restait à la distinction entre enrichissement personnel et financement de la vie politique ? »*, a-t-il demandé. *« C'est ce que nous avions voulu faire en 1990 parce que nous mettions un terme à un mode de financement qui n'était pas très agréable à constater mais qui était le seul possible dans le silence de la loi. Pour nous, aujourd'hui, il n'y a pas besoin de cette interprétation-là. Les juges,* a-t-il indiqué, *savent ce qu'ils ont à faire dans le cadre des procès en vigueur, mais, en revanche, la réforme de la justice doit suivre son cours. »*

« Le déchirement de la synthèse républicaine commence à s'accomplir »

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

L'effet d'un *« été clintonien »* ? Frédérique Bredin a ainsi ironisé, vendredi 28 août, sur l'utilisation des expressions à *« connotations sexuelles »* dans le débat, organisé au premier jour de l'université du PS, sur les rapports entre la droite et l'extrême droite. De Jean-Christophe Cambadélis à Gérard Le Gall, conseiller politique du premier ministre, il avait été question d'*« attouchements »* et de *« guerre des jupons »*. *« Contrairement à d'autres régions, où on en est aux attouchements*, a expliqué Sylvie Guillaume, conseillère régionale de Rhône-Alpes, *dans notre région on a consommé. »*

Tout en défendant la stratégie du PS, celle de *« l'obstruction systématique »* dans les quatre régions dirigées par une alliance droite-FN (Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Picardie, Rhône-Alpes), Mᵐᵉ Guillaume a noté que *« nous ne tiendrons pas six ans sur cette position »*. *« Nos municipalités, elles, ne tiendront pas »*, a-t-elle assuré en évoquant *« des hypothèses fiables de sortie de ces situations avec la droite républicaine sans compromis »*.

Devant le Mouvement des jeunes socialistes, François Hollande a justifié une nouvelle fois la stratégie du PS : *« Nous refusons toute banalisation de ces alliances. Nous refuserons toujours de donner une légitimité à ces quatre présidences de région. »* Pour le premier secrétaire du PS, le maintien de cette stratégie d'obstruction reste tenable jusqu'à l'adoption, espérée en novembre, d'une nouvelle législation sur le 49-3 régional. *« Tout relâchement de notre part serait une victoire de l'extrême droite »*, a-t-il souligné, en récusant toute *« différence de nature »* dans la crise au sein du FN entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. *« Etre petit*, a-t-il observé, *ne donne aucun brevet de démocratie par rapport au gros. »*

M. Le Gall a insisté sur la *« droitisation de la droite »* en soulignant que *« le déchirement de la synthèse républicaine commence à s'accomplir »*. Pour M. Cambadélis, *« la droite veut s'émanciper du président de la République et tirer la vie politique vers le bas »*. Mᵐᵉ Bredin a évoqué l'émergence de *« nouveaux pouvoirs »* – médiatique, judiciaire, parlementaire – tout en s'interrogeant sur *« la volonté du pouvoir judiciaire d'être omniprésent, omnipotent et de se débarrasser d'un pouvoir politique qui a fait trop pression sur lui »*. *« Il ne peut y avoir pouvoir sans responsabilités »*, a-t-elle conclu.

Alors que l'essentiel du débat portait sur les relations entre la droite et le Front national et que chacun se confondait en éloges du pouvoir, M. Cambadélis a fait une digression sur les alliés d'un PS : *« Il n'y aurait pas de succès du pouvoir sans la majorité "plurielle"*, a-t-il expliqué. *Il n'y aurait pas de succès pour chacune de ses composantes sans la réussite du gouvernement. »* Pour autant, il a jugé qu'il n'est pas *« anormal que le PCF souhaite reconquérir l'électorat radical »* ou qu'*« il n'est pas étonnant que les écologistes veuillent occuper le terrain de l'écologie »*... Même Jean-Pierre Chevènement a été absous de sa volonté d'être *« distant sur l'Europe »*. Un exercice de magnanimité... « plurielle ».

M. N.

Lionel Jospin veut rappeler le sens de son action

Le premier ministre entend ne pas s'écarter du rôle que lui confère la Constitution

LA CONSTITUTION, toute la Constitution mais rien que la Constitution ! Tel pourrait être le préambule du discours de rentrée, qualifié de « théorique » à l'hôtel Matignon, que devait prononcer Lionel Jospin, dimanche 30 août, en conclusion de l'université d'été du Parti socialiste, à La Rochelle (Charente-Maritime). *« Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation »*, dispose la Loi fondamentale, en son article 20, avant de préciser, notamment, à l'article suivant : *« Le premier ministre dirige l'action du gouvernement. Il est responsable de la défense nationale. Il assure l'exécution des lois. »* Au moment où bon nombre des experts ès sondages estiment que sa propre popularité « tire » celle du président de la République vers le haut, le chef du gouvernement n'a pas l'intention de casser cette belle harmonie qui plébiscite autant la sérénité de la cohabitation que l'action gouvernementale.

Les Français semblant apprécier que M. Jospin se cantonne – publiquement – dans son rôle de premier ministre, celui-ci n'a nulle envie – prématurément – de s'en écarter. S'il lui arrive de le faire, c'est par petites touches discrètes, sans indisposer Jacques Chirac. Ainsi, devant les ambassadeurs de la France, il avait souligné la *« grande convergence de vues entre les autorités françaises »*, tout en affirmant que depuis quatorze mois, le gouvernement y a apporté des *« inflexions »* et des *« impulsions »*. Lors du séminaire des ministres le 20 août, il avait approuvé Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, qui avait regretté l'échec des multiples instances de régulations internationales.

Ni présidentiable, donc, ni chef de parti. C'est avec ce double souci en tête que M. Jospin aborde la « reprise » de la saison politique. Sa popularité interdisant les rivalités ouvertes à l'intérieur du PS, il laisse donc le soin à François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, de répondre aux sollicitations des partenaires de la majorité « plurielle », tant sur le rythme des réformes que sur le comportement dit hégémonique de la principale formation de la coalition au pouvoir. Enjoint par Philippe Séguin de proposer une quatrième loi sur le financement des partis politiques, M. Jospin ne devait pas répondre lui-même au président du RPR.

CONTRE L'« EUROPE FLASQUE »

Son intervention de dimanche, sur laquelle il a travaillé une bonne partie de la journée de vendredi, ne devait donc pas évoquer la question, pas plus qu'il ne devait se pencher sur le malaise idéologique de l'opposition, sur les relations coupables de la droite avec l'extrême droite dans quatre conseils régionaux, ou sur la rivalité qui s'affirment à la tête du Front national. S'il envisageait de consacrer une partie de son discours à la crise russe, ce n'était toutefois pas pour mesurer les conséquences qu'elle pourrait avoir sur le taux de croissance français. Sur la politique étrangère, il a eu l'occasion, jeudi 27 août, lors de la conférence des ambassadeurs – où il s'est prononcé contre une *« Europe flasque »* –, d'exprimer l'espoir que *« ce que fait le gouvernement a un impact sur l'image de la France, sur sa capacité à affronter un certain nombre des défis d'aujourd'hui »*.

Paradoxalement, c'est aussi devant ces représentants de la France à l'étranger que M. Jospin a donné un aperçu de la définition du sens de son action, selon l'expression d'un de ses proches, en parlant *« des restructurations industrielles que nous avons amorcées »* et du règlement de *« la question calédonienne »*. Deux dossiers qui, pour Matignon, sont synonymes de maîtrise du gouvernement. Cette maîtrise et le sens de cette action, le premier ministre devait également en faire part aux participants de l'université socialiste, en égrenant, une fois de plus, les réformes qui ont déjà été engagées et en revenant sur celles qui restent à faire. En la matière, la bible demeure sa déclaration de politique générale de juin 1997. Les orientations législatives et les chantiers qui les accompagnent seront donc à l'affiche de ce discours.

Olivier Biffaud

La Gauche socialiste exige que son poids soit reconnu

NIORT
de notre envoyée spéciale

Sur la route de La Rochelle, la Gauche socialiste a préféré s'arrêter à Niort (Deux-Sèvres) afin d'éviter toute tentation balnéaire qui pourrait amollir les esprits. Pour ces onzièmes rencontres d'été, quelque cent cinquante militants sont venus réfléchir et discuter, vendredi 28 août, au cours de ce que les animateurs de ce courant espèrent être un laboratoire d'idées du Parti socialiste. Mais, pour un jeune militant, ce serait plutôt *« on propose et le PS dispose »*. *« Evidemment, on pèse ce que l'on pèse »*, dit-il, semblant signifier qu'il a peu d'illusions sur le poids actuel de la Gauche socialiste.

« Une année bien éprouvante », a assuré Jean-Luc Mélanchon, sénateur de l'Essonne, avant d'égrener, devant une salle plus remplie que les ateliers de la semaine – quatre cents personnes environ –, les vices de la vie politique française : la dérive libérale que les socialistes ne peuvent pas empêcher, la menace de l'extrême droite, la crise de la droite *« qui laisse un boulevard au Front national »*. Dans un même élan, il constate que, même si le *« chômage baisse, il y en a encore beaucoup »*, que la *« crise sociale »* dure toujours, qu'il y a *« plus de précarité et plus d'exploitation »*, que les négociations sur les 35 heures sont mal engagées.

« DÉRIVE LIBÉRALE DU PS »

Face à ces enjeux et pour lutter contre la *« dérive libérale du PS »*, la Gauche socialiste se propose d'être une alternative. *« Nous ne sommes pas la bonne conscience sociale du PS*, précise l'animateur du courant. *Nous sommes des acteurs directs qui avons la prétention d'aller jusqu'au bout de notre projet »* : donner un *« second souffle à l'action du PS »* dans le domaine social et européen. C'est en évoquant l'axe européen de la Gauche socialiste que M. Mélenchon est le plus précis. *« La Gauche socialiste comme courant ne modifie pas un mot sur son appréciation du traité d'Amsterdam et ne bouge pas d'1 centimètre sur son refus de le ratifier »*, tranche-t-il. Le blâme infligé par François Hollande, premier secrétaire du PS, aux parlementaires de la Gauche socialiste qui avaient voté contre la résolution sur l'euro, est affiché dans les bureaux.

Samedi, Marie-Noëlle Lienemann, maire d'Athis-Mons (Essonne), devait présenter la pétition que lance la Gauche socialiste pour rassembler les 5 000 signatures nécessaires pour que le PS accepte d'organiser un référendum interne sur la ratification du traité d'Amsterdan. M. Mélenchon, dans son style cyranesque qui peut rendre une salle hilare, ironise : *« Les élections européennes sont vécues par le PS comme une source d'angoisse. Il n'y a d'ailleurs pas foule pour être tête de liste. Mais ici, il y a foule ! »*, dit-il en regardant Mᵐᵉ Lienemann. Avant de lancer que, de toute façon, la *« gauche doit présenter une liste commune rouge-rose-vert »*, comprenant les communistes, le Mouvement des citoyens, les Verts et le PS. Puis il revient sur ce *« second souffle »* et sur ses modalités pratiques. *« Nous sommes disponibles »*, tonne-t-il comme pour se faire entendre jusqu'à La Rochelle. Fustigé pour l'*« ostracisme »* qu'il inflige aux amis de la Gauche socialiste, faisant d'eux les *« Peaux-Rouges du PS qu'on sort de la réserve quand il faut se battre »*, M. Hollande devient la tête de Turc pour quelques diatribes. *« Si le Schtroumpf joyeux veut devenir le grand Schtroumpf, il ne doit pas le faire dans les habits de Gargamel. »*

Les 10 % que la motion de la Gauche socialiste a obtenus au Congrès de Brest, en novembre 1997, ne sont *« pas négociables »*. Cela signifie que ce courant exige 10 % des places sur la liste pour les élections européennes de 1999 et quelques postes au gouvernement, dont un pour M. Mélenchon si intervient, à l'automne, un remaniement gouvernemental. *« Ni plus ni moins. »*

Hélène de Virieu

Mme Voynet demande de la « simplicité » et de l'« audace » au gouvernement

Devant le conseil national interrégional de son mouvement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement se félicite de la « maturité des Verts ». Elle a tendu la main aux chasseurs

LAMOURA (Jura)
de notre envoyée spéciale

Les Verts sont devenus adultes. C'est, du moins, la certitude de Dominique Voynet qui, samedi 29 août à l'heure du déjeuner, s'exprimait devant le Conseil national interrégional (CNIR) de son mouvement, réuni pour le week-end à Lamoura (Jura). La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement s'est félicitée de ce *« je ne sais quoi de plus léger, de plus détendu, de plus confiant »* qu'elle a appelé *« maturité »*. Et de se moquer de tous ceux qui, comme Jean-Pierre Chevènement, traitent encore les Verts comme la force folklorique du gouvernement.

Revenant sur les *« premiers pas de la majorité plurielle »*, qui *« n'ont pas été faciles »*, Mme Voynet a estimé que, *« plutôt qu'un véritable travail en commun, on a assisté à la juxtaposition de forces. D'un côté, un "gros" sans lequel il n'y aurait pas de majorité, qui donne le* la, *et qui n'a pas complètement perdu ses habitudes de parti hégémonique, même si parfois il concède à l'un ou l'autre. De l'autre côté, des "petits", ou des "moins gros" condamnés pour exister à faire entendre, parfois un peu plus fort qu'il ne serait nécessaire, leurs différences »*

Plutôt que de parler de *« modestie »* – mot consacré par Lionel Jospin –, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement préfère revendiquer le terme de *« simplicité »* : allusion implicite aux projets que le gouvernement pourrait être tenté d'abandonner, comme le cumul des mandats, le PACS (*« quel que soit le nom qu'on lui donne »*), l'allégement des charges sur le travail, ou encore les 35 heures.

Evoquant l'accord passé cet été par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), Dominique Voynet a estimé que si *« cette dérive devait se poursuivre, si certains partenaires sociaux devaient confirmer qu'ils ne veulent pas prendre les responsabilités que leur confère la loi, le gouvernement devrait en tirer toutes les conclusions »*, avant de réclamer la semaine de quatre jours. *« La simplicité, c'est appliquer un vieux slogan : dire ce que l'on fait, faire ce que l'on dit*, a-t-elle lancé à l'intention du premier ministre. *Alors oui, bien sûr, il faut aller plus loin – mais en sachant où l'on va. Oui, bien sûr, il faut de l'audace »*.

La veille, lors d'un débat avec le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone – que la salle interroge sur le droit de vote aux étrangers –, la ministre Verts avait ainsi jugé que l'*« on ferait beaucoup reculer le FN si l'on était capable d'aborder ce problème calmement »*. Le ministre socialiste expliquait, pour sa part, qu'il ne serait pas *« de ceux qui porteront ce sujet, destiné à piéger la droite au moment où elle est en situation délicate »* : *« Ce ne serait pas rendre service à la démocratie et à la République. »*

Pour la première fois enfin, la ministre de l'environnement a souhaité tendre la main aux chasseurs. Elle a rappelé rapidement que le vote de la loi allongeant les durées de chasse était une erreur, sans *« s'appesantir sur ses raisons »*. En revanche, elle a appelé *« ceux qui tentent de construire une chasse responsable, respectueuse de l'environnement et des hommes (...) à compter sur les Verts et les associations de protection de la nature pour trouver un très large terrain d'entente »*.

Mme Voynet s'est déclarée *« disponible »* pour trouver des *« compromis acceptable »* afin de *« déminer progressivement cet abcès de fixation »*. Une manière aussi de montrer, que, même si les députés Verts s'apprêtent à voter contre le traité d'Amsterdam, il fallait regarder vers l'Europe de demain et refuser toute tentation de provoquer une *« panne européenne »*.

Ariane Chemin

« Le traité d'Amsterdam est un vrai tas de boue »

Les députés Verts ne voteront pas le traité d'Amsterdam, quel que soit l'*« enrobage »* proposé par Lionel Jospin. Alain Lipietz avait été le meneur de la campagne du « non » à Maastricht, avec Dominique Voynet et Marie-Christine Blandin. Il occupera la troisième place sur la liste des européennes derrière Marie-Anne Isler-Béguin, elle aussi opposée à ce traité. Aujourd'hui, il juge que le traité d'Amsterdam est *« une merde, un vrai tas de boue »*. Plus prudent que M. Lipietz, Daniel Cohn-Bendit avait, mercredi 26 août, à la tribune de l'université d'été, demandé aux Verts *« qu'ils disent oui ou qu'ils disent non »* de ne pas *« minimiser la déclaration préliminaire »* que fera vraisemblablement M. Jospin avant le vote du traité à l'Assemblée nationale.

La LCR est à la recherche d'alliés pour les européennes

PRAPOUTEL-LES-SEPT-LAUX (Isère)
de notre envoyé spécial

Pour Alain Krivine, le doute n'est pas de mise : *« L'extrême gauche a le vent en poupe »* et l'année qui vient *« sera celle de la clarification »*. Quoique convenu, l'exercice qui attendait le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), vendredi 28 août, n'en était pas pour autant moins périlleux. Devant les quatre cent cinquante participants – pas tous adhérents – réunis à Prapoutel-les-Sept-Laux (Isère), il lui revenait la tâche de disserter sur la situation politique actuelle et sur les échéances européennes. Parmi les thèmes fédérateurs : l'état de la droite, *« en miette »*, et la lutte contre le Front national, qui *« reste une priorité »*.

Plus délicat, en revanche, est l'évocation de la clarification du débat à gauche. Y penser toujours, n'en parler jamais : la question des élections européennes de juin 1999 et du choix de partenaires pour mener cette bataille ne sera tranchée par la LCR qu'en décembre. Quoi qu'il en soit, la formation trotskiste ira au combat, et les discussions avec de potentiels alliés ont déjà commencé. *« Il faut arrêter cette image de handicapé, où l'on est très bon dans les luttes et nul sur le plan électoral »*, a martelé M. Krivine, pour qui il faut tordre le coup à l'idée que *« la LCR c'est les grèves et LO c'est les élections »*. Il veut mettre fin *« à la déconnexion entre le mouvement social et le mouvement politique »*.

Dans cette perspective, les dirigeants de la LCR ont décidé d'orienter leurs discussions dans trois directions : vers les Verts, vers le Parti communiste et vers Lutte ouvrière. Reste que, quand M. Krivine qualifie les communistes de *« frères et sœurs de combat »*, la salle murmure ; quand il parle de la formation d'Arlette Laguiller, elle grogne. Mais, pour l'ancien militant des Jeunesses communistes, *« il y a la place aujourd'hui pour une nouvelle force politique radicale et anticapitaliste »* rassemblant des personnes *« de tradition différente »*.

M. COHN-BENDIT « CANADA DRY DE MAI 68 »

M. Krivine a toutefois soigneusement bordé le terrain, constatant que les Verts *« sont fragilisés par leur participation gouvernementale »*. Les élections régionales montrent comment le PS les a *« satellisés »*, note-t-il. Le choix comme possible tête d'affiche de Daniel Cohn-Bendit, qui n'est plus aujourd'hui qu'*« un "canada dry" de mai 68 »*, n'est pas non plus fait pour rassurer. Quant au PCF, *« sa besace est vide, sa seule façon de s'en sortir est de s'arrimer au PS »*, et *« l'effet Hue »* ne masque plus désormais *« la crise politique qui secoue le Parti »*, estime-t-il.

Deux rencontres ont déjà eu lieu entre les dirigeants de la LCR et de LO, contre une seule en juin, sans suite pour l'instant avec ceux du PC, et un entretien entre M. Krivine et Dominique Voynet. Autre signe : Mme Laguiller était présente au côté du porte-parole de la LCR lors de la commémoration organisée pour le deuxième anniversaire de Saint-Bernard. Mais, d'ici à juin, le chemin promet d'être long. La LCR est à l'instigation d'une pétition contre la ratification du traité d'Amsterdam, qui fédère des personnalités allant du PC à la Gauche socialiste. LO fait pour l'instant la sourde oreille.

Alain Beuve-Méry

« L'Express » dévoile ce qu'il y a derrière Mme Laguiller

DERRIÈRE Arlette Laguiller, sa fidélité au trotskisme et ses quatre candidatures à l'élection présidentielle, qu'y a-t-il ? Une réalité déroutante. Les militants de Lutte ouvrière (LO) fonctionnent depuis près de soixante ans dans une quasi-clandestinité, sous la férule d'un dirigeant dont la véritable identité est longtemps restée un mystère. En publiant une photographie de ce chef qui se cache sous le pseudonyme de *« Hardy »*, *L'Express* du 27 août réalise une première. Sous le masque de Hardy se cacherait ainsi *« Robert Barcia, né à Paris le 22 juillet 1928 »*, écrit François Koch qui signe cette enquête.

Les méthodes et la personnalité de Hardy-Barcia ? Un mélange d'autoritarisme et de goût maladif pour le secret, une vision intransigeante et parfois paranoïaque de la discipline militante et des procédures d'exclusion que d'anciens compagnons de LO qualifient tout bonnement de *« staliniennes »*. *« Lutte ouvrière n'est pas le parti d'Arlette Laguiller*, explique encore *L'Express, mais le paravent derrière lequel se cache l'ultra-secrète Union communiste (UC) »*, qui ne compterait que huit cents membres, alors que LO revendique sept mille militants cotisants.

L'hebdomadaire s'attache aussi à décrire ces hommes et femmes qui se consacrent à leur parti, quitte à sacrifier leur vie personnelle. L'organisation trotskiste réprouve le mariage et conseille à ses militants de ne pas avoir d'enfants. Hardy explique à ses fidèles : *« Il n'y a pas de domaine qui soit réservé : on ne demande pas des rapports à chaque membre d'un couple pour savoir comment cela se passe chez lui mais, malgré tout, il n'y a rien qui échappe à la discipline de l'organisation. »* Et d'ajouter : *« A choisir, il vaut mieux être des moines soldats que des petits bourgeois faisant de la politique. »*

Cette enquête montre aussi que des militants de LO se rebellent. Car cette morale de fer peut n'être qu'un simple prétexte à des règlements de comptes politiques. Exclus, des militants de Bordeaux et de Rouen, qui n'ont cependant pas abandonné leurs convictions trotskistes, témoignent : *« Dès qu'un camarade ose exprimer un doute sur Hardy, cela devient une "odieuse calomnie"*, confie l'un d'eux. *Un peu comme un gourou, il gratifie et a le pouvoir de dégrader les militants. Et il invoque la morale avec une phraséologie de cureton. »*

M. Mégret maintient sa « légitimité » à mener la liste du FN aux européennes

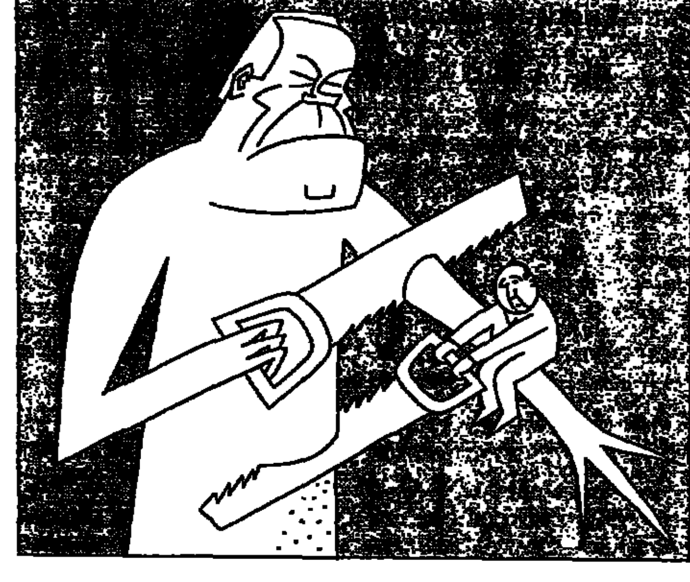
M. Le Pen assure qu'il sera tête de liste et candidat à la présidentielle

En conclusion de l'université d'été du Front national, à Toulon, le président du parti d'extrême droite s'en est pris à son délégué général, sans jamais nommer Bruno Mégret, qui revendique la place de numéro deux. Jean-Marie Le Pen a affirmé qu'il conduira la liste de son parti aux européennes ou désignera seul son remplaçant.

TOULON
de notre envoyée spéciale

Contesté dans son projet de prendre son épouse, Jany, comme tête de liste aux élections européennes – si son inéligibilité est prononcée par la justice – Jean-Marie Le Pen a tapé du poing sur la table, en rappelant ce qui lui semble être une évidence : il n'y a qu'un chef au Front national (FN). Lui. Et ce chef décidera seul du nom des candidats frontistes.

Contrairement à son habitude, le président du parti d'extrême droite, visiblement affecté par la crise que traverse son parti, a décidé de répliquer immédiatement à Bruno Mégret. Consacrant l'essentiel de son discours de conclusion de l'université d'été du FN, vendredi 28 août, à Toulon, à la prétention du délégué général à se présenter comme numéro deux, M. Le Pen a réussi l'exploit de lancer une volée de bois vert à l'impudent, sans jamais prononcer son nom.



« Il n'y a qu'un seul numéro au Front national, c'est le numéro un », s'est-il exclamé, niant ainsi au délégué général le droit de se présenter comme numéro deux et de se prévaloir de ce titre pour revendiquer le privilège de remplacer le « chef ». C'est bien lui qui conduira la liste européenne en juin 1999. Son objectif est de recueillir 20 % des voix. Dans la foulée, il représentera le parti *« à l'élection présidentielle de 2002, ou avant si le destin et la justice devaient en décider autrement »*. *« Si le complot mené contre moi à Mantes-la-Jolie devait aboutir à mon inéligibilité, c'est moi qui constituerais la liste des quatre-vingt-sept candidats »*, a précisé M. Le Pen, en réponse à M. Mégret, qui menace de demander au comité central de se prononcer, si le « chef » maintient la candidature de sa femme. Mieux, il confirme son projet de présenter Jany. Mais il le fait en se justifiant longuement.

« Nous n'avons pas d'ambition personnelle et nous agissons pour la France », a-t-il jugé bon de préciser, en ajoutant : *« Croyez-vous par exemple que quand j'ai évoqué la possibilité, l'éventualité de demander à ma femme Jany de prendre éventuellement ma place en tête de la liste européenne, je n'ai pas pensé aux lourdes exigences et aux risques que je lui faisais courir ? (...). Je l'ai évoquée pour précisément répondre du tac au tac à nos adversaires et ne pas accepter l'idée que ce serait les tribunaux et les médias qui décideraient, chez-nous, des candidats du Front national »*.

PLUSIEURS FLÈCHES

En entendant ces mots, certains dans l'assistance ont cru que M. Le Pen renonçait à pousser sa femme. Jany Le Pen la première, qui essuyant une larme, poussait un soupir de soulagement. L'erreur fut vite dissipée par les anti-mégrétistes qui, le directeur du Front national de la jeunesse, gendre de M. Le Pen, Samuel Maréchal, en tête, se sont livrés à une explication de texte.

M. Le Pen s'était muni de plusieurs flèches. Il a mis en sourdine le jeu des alliances, sujet cher à M. Mégret, et il a ironisé sur la naïveté de ceux qui jouent avec les médias. *« Le Front national est prêt à des accords électoraux qui lui donneraient (...) des représentants à tous les niveaux de la politique française, mais il n'est pas question (...) de jouer les Fini en Italie ou les Haider en Autriche. C'est-à-dire de renoncer à notre programme ou de l'accommoder pour le rendre compatible avec celui des responsables de la décadence »*, a-t-il prévenu.

Il s'est appliqué à discréditer les *« hurluberlus »* qui croient les médias quand ils suggèrent que *« Le Pen étant définitivement inflexible, d'autres que lui, plus malléables, plus polis, plus diplomates pourraient espérer, eux, (...) leur réintégration dans le club des partis et (...) une place dans la recomposition de la droite »*. Probablement affecté par les chaleureux applaudissements qui avaient ponctué la véritable conférence prononcée, le matin même, par M. Mégret, sur le modèle européen du FN, M. Le Pen, a dit, contrairement à la réalité, que le sujet n'était pas *« au programme de l'université d'été »*. Reste que son attaque contre le prétendant à sa succession ressemblait fort à la charge d'un animal blessé. C'est en remontant à la création du Front national, en rappelant les combats passés et les attaques contre lui même et son parti qu'il a cru bon de réaffirmer sa légitimité.

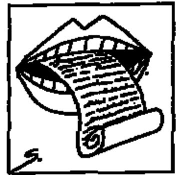
Dans la matinée, le secrétaire général, Bruno Gollnisch, autre prétendant au titre de second, avait défendu le « chef ». En s'étendant longuement sur le jugement, selon lui *« inique »*, du tribunal de Versailles condamnant M. Le Pen à deux ans d'inéligibilité. Lui aussi a dénoncé la stratégie d'alliance avec la droite, en affirmant : *« Quand on se coalise, on se coagule, on se rapetisse, on se rapetasse »*.

M. Mégret s'était abstenu, dans son discours, de toute allusion aux problèmes internes pour se consacrer à l'Europe et donner les grandes lignes d'une structure européenne que devrait, selon lui, défendre le parti d'extrême droite. Le prochain bureau politique, le 7 septembre, devrait être animé. Le délégué général n'a pas désarmé. Il s'en tient à ses propos initiaux sur sa *« légitimité »*.

Christiane Chombeau

« Je continuerai à exercer la plénitude de [mes] fonctions »

NOUS publions les principaux extraits du discours de clôture de Jean-Marie Le Pen, vendredi 28 août, de l'université de son mouvement :



VERBATIM

« On suggère que Le Pen étant définitivement inflexible d'autres que lui, plus malléables, plus polis, plus diplomates, pourraient espérer, eux, l'in*dulgence des médias, et, partant de* là, leur réintégration dans le club des partis et une place dans la recomposition de la droite. On fait miroiter d'ailleurs à d'aucuns et d'autres que dans ce cas on pourrait accepter de donner au Front national quelques places de députés ou de conseillers généraux ou encore quelques prébendes dans les officines de HLM (...) en échange de leur honneur.

» Jusqu'ici ce genre de manœuvre n'a piégé que quelques hurluberlus et le mouvement a su garder l'unité sans faille autour de son président, mais restons vigilants. Nous avons pu voir, ici même, comment sont interprétés à notre détriment ou à notre désavantage les moindres discussions, les moindres divergences. (...) Fondateur, président du Front national pendant vingt-cinq ans, fier d'avoir doté, avec vous, notre pays d'une véritable force populaire sociale et nationale, (...) je continuerai à assurer la plénitude des fonctions que votre confiance n'a cessé de confirmer.

» Il y a en effet, et je le dis en toute amitié et affection, qu'un seul numéro au Front national – si, il y a de sacrés numéros mais on ne les a pas numérotés justement – il n'y a qu'un seul numéro, c'est le numéro un (...). Alors, j'annonce que je serai candidat en tête de liste aux élections européennes. Si le complot mené contre moi à Mantes-la-Jolie devait aboutir à mon inéligibilité, c'est moi qui constituerais la liste des quatre-vingt-sept candidats (...). Il en va ainsi depuis notre première élection en 1984, puis en 1989, puis en 1994. (...) Enfin, si Dieu me prête vie, je serai candidat à l'élection présidentielle de 2002 ou avant si le destin ou la justice devaient en décider autrement. (...) »

DÉPÊCHES

■ **35 HEURES : selon les syndicats, les responsables de l'Union des** industries textiles (UIT) ont proposé, vendredi 28 août, lors d'une première réunion de *« prise de contact » sur la réduction du temps de travail* dans la branche (cent quarante mille salariés), d'augmenter le contingent d'heures supplémentaires. Pour la CGT et la CFDT, le patronat *« veut un accord UIMM bis »*, référence à l'accord conclu fin juillet dans la métallurgie, qui, par le jeu des heures supplémentaires, laisse la possibilité aux entreprises de faire travailler leurs salariés au-delà de trente-cinq heures. (*Le Monde* du 28 août).

■ **SÉNATORIALES : Jean-Pierre Chevènement**, président du Mouvement des citoyens (MDC), a présenté, vendredi 28 août, Michel Plomb comme candidat de son parti dans le Territoire de Belfort pour les élections sénatoriales de septembre. M. Plomb, âgé de cinquante-neuf ans, adjoint au maire à Beaucourt, affrontera le candidat du PS, Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur sortant, dont il était le suppléant aux dernières élections. M. Chevènement a rappelé qu'il était partisan de la reconduction de l'alliance MDC-PS et qu'il regrettait que le Parti socialiste choisisse de faire cavalier seul en présentant ses propres candidats.

■ **CHÔMAGE : le RPR estime que la stabilité du chômage** au mois de juillet est *« une inquiétante contre-performance »* démontrant le caractère *« artificiel »* de la décrue annoncée depuis le début de l'année. *« La baisse depuis janvier 1998 est égale à quatre-vingt-cinq mille, ce chiffre est à mettre en rapport avec les quatre-vingt-cinq mille emplois-jeunes créés »*, a déclaré le mouvement gaulliste dans un communiqué publié vendredi 28 août.

هكذا من الاهل

JUSTICE Depuis le 15 juin 1998, deux anciennes figures du mouvement skinhead du Havre (Seine-Maritime), mises en examen pour « *empoisonnement* », sont incarcérées à la prison de Rouen. Régis Kerhuel et Joël Giraud sont les principaux accusés d'un meurtre raciste commis huit ans plus tôt près du port normand et resté longtemps inexpliqué. ● LE 3 JUILLET 1990, James Dindoyal, un Mauricien de vingt-quatre ans, mourait à l'hôpital, l'appareil digestif rongé par une substance empoisonnée, quelques jours après avoir été poussé à la mer par des inconnus. ● CLASSÉE sans suite, l'enquête ne rebondira qu'en 1997, à l'occasion d'un autre crime raciste commis au Havre par des skinheads. Un témoignage, conforté depuis par d'autres dépositions, permet alors de reconstituer l'enchaînement des faits. ● CETTE AFFAIRE souligne à nouveau la violence de la bande de skinheads qui a sévi au Havre jusqu'en 1995.

Huit ans après les faits, l'instruction d'un crime raciste au Havre est relancée

James Dindoyal, un jeune Mauricien, est mort en juillet 1990 d'avoir ingurgité un breuvage empoisonné donné par une bande de skinheads qui l'avaient ensuite poussé à la mer. L'affaire a enfin été élucidée grâce à un témoignage dans le cadre de l'enquête sur un autre meurtre

C'EST UN BOUT de plage battu par les embruns. Un ruban de sable, adossé aux villas de Sainte-Adresse, refuge de la bonne société havraise. Les jours de mauvais temps, quand monte le vent d'ouest, la côte reste déserte. Excepté les buissons d'épineux couchés par la tempête et une poignée de véliplanchistes intrépides, personne ne s'attarde sur la grève. Mais que tombe la bourrasque, que sorte le premier rayon de soleil, et la « Nice havraise », comme on surnomme ce petit paradis bourgeois, retrouve son visage souriant et apaisé.

James Dindoyal n'aura pas eu le loisir de l'apprécier. Sur cette promenade qui, trois cents mètres plus loin, mène aux rochers dits du « *bout du monde* », le jeune Mauricien, arrivé de Paris l'après-midi même, a vécu un véritable calvaire. Jeté à la mer, après avoir dû ingurgiter un breuvage empoisonné, il est mort deux semaines plus tard des suites de ses brûlures. C'était le 18 juin 1990. Le crime est resté longtemps non élucidé.

Depuis le 15 juin 1998, pourtant, deux anciennes figures du mouvement skinhead, Régis Kerhuel et Joël Giraud, ont été mises en examen pour « empoisonnement » et incarcérées à la maison d'arrêt de Rouen. Deux autres anciens crânes rasés, accusés de « *complicité d'empoisonnement* », ont également été placés sous mandat de dépôt. Enfin deux jeunes filles, elles aussi soupçonnées de « *complicité d'empoisonnement* », ont été placées sous contrôle judiciaire. Une accélération de la machine judiciaire confirmée, fin juillet, par la constitution de partie civile de l'association SOS-Racisme. Avocats et enquêteurs l'affirment cependant d'une même voix : « *L'affaire ne fait que commencer.* » Comme si huit années de brouillard et de vains tâtonnements, de renoncements et de rebondissements incitaient tout le monde à la prudence.

AFFREUSES BRÛLURES

Les mémoires seront-elles restées intactes ? Le Dr François-Xavier Laporte se souviendra-t-il aussi clairement de cette fameuse nuit de juin, lorsque, juste après minuit, il fut réveillé par son père ? Dehors, un homme a eu juste le temps de frapper à la porte de la villa familiale. Puis il s'est effondré. « *Ses vêtements étaient mouillés. Mon père et moi l'avons allongé sur une couverture* », expliquera-t-il aux policiers quelques jours plus tard. Rapidement, il appelle le SAMU et signale qu'un homme inanimé gît à son domicile. Arrivé à l'hôpital Monod, le malade reçoit les premiers soins et reprend connaissance. Au Dr Alain Colas, qui l'a pris en charge, il affirme avoir été agressé. Plusieurs personnes lui ont fait boire une bière contenant un produit bizarre, l'ont dévalisé puis l'ont poussé à la mer du haut des rochers, raconte-t-il. Mais pas question pour lui de porter plainte. Il insiste même, et « *à plusieurs reprises* », sur son refus de voir les services de police.

C'est donc un malade comme un autre qui, pendant quelques jours encore, est soigné pour les affreuses brûlures qui lui tenaillent l'estomac. Son état empire. Le 25 juin, il subit une ablation de l'estomac et d'une partie de l'intestin. Le même jour, le médecin décide d'aviser le procureur de la République, qui immédiatement saisit le commissariat de police. Mais l'homme a perdu connaissance. Il ne la retrouvera jamais. Le 3 juillet, il meurt des suites de « *l'absorption de produits toxiques* », indique l'autopsie. Un « *produit à caractère basique* », dont l'analyse par le laboratoire de police de Lille ne parviendra pas à déterminer la nature exacte. Peut-être un mélange de bière et d'eau de Javel, estime-t-on.

« UNE RATONNADE »

Quoique, pour l'heure, personne ne sait trop quoi penser. De l'homme, on sait encore peu de chose. Il s'appelle James Dindoyal, est mauricien, âgé de vingt-quatre ans, et mesure 1,58 m. Dans la poche de son jean traînent 267,20 francs et une clé de consigne. Là, dans le casier 47 de la gare du Havre, les policiers retrouvent un sac de sport contenant des chemises, un short, des sous-vêtements, des cacahuètes et des bonbons, mais aussi un pantalon noir, des mocassins, une veste et un noeud papillon. Venait-il chercher un emploi de serveur au Havre ? Transportait-il avec lui tous ses effets ?

L'enquête auprès des restaurateurs de la ville ne donne rien. Quant à l'audition de son beau-frère, installé en banlieue parisienne, elle n'apporte pas beaucoup plus d'éléments. Il ne sait ni où habite ni comment vit exactement « Sanjay ». Tout juste les informe-t-il que le jeune Mauricien, arrivé en France « *deux ou trois ans* » plus tôt, est en situation irrégulière. Trois jours avant les faits, il l'a averti qu'il allait « *chercher un studio* » et qu'il appellerait rapidement. Depuis, rien.

Une victime sans relief, un crime sans témoins, et aucune piste tangible à creuser : le 26 janvier 1991, l'enquête est classée. Elle le restera pendant six ans, jusqu'au mois d'avril 1997, lorsqu'un jeune homme de vingt-deux ans se présente au commissariat. Les policiers du Havre le connaissent bien. Ancien skinhead, il a déjà contribué à confondre David Beaume et Mickaël Gonçalvès, deux autres crânes rasés, dans le meurtre d'Imad Bouhoud, noyé dans le port du Havre, le 18 avril 1995. Un témoignage qui n'a pas plu à ses amis qui, affirment-ils, le « *menacent de mort* ». Il dépose donc plainte. Et, pour preuve de sa bonne volonté, ouvre grand aux policiers les cases de sa mémoire. Il avait quinze ans, ce 18 avril 1990.

Ce jour-là, plusieurs skins parisiens des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR) étaient venus rendre visite à leurs homologues havrais. Au bar « La Boleta », ils étaient donc une vingtaine à écluser des bières et à réfléchir à une activité pour la soirée. « *Une ratonnade* », a proposé l'un d'eux. Adopté ! Un groupe d'une douzaine de personnes est alors sorti. Au retour, une bonne heure plus tard, tous rigolaient. « *Ils parlaient d'un boucaque* » [condensé de « *bougnoule* » et « *macaque* »], se souvient-il. « *Ce qu'il a bu, il va avoir du mal à le digérer* », aurait dit l'un. « *Il a bien bu avant de faire trempette* », s'amusait l'autre.

Le témoignage est précis, il fournit des éléments connus des seuls enquêteurs. Une nouvelle information judiciaire est donc ouverte et confiée au juge Christian Balayn. Le SRPJ de Rouen est saisi. Commence alors un long travail d'identification et de recherche. Mettre des identités derrière les surnoms indiqués par le témoin. Et retrouver, huit ans après, des individus qui ont presque tous quitté Le Havre. Le 9 juin 1998, les policiers interpellent simultanément, à Perpignan, Bordeaux, Paris et Le Havre, douze personnes. Six sont longuement entendues par les policiers, et trois parlent.

En quittant « La Boleta », racontent-ils, ils sont montés au vieux bunker désaffecté qui leur tient lieu de quartier général sur les hauteurs de Sainte-Adresse. Le hasard leur fait croiser la route de James Dindoyal. L'homme est petit, seul. Mat de peau. Alors ils l'entourent, l'invitent à boire une première bière, puis le retiennent pendant que Kerhuel et Giraud retournent chercher dans leur voiture un nouveau breuvage. La cannette est débouchée lorsque les deux leaders reviennent. Dindoyal boit, et descend ces 800 mètres de chemin de croix qui mènent à la plage, puis vers « *le bout du monde* ». Là, toujours selon les témoignages, Kerhuel, Giraud et « *un troisième* » le conduisent en haut des rochers, le poussent à l'eau, et le regardent regagner tant bien que mal la plage. Les policiers connaissent la suite depuis huit ans.

APRÈS HUIT ANS DE BROUILLARD

Régis Kerhuel et Joël Giraud nient catégoriquement les faits. Si Kerhuel, aujourd'hui maître-chien et père de famille, revendique sa position de chef local des skins jusqu'en 1992, s'il a reconnu plusieurs agressions – dont une, à coups de marteau, trois jours seulement après les faits, lui a déjà valu une condamnation à deux ans de prison –, il assure qu'il se trouvait à Paris le 18 juin. Giraud, lui, affirme tout ignorer de l'affaire. Enfin, deux autres mis en examen, Pascal Liberge et Cédric Haudebout, reviennent, devant le juge, sur leur précédente déposition. « *Ils ont changé de vie*, souligne un enquêteur. *Et là, pour une histoire ancienne, ils risquent la prison à perpétuité. On peut comprendre qu'ils hésitent.* »

Le 3 septembre, Régis Kerhuel sera une nouvelle fois entendu par le juge. Une confrontation devrait l'opposer à son principal accusateur. Joël Giraud devrait connaître le même sort. Les policiers tenteront aussi de retrouver les derniers participants encore non identifiés de cette funeste soirée. La tâche s'annonce donc difficile, l'enquête encore fastidieuse. Mais, après huit années de brouillard, policiers et magistrats pensent bien avoir définitivement résolu le crime du « *bout du monde* ».

Nathaniel Herzberg

L'apparition télévisée de l'un des accusés

Trois mois avant les faits, le 13 mars 1990, sur TF 1, Christophe Dechavanne consacre son émission « Ciel mon mardi » aux hooligans. Parmi les invités, un jeune homme de vingt-quatre ans, prénommé Régis, est venu dire ce qui le pousse à se rendre au stade chaque semaine. « *Le foot, c'est la violence sur le terrain et dans les gradins* », explique l'animateur du Pitbull Kop, un groupe d'ultras du PSG proche des Jeunesses nationalistes révolutionnaires. « *Les hooligans sont violents par la force des choses* », se défend-il.

A l'animateur qui s'étonne, Régis Kerhuel s'explique : « *Quand les hooligans sont calmes, ce sont les CRS qui viennent nous provoquer.* » Et pour bien illustrer les propos il ajoute, faisant référence à la mort de trente-neuf supporteurs lors de la finale de la Coupe d'Europe de football, en 1985 : « *Le carnage du Heysel est dû à l'inefficacité de la police.* »

Dans le port normand, un réseau de skinheads particulièrement violents

APRÈS Imad Bouhoud, James Dindoyal. Si les convictions des enquêteurs se confirment, c'est donc de deux meurtres racistes en cinq ans dont seraient responsables les skinheads du Havre. Ce triste record tient sans doute partiellement au hasard. Mais il rappelle également la présence continue et particulièrement violente des crânes rasés dans le port normand.

Comme souvent dans les groupuscules extrémistes, comme toujours chez les skins, leur implantation s'articule autour d'un individu, une sorte de mâle dominant. Au Havre, ce rôle a été tenu par Régis Kerhuel. Né le 30 avril 1965, vivant chez sa grand-mère, ce jeune docker construit, dès le milieu des années 80, un petit noyau d'une dizaine de personnes. Son titre de gloire est alors de tenir la basse des Evilskins, le plus extrême des groupes skin... « *Le Führer est de retour, on va rallumer les fours, dérouler les barbelés et préparer le Zyklon B* », chante-t-il...

A côté de la musique, Kerhuel a d'autres activités plus physiques. A partir de 1985, en effet, les skins du Havre provoquent plusieurs bagarres. Une première fois, celui que l'on surnomme à présent Madskin est condamné à deux mois de prison pour avoir frappé un punk. Puis après une violente agression, en décembre 1985, dans un bar de Caen, il est condamné à trente mois d'emprisonnement.

Madskin absent, c'est Joël Giraud qui prend la tête des skins havrais. Cette situation est assez fréquente entre 1986 à 1991 tant Régis Kerhuel multiplie les condamnations. A Brest, le 28 mai, il participe à un rassemblement de skins français qui se transforme en immense bagarre : trois mois de prison. A peine sorti, il est condamné à un an de prison pour avoir mis à sac le Restobar du Havre. Enfin, en juin 1990, l'agression d'un homme à coups de marteau sur un parking lui vaut deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis.

NOUVELLE GÉNÉRATION

Avec ou sans Madskin, le groupe reste actif, les bagarres nombreuses. « *Chaque semaine, pratiquement, on était saisi d'une agression par les skins* », se souvient un responsable de la Ligue des droits de l'homme. Le Havre constitue alors un des rares groupes provinciaux en relation étroite avec les crânes rasés parisiens, et plus particulièrement la mouvance des Jeunesse nationalistes révolutionnaires (JNR). Kerhuel passe même, sur Paris, pour le bras droit de Serge Ayoub, alias Batskin.

Kerhuel et Giraud ont formé une nouvelle génération de militants. Parmi eux, Greg Remmers, chanteur du premier groupe skin de la ville, *Viking*. Le groupe a également donné son nom au journal des crânes rasés havrais. Quant aux filles, elles ont également leur « skinzine », *Bird's Band*, feuille de chou mélangeant recettes de cuisine et professions de foi racistes.

En 1992, Kerhuel quitte officiellement Le Havre. Il y retourne régulièrement, mais depuis quelques mois, il est aussi connu à Paris que dans le port normand. Il anime désormais le Pitbull kop, un groupe de supporteurs du PSG prônant officiellement la violence. Installé en banlieue parisienne, il travaille désormais comme maître-chien. Joël Giraud a lui aussi quitté la Normandie, pour la côte du Roussillon, où il fait office de physionomiste à la porte des casinos. La relève vient de Greg Remmers, mais aussi de David Beaume et Mickaël Gonçalvès. Bière, violence et agressions à caractère souvent raciste restent leur quotidien. Jusqu'au meurtre, le 18 avril 1995, par Beaume et Gonçalvès, d'Imad Bouhoud, un jeune Français d'origine tunisienne, retrouvé noyé dans le bassin Vauban. Ce premier crime marque la fin de toute présence visible des skins au Havre. Au point que dans le port normand, on avait fini par oublier leur existence. Les récentes arrestations dans l'affaire Dindoyal ramènent, une fois encore, la ville à son triste passé.

N. H.

Le parcours tumultueux d'un parrain turc a pris fin dans un palace niçois

DANS SA CELLULE de la maison d'arrêt de Nice, Alaatin Cakici n'a plus qu'à s'armer de patience. L'arrestation par la police française, lundi 17 août, dans un discret palace niçois, de ce haut personnage du grand banditisme turc en a fait un détenu ordinaire. Alaatin Cakici attend que la justice fixe son sort. Le 24 septembre, le tribunal correctionnel le jugera en comparution immédiate pour avoir fait usage d'un faux passeport à son entrée sur le territoire national et pour séjour irrégulier. Mais c'est une autre juridiction qui tient son destin entre ses mains. La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence doit statuer, à une date non encore fixée, sur son éventuelle extradition vers la Turquie.

En France, Cakici, quarante-cinq ans, est presque inconnu. En Turquie, il figure parmi les principales vedettes du milieu. D'Istanbul à Ankara, son arrestation a provoqué une sorte de tourbillon médiatique. Les télévisions privées ont dépêché des envoyés spéciaux sur la Côte d'Azur, pour narrer en détail les circonstances de son interpellation. La presse s'est longuement penchée sur les sulfureux épisodes d'une vie placée sous le double signe du banditisme et de la politique. Il est vrai que dans cette biographie tumultueuse, tout prête au roman, jusqu'à ce brutal coup d'arrêt d'une fructueuse carrière.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'arrestation d'Alaatin Cakici est le résultat d'une coopération policière internationale, en partie coordonnée du côté français par l'Unité de coordination et de recherche antimafia (Ucram). Les autorités turques recherchaient Cakici, qui a quitté le pays depuis six ans, de plus en plus assidûment. Deux mandats d'arrêt internationaux avaient été délivrés contre lui par des tribunaux d'Istanbul, pour des faits qui remontent à 1994. Le 4 mars, indique une notice fournie à Interpol, il aurait fait blesser par balles, à la jambe, Ulac Humcal, un journaliste. Une punition pour avoir écrit des choses désobligeantes sur Alaatin Cakici et sa famille. Le 19 septembre, c'est au tour de l'ancien directeur général de la banque Emlak de subir le même sort. Il aurait détourné une somme de 3,5 millions de dollars destinée au parrain.

Aussi, lorsqu'un proche de Cakici quitte Istanbul pour Hanovre, les policiers turcs préviennent immédiatement leurs collègues allemands. Le « contact » passe alors le relais à une femme, l'épouse du garde du corps du Turc. D'Hanovre, elle s'envole pour Bordeaux puis prend, en voiture, la direction de Nice. Depuis son entrée sur le territoire français, les renseignements généraux ont repris la filature. Elle les mène jusqu'à un hôtel proche de la Promenade des Anglais. C'est là que le matin du 17 août, dans le plus grand calme, ils arrêtent, avec l'assistance du SRPJ de Marseille, Cakici, sa compagne, fille d'un célèbre chanteur turc, et son garde du corps.

Alaatin Cakici détient sur lui la somme de 30 000 dollars (environ 180 000 francs). Plus intrigant encore, il dispose d'un passeport diplomatique valide au nom de Metin Acar. Après vérification, les policiers s'aperçoivent que le numéro du document correspond à un numéro autenthique. Cela suffit à faire resurgir la légende noire de Cakici. La presse turque a en effet longuement évoqué ses liens étroits avec l'extrême droite nationaliste, et notamment le mouvement des Loups gris, ainsi qu'avec les services secrets. Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde à Paris, « *c'est l'un des principaux chefs de la mafia turque d'extrême droite, des groupes ultra-nationalistes utilisés par le pouvoir contre les mouvements de gauche avant le coup d'Etat de 1980, et contre les Kurdes depuis le début des années 1990* ».

Selon M. Nezan, Alaatin Cakici n'a jamais totalement disparu de la scène turque, malgré sa fuite à l'étranger. Dans les faits, il a au moins accordé, en mai 1997, un entretien téléphonique à une chaîne de télévision privée, dans lequel il « révélait » ses liens avec Tansu Ciller, ancien premier ministre turc. C'est au moment de l'alliance gouvernementale de Mme Ciller avec le parti de Necmettin Erbakan qu'il aurait rompu avec elle, par hostilité aux islamistes. Aujourd'hui, les autorités turques semblent réellement soucieuses d'obtenir son retour à Ankara. Elles devront pour cela présenter une requête en bonne et due forme à la France, à laquelle elles sont liées par un accord d'extradition. Pour Alaatin Cakici, un espoir existe : Paris a pour règle de ne pas extrader les ressortissants passibles de la peine de mort dans leur pays. C'est le principal argument capable de sauver le parrain turc d'un retour sans gloire au pays.

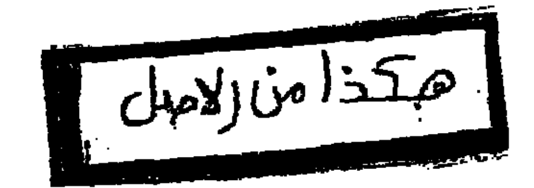
Pascal Ceaux

DÉPÊCHES

■ **CORRUPTION : Maurice Arreckx, ex-sénateur du Var et ancien maire (UDF-PR) de Toulon, a quitté, vendredi 28 août, la prison** de Draguignan après avoir bénéficié d'une libération conditionnelle. Il purgeait une peine de deux ans d'emprisonnement pour « *corruption et recel d'abus de biens sociaux* » dans une affaire de pots-de-vin de 2 millions de francs.

■ **JUSTICE : le maire (RPR) de La Grande-Motte (Hérault), Serge Durand, a été mis en examen et placé sous mandat de dépôt à la** prison de Villeneuve-lès-Maguelone (Hérault), vendredi 28 août, pour « *détournement de fonds et biens publics* », « *prise illégale d'intérêt* », « *faux en écriture* » et « *subornation de témoins* ». M. Durand est visé par une enquête portant sur la gestion de l'Office de tourisme de sa ville.

■ **HOOLIGANS : le hooligan allemand Markus Warnecke, comme l'un des agresseurs du gendarme Daniel Nivel, a été reconnu par trois témoins lors** d'une confrontation, vendredi 28 août, au palais de justice de Béthune (Pas-de-Calais). L'appel du rejet de la demande de mise en liberté de Warnecke devrait être examiné la semaine prochaine par la chambre d'accusation de Douai (Nord).



La mémoire retrouvée d'Aaju, la femme inuit

QUAND on voyage, on collectionne. Des sons, des visages, des odeurs, des émotions aussi, et des perplexités, et des exaltations. On se voudrait éponge, caméra et antenne. Les sens sont aux aguets. Qu'ils vibrent, qu'ils tressaillent ! Avec fringale, on rêve de tout capter.

Belle illusion ! L'incursion dans le Grand Nord malmène les défis immodestes. Oh, le petit moteur est bien là, qui vous propulse vers les autres, excite votre appétit, suggère dix expériences et inspire mille questions. Mais voilà, le secret du peuple esquimau n'est pas de ceux que résume un *communiqué de presse*. Et le rythme des Inuits se prête mal au questionnement gourmand de la voyageuse de passage. *« Comprends donc ! Tu débarques là, curieuse, avec un calendrier serré, et une batterie de questions. Et nous, on se dit : voilà bien les Blancs ! Tout comprendre, tambour battant ! Sache que chaque chose arrive en son temps, et qu'il ne faut pas presser les gens. Ce pays, depuis des millénaires, leur a appris, quoi qu'il se passe, à ne rien précipiter, à garder leur allure, à user de modération, à gérer toutes leurs émotions. L'impatience, au Nord, est mortelle. » Leçon bien reçue. Lenteur. Prudence.* Retenue. Approche. Amorce. Confiance... Il faudra respecter le rythme. Taire fringales et empressements, ces vanités « sudistes » que méprisent les Inuits. Naviguer de la jubilation intense aux accès de découragements.

Il faudra procéder par petites touches. Noter un geste, une phrase, une couleur, une oeillade. Se contenter parfois de ces sourires très doux que vous adressent ces jeunes mères et grands-mères en balade dans le village, un bébé dans le capuchon blanc. Et attendre de se recroiser une fois, deux fois, pour nouer un bout de conversation. Passer, un mardi soir, au cours d'initiation à Internet, où des adolescents cherchent à nouer un contact avec leur famille éclatée dans l'Arctique ou bien avec des jeunes d'autres continents. Ne pas manquer d'acheter quelques tickets de Bingo, ce loto coûteux et populaire qui rassemble, vendredi soir, autour d'immenses tablées silencieuses, des centaines d'habitants concentrés sur leurs grilles tandis qu'un membre du Rotary Club lit les numéros au micro. Retrouver les mêmes, le lendemain, en famille, à la fête de la langouste (importée et grillée), animée par un orchestre *country* ; et le surlendemain, à 11 heures, à l'église anglicane, pour une longue messe en inuktitut. Echanger quelques signes, alors, réprimer un fou rire devant l'incroyable liberté des bambins qui sillonnent la nef, courent, rient, jouent, colorient sans contrariété durant toute la cérémonie. Et s'ennuyer un peu, le dimanche après-midi, quand certains ne sont pas encore rentrés d'un *week-end de camping* sur la toundra humide, et qu'un vent glacé replie les autres autour de leur poste de télé.

MAIS voyager, c'est aussi croiser la chance, qui fait prendre des raccourcis. Ma chance à moi, ce fut Aaju (« Grande Soeur »), la bien nommée. Elle est arrivée à point pour me faire entrevoir, sentir ce qui lui semblait juste de savoir – et de faire savoir – sur le peuple inuit. Elle parlait vrai, de sa voix un peu rauque, dans cet anglais bourru qu'elle voulait provoquant, grillant une cigarette et se versant du café de la bouteille Thermos dont elle ne se sépare jamais. Vaillante et intrépide. Courageuse et lutteuse. Libre. Etonnamment libre. Petite princesse polaire qui, en riant, prétendait savoir tout faire : des enfants, des vêtements, des études, des poèmes, de la cuisine, du karaté, pêcher dans un trou de glace, chasser et découper le phoque, le morse, que sais-je encore ? Ah oui, chanter. Avec le tambour traditionnel ou bien à la guitare. Et puis parler de la culture inuit.

Elle était née en 1960, dans le nord du Groenland, dans un de ces villages dans lesquels les Danois – comme les Canadiens – avaient cherché à regrouper les chasseurs inuits, auparavant nomades, pour mieux les diriger. Sa famille s'était vite adaptée puisque son grand-père fut sans doute le premier boulanger esquimau et que son père exerça à la fois les fonctions d'instituteur et de pasteur. Dès l'âge de onze ans, elle fut mise dans un avion pour le Danemark, à la recherche, dit-elle, *« du grand salut par l'éducation ». Le gouvernement ne laissait pas le choix* : son père y croyait fort. Elle enchaînera pendant sept ans les familles d'accueil, les professeurs et les matières nouvelles, du danois au latin, stupéfaite de ce qu'elle découvrait. Non, elle n'avait pas le mal du pays, ses parents ne lui manquaient pas. *« Ils buvaient trop. »*




Une petite princesse polaire qui prétend en riant savoir tout faire : des enfants au karaté en passant par les poèmes ou la chasse au phoque.

Aaju fut élevée au Danemark avant de découvrir, à dix-huit ans, son village et le glacis polaire, avec son langage, ses coutumes, mais aussi ses faiblesses et ses punitions

Mais il y eut un jour où la ficelle cassa. La jeune fille de dix-huit ans qui revenait en vacances au Groenland ne savait plus qui elle était. Voilà que ses frères et soeurs se moquaient cruellement – *« Tu n'es qu'une Blanche, tu ne parles même plus comme nous ! »* – que ça la rendait dingue de ne pouvoir leur répondre – *« Les mots me venaient en Danois ! »*. Qu'était-elle devenue, elle qui *« appartenait »* au Nord mais se sentait soudain décalée, déplacée, flottante ? *« Vivre ailleurs que sur ma terre était hors de question. Je ne pouvais plus voir les Danois, je ne voulais plus avoir affaire à eux. A cause d'eux, je n'étais plus moi-même. Je n'étais bien nulle part. »*

C'est alors qu'elle rencontra des Inuits du Canada. Elle n'avait jamais songé avant à cette immense famille, cette nation esquimaude « supranationale », dispersée autour du pôle sur une terre uniformément blanche en hiver, et tantôt appelée Alaska, Canada, Sibérie ou Groenland. Elle n'avait jamais imaginé que ses membres (125 000), à l'origine commune, puissent tant se ressembler. Qu'ils fussent tous, au fond, ce même peuple de chasseurs, jamais guerriers ni prédateurs, qui communiquaient avec la nature et pratiquaient le recyclage des noms en espérant l'immortalité des âmes. Elle était emballée, l'horizon reculait, les Canadiens surtout la bluffaient. Elle tomba amoureuse de l'un d'eux et partit vivre à Iqaluit.

« Mais qu'est-ce que c'est que cet endroit merdique ?, me suis-je dit en débarquant de l'avion. Les bâtiments me semblaient hideux, les passants dénués de coquetterie, la nourriture trop grasse. Autre chose m'a vite stupéfiée : l'accueil, la gentillesse ! J'étais acceptée d'emblée. Sans avoir à dire, à prouver quoi que ce soit. Ici on prend l'être humain tel qu'il est. Sans juger. En douceur. C'était incroyable. » Aaju avait pourtant beaucoup à découvrir. Mais tout, peu à peu, lui fut communiqué, à la façon dont les Inuits enseignent la vie à leurs enfants. Sans ordres, ni conseils, ni instructions. Essentiellement par l'exemple, en souhaitant qu'ils comprennent ; par l'expérience, en veillant à ce que leurs erreurs ne leur soient pas fatales ; par des signes discrets d'encouragement. *« Cela m'a pris des années pour apprendre le langage du corps. Les Blancs n'en ont aucune idée, mais les Inuits savent observer et lire en chacun comme dans un livre ouvert. Un signe de tête, un plissement de l'œil. On se contrôle, on parle peu. Pourquoi ouvrir la bouche pour énoncer des choses banales auxquelles tout le monde pense ? Il suffit d'un regard. »* Aaju apprit donc à se taire.

« Les Groenlandais croient devoir briller comme la tour Eiffel ! Ils soignent leurs vêtements comme si leur vie en dépendait. Ils critiquent, ils torpillent, ils donnent leur avis sur tout. Ecoutez-les devant un programme de télé : « Qu'est-ce-que c'est que cet imbécile ? Vous avez vu cette nullité ? Ah, quelle émission débile ! » *Les Inuits du Canada ne jugent pas. Jamais ils ne cancanent. L'erreur de quelqu'un ne le rend pas haïssable à leurs yeux. Il était libre, il reste respectable. Ce doit être le groupe humain le plus tolérant, le plus bienveillant de la planète. »*

> « Nous avons bradé l'héritage et cédé l'incédable : notre terre. Les Blancs et leur horrible concept de propriété ont fini par polluer la philosophie ancestrale des Inuits »

Aaju prit donc sa place dans la communauté. Elle se maria devant le juge de paix avant de passer à l'église et de recevoir sobrement ses amis autour d'un repas de phoque et de caribou. Et elle mit au monde cinq enfants. Elle apprit à nettoyer, couper et coudre les peaux d'animaux : elle fabriqua très vite tous les vêtements de la famille, inventant même des modèles que réclamèrent les magasins. Elle voulait être l'inuk parfaite, et c'est vrai qu'on la trouvait admirable. Jusqu'au moment où elle commit la faute impardonnable de quitter son mari et d'ébranler une famille vénérable. *« Qu'importait si j'avais de très bonnes raisons. Mon mari descendait d'un grand chasseur, un de ces leaders influents et généreux qui, au début du siècle, avaient nourri, aidé beaucoup de gens, et facilité l'implantation du christianisme. Sa famille en conservait l'aura, pourvoyeuse de gibier, bienfaisante pour la communauté. Qui étais-je donc pour semer le désordre ? »* On la punit sévèrement, par la seule sanction à laquelle les Inuits se soient jamais résolus : la mise en quarantaine ; l'exclusion. Et, pendant une année, la communauté l'ignora. *« Sans cette formidable invention du Sud que constitue l'aide sociale, je n'aurais pas pu tenir. Mais je me suis débrouillée, j'ai accepté toutes sortes de travaux, j'ai même conduit un bulldozer ! Je me suis occupée de mes enfants. La communauté, peu à peu, est revenue vers moi. »*

QUI ne connaît Aaju, à Iqaluit ? Qui n'a croisé sa silhouette dynamique et souple, en jean et T-shirt quand pointe le printemps, en habit traditionnel dans les rigueurs de l'hiver ? Qui ne l'a entendue jouer de la guitare afin de récolter des fonds pour le foyer des femmes battues, une association d'enfants ou une initiative d'aide au tiers-monde (un reportage télévisé sur la famine en Ethiopie a suscité un jour une telle émotion parmi les Inuits que leurs dons ont dépassé ceux du reste du Canada !) ? *« Les anciens, ici, ont vu des gens mourir de faim. »*

Elle est allée, bien sûr, aux multiples réunions d'informations sur le Nunavut. Lu, discuté, disséqué les accords. Oh, bien sûr, elle en attend le maximum pour ses enfants, déçue qu'un référendum ait finalement rejeté la proposition visant à faire élire à l'assemblée législative un homme et une femme dans chaque circonscription. Mais elle n'oublie pas que le prix à payer, pour la reconnaissance politique de ce nouveau territoire, fut l'abandon définitif, par les Inuits, de toute revendication territoriale. *« Peut-être était-ce inévitable ! Mais le principe est abject : pour l'obtention d'une souveraineté politique et un peu plus d'un milliard de dollars, nous avons bradé l'héritage et cédé l'incédable : notre terre. Les Blancs et leur horrible concept de propriété ont fini par polluer la philosophie ancestrale des Inuits. »*

Les Blancs, les *Qallunaat*... *« Tu vois, plus je réfléchis, plus je pense qu'ils se trompent. D'accord, ils nous ont apporté des équipements, des docteurs, de la technologie (mon fils est féru d'ordinateur). Mais je ne les envie pas. A trop s'éloigner de la nature, ils ont fini par s'égarer. Ils sont cyniques, égoïstes, individualistes. Moi, moi, moi ! Ils s'étourdissent dans la ville pour oublier qu'ils ont perdu le sens de la vie. Ils se jouent une comédie. Ils ont appris la science et la finance. Ils ont perdu le spirituel. Je les vois mal partis ! »*

Etrange épilogue au voyage dans le Nord... On partait découvrir un peuple d'un autre âge, une terre en développement, sorte de nouvelle frontière pour prochain millénaire. Et l'on s'en retourne troublé, moins par ce qu'on a vu que par ce qu'on retrouve, hanté par les voix d'Aaju, John Amagoalik et quelques autres, presque inquiet du sens imprévu donné à l'escapade. Dans la cohue de Roissy, dans les vapeurs polluées d'un gros embouteillage place de la Concorde, j'ai repensé à ces réflexions terribles, assenées calmement, sans racisme ni amertume. *« Vous épuisez, vous asséchez, vous détruisez la terre. Vous vous croyez plus forts que la nature, vous vous prenez pour Dieu. Mais il est des équilibres fragiles qu'on ne rompt pas impunément. »*

Les Inuits ne songent pas à descendre sous la ligne des arbres. Les Inuits n'émigrent pas. Leur terre, recouverte de son manteau neigeux huit mois sur douze, leur paraît trop précieuse. Et le Sud est dangereux.

Annick Cojean
Photographies de l'auteur

FIN

Les serviteurs zélés d'une .

Chacun à sa manière et avec ses moyens, Lord Spencer et Mohamed Al Fayed perpétuent la mémoire et le culte de Diana. Le richissime père de Dodi poursuit l'œuvre humanitaire de la « princesse du peuple », mais a, semble-t-il, renoncé à acquérir ses lettres de noblesse auprès de la haute société, qui lui reproche ses manières et ses origines modestes. Le frère de la princesse

Lord Spencer, le rebelle d'Althorp

DE face, avec son regard perçant, son embonpoint précoce et ses joues de bébé, Sa Seigneurie offre un visage de bourgeois paillard et truculent. De profil, avec son nez protubérant, un double menton et des yeux sortant des orbites, Charles Edward Maurice Spencer ressemble à un bouledogue à mâchoires saillantes. Du pain bénit pour les caricaturistes, qui n'en finissent pas de déverser leur venin sur celui qui a dilapidé en un an l'énorme capital de sympathie amassé lors de son fameux éloge funèbre, le 6 septembre 1997.

Jusque-là peu connu des Britanniques, programmé pour jouer les éternels seconds de la « reine des cœurs », Lord Spencer s'est retrouvé du jour au lendemain, devant 2,5 milliards de téléspectateurs, sacré au rang de plus redoutable challenger des Windsor. *« Je fais le serment que nous, ta famille de sang, nous ferons tout notre possible pour continuer à les élever* (William et Harry) *à ta façon imaginative et tendre, pour que leurs âmes ne soient pas simplement immergées dans le devoir et la tradition »* : ce mémorable coup de gueule sous la voûte de Westminster contre l'institution monarchique tenue pour responsable, avec la presse, des malheurs de Diana, a fait mouche. Un défi d'autant plus remarquable que la famille du plus célèbre rebelle depuis les Jacobites en 1745 n'a cessé d'être au service de la monarchie au cours des siècles. Son père ne fut-il pas écuyer de la reine Elizabeth II au début de son règne ?

Voilà pour le côté cour. En revanche, côté jardin, Charlie est nettement moins sympathique. Cette sœur portée aux nues – qui, après le divorce de leurs parents, avait un peu joué pour lui le rôle de mère absente –, on sait que, au nom de la protection de sa famille de l'intrusion des médias, il avait refusé sa requête de venir s'installer au château familial d'Althorp après sa séparation, en 1992. Ensuite, dès la proclamation du divorce princier, deux ans plus tard, il avait exigé qu'elle lui rende immédiatement la tiare familiale que son père lui avait confiée à l'occasion de son mariage avec le prince Charles. Le maître des lieux a aménagé à la princesse de Galles un tombeau solitaire à l'écart du caveau familial de Great Brington sur une petite île fermée au public située au cœur du domaine. Mais s'agissait-il vraiment d'une faveur ? On se le demande si on sait que l'endroit avait servi auparavant à ses aïeux pour enterrer leurs chiens favoris. Diana, d'ailleurs, détestait cette résidence lugubre de style palladien située à une heure de route de Londres, où elle n'avait passé que quelques années de jeunesse. Quant au concert organisé fin juin à deux pas de sa sépulture, il n'a pas été jugé du meilleur goût.

Dans sa vie privée, Lord Spencer n'est pas non plus un champion de moralité. Le navrant spectacle de son divorce hypermédiatisé en Afrique du Sud, survenu deux mois seulement après les funérailles, lui a donné un profil de coureur de jupons impénitent, de mari goujat, d'amant vite blasé par ses maîtresses. Officiellement, le comte, neuvième du nom, s'était installé au Cap en 1995 avec sa femme, Victoria Lockwood, et ses quatre enfants, soi-disant pour échapper aux médias déchaînés. En réalité, il avait choisi de s'expatrier pour retrouver son amie, Chantal Collopy, et former un ménage à trois. Les révélations sur sa douzaine d'infidélités conjugales ont fait le plus mauvais effet, comme le note l'historien David Starkey de la London School of Economics : *« Avec le recul, on se sent floué. Avoir à supporter le discours moralisateur d'un adultérin est incroyable. J'en conclus qu'il ne doit pas souvent se regarder dans la glace. »*

Preuve de cette défiance, le contraste entre la popularité de Lord Spencer, au plus bas, et celle de la monarchie qui, au fil des mois, a retrouvé les faveurs de ses sujets. D'après les sondages, un an après la disparition de son ex-épouse, le prince Charles connaît avec sa maîtresse, Camilla Parker-Bowles, des lendemains qui chantent. Le fils aîné d'Elizabeth II, qui n'a jamais pardonné au frère de Diana l'attaque de Westminster, n'en finit pas de tricoter sa vengeance. William et Harry ont d'ailleurs refusé l'invitation de leur oncle de passer leurs vacances d'été en sa compagnie. Responsables de la fondation créée à la mémoire de la princesse, le Diana Memorial Fund, ses deux sœurs, l'autoritaire Lady Sarah et la bienveillante Lady Jane, n'ont guère apprécié sa volée de bois vert contre le caractère kitsch de certaines de leurs actions de collecte des fonds. Comme les boîtes de margarine Flora sur lesquelles a été imprimée la délicate signature de Di.

Aujourd'hui, il suffit d'un mot malheureux, d'une initiative qui patine, d'un dérapage véniel pour qu'aussitôt un courtisan du palais de Buckingham lève les bras d'horreur lorsque son nom revient sur le tapis : *« Ce type n'est décidément pas un vrai gentleman. »* Les accusations qui le meurtrissent le plus ne sont pas celles de crime de lèse-majesté ou de libertinage provenant du camp Windsor, mais celle d'exploiter la mémoire de sa sœur en la sanctifiant dans ce « Dianaland » inauguré le 1[er] juillet à Althorp. *« Pouvez-vous imaginer quelqu'un faire de l'argent sur le dos de la mort d'une sœur ou d'un frère ? C'est odieux. Je ne bénéficierai jamais du décès de Diana »* : l'autre jour, à la BBC, le vicomte Althorp s'abandonne, incapable de cacher vraiment sa révulsion devant le torrent de critiques et de calomnies qui déferlent sur lui. Mais à l'heure du dîner, l'effet est désastreux.

L'accusation qui le meurtrit le plus est celle d'exploiter la mémoire de sa sœur

A première vue, Spencer n'est pas à court d'argent. Le *Sunday Times* estime la fortune de l'un des plus puissants propriétaires terriens du Northamptonshire à 960 millions de francs. La fantastique ascension des prix des tableaux, en particulier de maîtres anciens, du mobilier d'époque et de l'argenterie l'aide à regarnir sa trésorerie par temps de chute des prix agricoles ou de hausse des taxes sur les successions. De surcroît, la bonne santé de la Bourse a enrichi le châtelain cosmopolite qui a tendance a préférer des actions, en particulier américaines, aux bons d'Etat britanniques. *« Il a beaucoup d'amis dans la City qui savent le conseiller. Il est indéniablement très astucieux sur le plan financier »*, indique un proche.

Comme tant de Britanniques titrés, Spencer avait retroussé ses manches pour faire de sa condition un métier lucratif en louant son château pour des séminaires ou des concerts dans les jardins. Mais la mort de la princesse l'a privé de ces solides revenus. Pour financer l'aménagement du musée et ouvrir son domaine au public deux mois par an, l'*Honourable* a donc été contraint d'emprunter près de 30 millions de francs. Même à guichets fermés, avec 150 000 visiteurs et le billet d'entrée à 100 francs, le snack-bar et la vente de souvenirs, il ne devrait pas récupérer sa mise avant trois ans. Et beaucoup se demandent déjà si le mythe Diana va durer jusque-là.

Le premier contact avec « Mylord » n'est pas chaleureux. Fermé, retranché, le port de tête altier, gardant une distance avec l'interlocuteur comme pour deviner s'il n'a pas quelques arrière-pensées, notre hôte accueille le visiteur d'une main molle qui laisse admirer l'énorme chevalière.

Pourtant, s'il avance masqué en public, il s'agit plus de timidité que d'arrogance, à en croire l'attachée de presse d'Althorp House. Ceux qui le connaissent bien, sans pour autant le suivre dans ses excès, soulignent que Charles Spencer est d'abord un noble qui fait son devoir. La devise de cette « vraie » grande famille, qui proclame *« Dieu défend ceux qui ont raison »*, remonte au XV[e] siècle.

Né en 1964 à Londres, il a suivi la voie royale de l'aristocratie anglaise : enfance dénuée d'affection confiée aux gouvernantes, pensionnats et douches froides, collège d'Eton, université d'Oxford où ce brillant sujet étudie l'histoire. *Dernier-né mais seul* fils, Charles a hérité du titre et des biens à la mort de Johnnie Spencer, en 1992.

NOTRE gentilhomme, à bien des égards, véhicule par excellence le code social des classes supérieures. On le dit brutal dans ses rapports avec les femmes, mais totalement loyal envers ses amis masculins. Pour avoir osé s'interroger publiquement sur le pourcentage du prix du billet d'entrée au musée Diana rétrocédé au fonds Diana, un journaliste local a eu droit à un appel furieux de sa mère, M[me] Shand Kydd, lui déclarant : *« Comment osez-vous ne pas faire confiance à mon fils. Après tout, c'est un aristocrate. »* L'anecdote est révélatrice d'une conception légitimiste de la noblesse.

Malgré son défi tonitruant lancé à la royauté, ce conservateur sur le plan politique croit en la monarchie, pas pour des raisons sentimentales, mais par simple bon sens. Il déteste aussi tout ce qui est commun, à commencer par la familiarité, a l'habitude de donner des ordres et sait se montrer impitoyable. Mise à la porte, à la mort de son père, Raine Spencer, sa belle-mère détestée, a été contrainte d'emporter ses vêtements dans des sacs-poubelle après son refus de lui laisser les valises Vuitton de son mari à peine décédé. Avec la naissance, il y a quatre ans, de son fils, « Master » Louis, sa descendance est maintenant assurée.

Comme on le voit, « Monsieur frère » semble se modeler avec une application proche du masochisme sur l'idée que se font de son milieu les pires détracteurs de celui-ci : prince de bazar, plein de morgue et de condescendance. *Reste que ceux qui le* connaissent bien assurent qu'on se tromperait lourdement à croire des apparences dont « Champagne Charlie » n'est pas forcément irresponsable.

« Si Charles apprenait que j'ai parlé de lui à un journaliste, je serais fini. Il a été si souvent trahi qu'il exige de ses proches une fidélité totale. » Lunettes fumées coincées dans ses cheveux blonds, physique de jeune premier, le baronet de Mayfair connaît Spencer depuis l'enfance. *« Il est intelligent, très lettré, possède un grand sens de l'humour, une sensibilité artistique indéniable. Charlie n'est absolument pas snob. Il est seulement cruel avec ceux qui veulent contrefaire. »* A l'appui de ses dires, notre contact cite en exemple la demande en mariage faite dix jours seulement après sa rencontre avec Victoria Lockwood, un mannequin international. *« Les hommes de notre caste sortent de nos jours du cercle d'origine et épousent des jeunes filles de familles honorables, voire roturières, mais il y a une fine ligne de démarcation à ne pas franchir quand il s'agit de choisir la future comtesse Spencer. Or Victoria était à tous égards totalement inacceptable. Trop sexy, trop sophistiquée, trop belle. »* Le côté cœur a transcendé le rang et la naissance.

AVOIR visé de son mépris haineux devant la planète entière ces tabloïds accusés d'avoir du *« sang sur les mains »* sans protéger ses arrières : tel a été, de l'avis général, sa plus grave erreur. Depuis l'annonce des fiançailles de sa sœur au futur Charles III, the Earl Spencer a, certes, souffert de l'attention constante de la presse. Mais lui qui voit dans la presse britannique *« un cancer »* trouve tout à fait normal en revanche de vendre très chers ses souvenirs à *Hello Magazine*, hebdomadaire sur papier glacé de la vie des altesses. Et cette bonne plume, exercée à l'époque où il travaillait au bureau londonien de la chaîne de télévision américaine NBC, n'a pas hésité à signer avec Penguin un gros contrat pour écrire un pavé sur l'histoire de la lignée.

Si Spencer a gagné de nombreux procès en diffamation contre les tabloïds, les propriétaires de journaux lui ont fait payer cher sa tentative avortée devant la juridiction européenne en vue d'obtenir une loi sur la protection de la vie privée.

Lord Spencer : saint ou pécheur ? comme l'affirme le titre d'une récente biographie « non autorisée » ? Le « buckinghamologue » Andrew Morton, qui l'a longuement interrogé dans le cadre de son livre-brulôt *Diana, sa vraie vie*, qui a ébranlé la famille royale en 1992, le juge *« naïf, noble mais imprudent »*. Un an après le décès de Diana, le journaliste se demande si Charles Spencer n'est pas finalement en quelque sorte un reflet très fidèle... de sa sœur. Un miroir, avec son mariage brisé, son sentiment d'infériorité, son besoin d'être aimé et ses relations ambiguës avec les médias ? La princesse de Galles avait elle-même confié à l'auteur à propos de son frère : *« Je le comprends instinctivement. Il me ressemble, à l'inverse de mes deux sœurs. Comme moi, il va toujours souffrir. »*

Marc Roche

Lord Charles Spencer accueillant les premiers visiteurs d'Althorp Park, dédié à la mémoire de Lady Di, à 130 kilomètres de Londres, lors de son inauguration le 1[er] juillet. Avec un mariage brisé et des relations ambiguës avec les médias, Lord Spencer serait-il en quelque sorte un reflet fidèle de sa sœur ?

SYGMA

FESTIVAL **Provocateur sulfureux, *esthète chic*, Helmut Newton est l'invité très attendu de la dixième édition de Visa pour l'image, la principale manifestation mondiale de photojournalisme, qui a lieu à Perpignan. ● *LE PHOTOGRAPHE* présente au Couvent des Minimes soixante images récentes de personnalités artistiques ou politiques, publiées pour la plupart dans *Vanity Fair* et *Vogue*. ● *UN PORTRAIT* de Jean-Marie Le Pen réalisé par Helmut Newton en 1997 pour le *New Yorker* appelle un parallèle avec un célèbre cliché de Hitler pris en 1925 par Heinrich Hoffman, photographe du futur Führer. ● VISA POUR L'IMAGE connaît un succès grandissant en faisant découvrir des images prises aux quatre coins de la planète, de moins en moins publiées par la presse. Son fondateur, Jean-François Leroy, s'étonne de l'affluence du public, 125 000 personnes en 1987.**

Helmut Newton, invité sulfureux du Visa pour l'image de Perpignan

Le photographe de mode présente une soixantaine de portraits inédits de personnalités du spectacle et de la politique dans le cadre du 10e festival de photojournalisme. Son œuvre, dominée par le sexe, le pouvoir, l'argent, n'est en fait pas très éloignée du reportage de presse

HELMUT NEWTON, couvent des Minimes, rue François-Rabelais, 66000 Perpignan. FESTIVAL VISA POUR L'IMAGE, Hôtel Pams, 18, rue Emile-Zola, Perpignan. Tél. : 04-68-66-18-00. Vingt-huit expositions (de 10 h à 20 h) jusqu'au 13 septembre, soirées-projections (22 h) du 31 août au 5 septembre.

Il est l'intrus chic et très attendu de la dixième édition du Visa pour l'image de Perpignan, le principal festival de photojournalisme au monde. Helmut Newton, soixante-dix-huit ans, réputé pour ses photos de mode sensuelles et ses nus sado-maso, présente au couvent des Minimes de Perpignan soixante portraits récents de personnalités, pour la plupart publiés dans les magazines *Vanity Fair* ou *Vogue* : Vanessa Redgrave, Juliette Gréco, Karl Lagerfeld, Luciano Pavarotti, Leni Riefenstahl, Sigourney Weaver, Monica Vitti, Mary Pierce, Ben Kingsley, Yves Saint Laurent et Karen Mulder, Mick Jagger et Jerry Hall. Et puis quelques portraits politiques : Jean-Marie Le Pen, Dominique Voynet, Michèle Alliot-Marie, Ségolène Royal, Elisabeth Guigou...

Newton domine la jet-set du haut de son appartement niché dans une tour de la principauté de Monaco, avant de la photographier au scalpel. Ce provocateur qui a « *évacué* » de son vocabulaire « *les mots "artiste" et "bon goût"* » aime se qualifier de « *superficiel* ». Il avoue que la vulgarité ne lui fait pas peur et met en scène ses fantasmes. Il a touché à tout par crainte de « *l'ennui* » – mode, portrait, nu, architecture, natures mortes –, mais pas au reportage de guerre, et se dit « *excité* » par l'idée de se rendre dans le temple du grand reportage et de la photo prise sur le vif.

VIE PRIVÉE, VIE PUBLIQUE

Il précise : « *J'ai toujours rêvé d'être paparazzi, mais je ne suis pas assez rapide. J'aime leur agressivité car il ne faut pas s'endormir. Celui qui a surpris Jacky Onassis nue sur une île grecque est vraiment un grand photographe. Maintenant, tous ces clichés volés que l'on voit dans une certaine presse italienne, c'est presque criminel.* »




HELMUT NEWTON/H ET K

Newton a toujours l'air délicieux et s'habille décontracté. Mais la vie n'a pas toujours été rose pour ce juif allemand qui a fui son pays en 1938, à l'âge de dix-huit ans. Il gagne l'Australie, se lance dans la photo de mode, et rencontre sa femme, la photographe Alice Springs. Ensemble, ils présentent une exposition à Copenhague – avant de tourner en Europe – intitulée « Us » (Nous) qui rassemble leurs portraits respectifs des mêmes personnalités, des autoportraits et portraits qu'ils ont faits l'un de l'autre.

Alors qu'il est un des photographes les plus célèbres au monde, qu'il multiplie les expositions et les publications dans la presse, Helmut Newton prend soin de demander, sur le ton de la rigolade, « *sur combien de pages* » va être écrite l'interview. Et lui, va-t-il trouver sa place à Perpignan où il est beaucoup question de la douleur des anonymes et peu des frasques des stars ou de modèles rétribués ?

Sans doute. Parce que son univers baigne dans la photo de presse et le style documentaire. Newton flirte entre vie privée et vie publique, accumule les signes de la société de consommation, les stéréotypes du paraître. Il est beaucoup question dans ses images de sexe, de pouvoir, de domination, d'argent. Ses terrains de guerre sont un hôtel, un avion, une villa ou une décapotable ; les photos sont nettes, profondes, découpées à vif, pleines d'informations, en extérieur. Newton maltraite les modèles – les femmes notamment – quand la tradition incite à les magnifier.

Ses photos traduisent en fait une double influence : d'un côté, l'urgence des paparazzi et de Weegee, le grand photographe des faits divers sanglants sur le pavé new-yorkais des années 30 ; de l'autre, l'univers poétique et fantastique d'un Brassaï, celui du Paris de nuit, des prostituées et des malfrats.

Newton confirme : « *Je trouve bien plus intéressant de travailler pour un quotidien ou pour un magazine comme* Paris Match – *j'ai fait des faits divers pour eux – que pour un magazine de mode. C'est plus près de la vie. Je suis influencé par des photos de presse que je découpe et classe dans des dossiers. Les vraies images sont dans les quotidiens, c'est une inspiration pour moi. J'ai fait pas mal d'images de mode marquées par des clichés de Mai 68.* » Ce gros consommateur de journaux sortira en octobre un gros livre : des fac-similés de pages de *Vogue* avec ses photos des années 50 à nos jours, cernées par les titres, textes et légendes de l'époque, « *pour rappeler le contexte* ».

Quand il parle de ses maîtres du reportage, Newton donne une définition élargie du genre : « *J'ai un grand respect pour Brassaï, un de mes héros que j'ai pu rencontrer ; Cartier-Bresson, même si je sais qu'il ne m'aime pas beaucoup ; le photographe de guerre Don McCullin, que je connais. Ce ne sont pas des photographes de mode, pas simplement des photojournalistes mais ils ont montré leur époque. Moi j'essaie de montrer l'époque par la mode et le portrait. Je ne veux pas être rétro ou nostalgique. Il y a une part de journalisme, une ambiance de réalité, dans mes photos. Je ne travaille pas en studio mais en décor naturel. Il y a des gens qui font des photos de mode sur fond blanc ; je m'y refuse car une femme ne vit pas sur un fond de papier blanc : elle s'occupe de la maison, de son travail, sa voiture, ses enfants, ses amants.* »

Quand on lui demande pourquoi il s'intéresse tant aux puissants, Newton répond : « *Personne ne veut voir dans le journal votre tante Emilie mais les plus belles femmes du monde. Je photographie aussi ce que je connais le mieux : des riches ou des gens qui croient l'être. Je témoigne sur le luxe. Je ne photographie pas les pauvres car je trouverais ça cynique. Je trouve ridicule de photographier, comme certains le font, des gens richement habillés dans un quartier pauvre. Une femme qui s'habille en Saint Laurent ne va pas à la Goutte-d'Or.* »

Newton raconte les séances de poses avec quelques femmes ministres, comme s'il s'agissait de mannequins. Michèle Alliot-Marie ? « *Une blonde chic et élégante avec des jolies jambes masquées par un pantalon.* » Elisabeth Guigou ? « *Une belle fille. J'étais assis par terre, je lui ai demandé de relever un peu sa jupe. Elle n'a pas voulu. Si une femme politique a de belles jambes, il faut les montrer car c'est un atout dans sa vie publique.* » Dominique Voynet ? « *Merveilleusement drôle. Je lui ai demandé, si elle devenait présidente de la République, de me nommer ministre de la guerre, parce que j'aime jouer avec des soldats de plomb. Elle m'a répondu que si elle était élue il n'y aurait plus de guerre.* »

M. G.



RUDOLF HERZ, MUNICH

Un portrait qui en rappelle un autre

Helmut Newton a réalisé un portrait de Jean-Marie Le Pen, entouré de ses deux dobermans, dans la résidence du président du Front national, dans le parc de Montretout, à Saint-Cloud, pour le compte du magazine américain *New Yorker*, en 1997. Le photographe explique : « *C'était le 3 avril, autour de midi. J'étais dans sa maison, ce sont ses chiens. Ce fut une très bonne séance. Le Pen était charmant. Mais moi aussi j'étais charmant. Il connaissait mes idées, qui sont à l'opposé des siennes. J'ai accepté de le rencontrer parce que je me considère comme un témoin, pas comme un juge. Pour faire un bon portrait, il faut être séducteur et j'étais encore plus séducteur avec Le Pen pour obtenir la mise en scène, que je voulais. Un bon portrait doit montrer la raison d'être du personnage, et je pense que ce portrait la montre. Je dis toujours que je photographie trois sortes de gens : ceux que j'adore, ceux que j'admire, ceux que je déteste. Finalement, un portrait est peut-être plus intéressant quand on déteste la personnalité. Je pense par exemple à la photo que j'ai faite de l'Autrichien Kurt Waldheim, l'ancien secrétaire général des Nations unies.* »

Or ce cliché de Jean-Marie Le Pen – costume, pose assise, position des mains, forme de la bouche, maintien de la tête, présence des chiens – fait penser à un célèbre portrait de Hitler en compagnie d'un chien berger allemand, pris en 1925 par Heinrich Hoffmann, qui était le photographe officiel du futur dictateur du IIIe Reich. Helmut Newton a-t-il pensé à cette photographie de Hitler en mettant ainsi en scène Jean-Marie Le Pen ? Le photographe balaie la question et renvoie le spectateur à l'image qu'il a prise.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-FRANÇOIS LEROY

1 ***Visa fête ses dix ans. Comment expliquez-vous le succès de ce festival que vous dirigez depuis sa création ?***

Il n'existait, en 1989, aucun rendez-vous du photojournalisme dans le monde. Nous avons fait de Visa un lieu de rencontres culturelles et *un marché. Les professionnels – photographes, agences, journaux* – multiplient les affaires, dans une ambiance festive. La date est judicieuse, en fin d'été. Le cadre est attractif et la ville est derrière nous, avec des Perpignanais conquis qui interpellent les photographes dans la rue. Les expositions et projections sont gratuites. Les Américains, qui viennent en masse, sont hallucinés quand ils découvrent un tel cadre.

2 ***Vous dites présenter un festival de journalisme et non de photographie.***

Nous informons le public, au moyen d'images et de textes. Nous montrons les grandes images de l'année. Nous abordons les problèmes de la profession. Nous disposons en fait du plus beau magazine au monde : 28 sujets déroulés sur les murs de la ville, 50 photos par sujet, des tirages bien imprimés, qu'aucune publicité ne vient dénaturer. Cela dit, j'aimerais bien donner à ces reportages une meilleure visibilité, par le biais d'un vrai magazine.

3 ***Vous montrez essentiellement une actualité dure et triste. Votre festival n'est-il pas une critique de la presse magazine qui privilégie les portraits de personnalités au détriment du grand reportage ?***

Disons que je m'étonne de l'affluence du public – 125 000 *personnes ont visité les expositions en* 1997 – pour des images dont on dit qu'elles ne l'intéressent plus. Nous présentons une rétrospective de Chris Morris : le décalage est violent entre la richesse de son travail et la maigreur des publications. Nous exposons le reportage de Stanley Greene sur Dzerzhinsk (Russie), la ville la plus polluée au monde, que seul le *New York Times Magazine* a dévoilé *(Le Monde du 29 août)*. Nombre de sujets trouvent, il est vrai, leur place dans la presse après leur présentation à Perpignan.

Propos recueillis par Michel Guerrin

Le succès d'un festival efficace et festif

PERSONNE n'imaginait, en 1989, que Visa pour l'image, à Perpignan, qui se voulait à la fois un festival *ouvert au public (expositions, projections)* et un rendez-vous professionnel autour du photojournalisme, connaisse, dix ans plus tard, un tel succès : la première année, 25 000 personnes ont visité la vingtaine d'expositions et sept agences photographiques étaient présentes ; en 1997, 125 000 personnes ont découvert une trentaine d'expositions et plus de deux cents agences du *monde entier étaient là.*

Ils seront encore plus nombreux la première semaine de septembre pour le dixième anniversaire de Visa, un festival imaginé par Jean-François Leroy avec le soutien de *Paris-Match* et de son directeur, Roger Thérond. La formule est simple : faire découvrir des images prises aux quatre coins de la planète – *alors que la presse les publie de* moins en moins – dans une petite ville au charme fou.

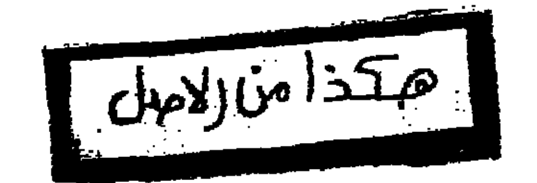
Le photojournalisme a l'avantage d'être un style de photo qui attire le public. Il informe, fait rêver, voyager, pleurer, rire. « Emotion à Perpignan » est le sous-titre d'une manifestation qui s'affiche partout dans la ville, jusque dans les vitrines des commerçants. D'où le reproche *fait parfois d'en « rajouter » dans* le misérabilisme – la souffrance des enfants, par exemple –, qui suscitent plus la compassion que la réflexion.

On ne vient pas à Perpignan pour voir la rétrospective d'un grand photographe en deux cents images parfaitement accrochées, dans un lieu aux normes muséales. On vient dans ce festival *instructif et* attachant pour faire des découvertes dans le domaine de la photo de presse et s'informer sur la profession. Ce sera encore le cas cette année à travers vingt-huit expositions et six soirées projections : la rébellion en Indonésie, la famine au Soudan, le photographe algérien Hocine, les moyens mis en œuvre par le *National Geographic* pour réaliser *un reportage sur les tigres,* Howard Bingham, qui a photographié pendant trente ans – jour après jour – la vie de Cassius Clay, les cinquante ans de *Paris-Match*...

M.G.

Film. Sam Sheppard (v.o.).

mane (Siebel), Denize (Marthe).
22.55 Michel Plasson, chef d'opéra.



Un camping alternatif demande la saisie du nouveau roman de Michel Houellebecq

Les responsables du centre estiment que ses activités sont décrites sous « un jour pervers »

La société L'Espace du possible vient de déposer une demande de saisie du roman *Les Particules élémentaires*, de Michel Houellebecq. Ce lieu de vacances alternatif en Charente-Maritime, sous le coup d'un arrêté de fermeture, y était présenté comme fréquenté par des *« personnages céliniens, voyeurs, exhibitionnistes, obsédés sexuels, voire pédophiles »*. La version du deuxième tirage du livre a été modifiée.

LE ROMAN de Michel Houellebecq, *Les Particules élémentaires* (Flammarion), considéré comme l'un des événements de la rentrée littéraire (voir le feuilleton de Pierre Lepape dans « Le Monde des livres » du 28 août), fait l'objet d'une demande de saisie, déposée mercredi 26 août, par la société L'Espace du possible, qui gère un camping alternatif à Meschers (Charente-Maritime). Le tribunal se prononcera jeudi 3 septembre.

L'Espace du possible est un lieu de vacances, dans l'estuaire de la Gironde, où dans un parc boisé de 13 hectares les adhérents ont accès à divers loisirs : théâtre improvisé, sophrologie, méditation par le rire, massages sensitifs, écriture poétique, tango, initiation à la *« connaissance de la personnalité »*... Cet *« anti-Club-Med »*, ce *« prototype des vacances du XXI[e] siècle »*, a eu récemment des problèmes avec les autorités locales et une partie des habitants de la région qui acceptent mal l'esprit de ce lieu (*Le Monde* du 8 août). Le maire de Meschers a pris le 4 août un arrêté de fermeture sur l'ensemble des bâtiments du camping *« à l'exception des sanitaires au-dessous du restaurant »*, estimant que les installations construites ou agrandies sans avoir reçu les autorisations nécessaires représentaient *« un risque pour la sécurité des personnes »*.

De son côté, L'Espace du possible avait demandé vers le 20 août à Michel Houellebecq de supprimer de son roman toutes mentions explicites à ce lieu qu'il a lui-même plusieurs fois fréquenté, y compris une semaine avant la sortie du livre, *« pour vérifier l'exactitude de mes informations »*, dit-il. Sur le conseil de l'avocat de Flammarion, l'auteur a accepté de modifier le nom du lieu de détente où séjourne l'un de ses héros, remplaçant « L'Espace du possible » par « Le Lieu du changement » – et de modifier sa localisation. Mais cette substitution n'a été opérée que dans le deuxième tirage du livre (actuellement en cours).

« BAISER UN BON COUP »

Les responsables de L'Espace du possible reprochent à Michel Houellebecq et à son éditeur (Flammarion) d'avoir désigné leur centre comme une émanation de post-soixante-huitards aux idéaux libertaires du début des années 70, un espace fréquenté par des *« personnages céliniens, voyeurs, exhibitionnistes, obsédés sexuels, voire pédophiles »*, et destiné à provoquer synergies et rencontres créatrices ayant pour but de *« baiser un bon coup »*. Ils n'admettent pas que les activités du centre soient décrites sous *« un jour pervers »*, ni de voir les vacanciers du camping affublés de qualificatifs diffamatoires, les femmes en particulier (un certain nombre de requérantes sont des femmes ayant fréquenté L'Espace du possible).

La plainte dénonce aussi les insinuations de Michel Houellebecq, qui sous-entend que ce lieu appartient à une ou plusieurs sectes, que s'y pratique allègrement la débauche, et qu'y sont imposés des tarifs prohibitifs. Reconnaissant qu'il est *« bien possible »* que son texte ait pu porter préjudice à L'Espace du possible, mais affirmant *« il y a des choses que je décris qu'y s'y passent »*, Michel Houellebecq nous a précisé : *« Je me sens moralement en droit d'utiliser les noms de marque autant que je veux dans toutes circonstances. »* Il dit craindre qu'à la suite de telles menaces, *« écrire devienne un exercice impossible »*.

Jean-Luc Douin

Faut-il restaurer « La Joconde » ?

*« **LA JOCONDE** pourra-t-elle enfin retrouver ses vraies couleurs ? »* Sous ce titre attractif, *Le Journal des arts*, dans son édition du 28 août, pose la question et, dans un débat passionnant de deux pages, interroge une douzaine de spécialistes sur l'opportunité d'une restauration du tableau du Louvre.

Pour montrer combien l'œuvre de Léonard de Vinci a été obscurcie et jaunie par le temps, le bimensuel a fait exécuter une version virtuelle nettoyée sous la direction d'un atelier de restauration de Turin. Le visage s'éclaircit, la robe prend du relief, le ciel vire au bleu, un lac surgit dans le paysage. *« Chacun s'accorde à reconnaître que des vernis anciens altèrent la lecture de l'œuvre »*, écrit Emmanuel Fessy, le directeur de la rédaction du *Journal des arts*, qui demande : *« La mission des musées n'est-elle pas de présenter les œuvres dans l'état le plus proche de celui que recherchait l'artiste ? La recherche d'une contemplation fidèle de la vérité ne justifie-t-elle pas d'oser affronter une vision mythique adoubée par le public ? En un mot,* La Joconde *serait-elle intouchable ? »*

Une partie des restaurateurs, conservateurs de musées et historiens interrogés réfutent un dévernissage complet en raison de la technique picturale, mais approuvent un strict allègement du vernis afin de redécouvrir les pigments. C'est le cas de Frederik Duparc, directeur du Maurithuis de La Haye, suivi par Neil McGregor, directeur de la National Gallery de Londres ou l'historien Federico Zeri, qui prend soin d'ajouter : *« il y aura toujours quelqu'un pour dire que le tableau est détruit. »*

En revanche, Martin Kemp, directeur du département d'histoire de l'art à l'université d'Oxford, affirme qu'*« on ne doit nettoyer un tableau que si sa "santé" est menacée. Ce n'est pas le cas de La Joconde »*. Jacques Franck, consultant auprès du Armand Hammer Center for Leonardo Studies (Los Angeles), dit qu'un allègement du vernis *« pourrait être dangereux »*. Mais le restaurateur Bruno Zanardi rétorque qu'*« il n'existe aucun problème pour ôter un vernis d'un tableau »*.

Le Louvre a tranché la question par la voix de Jean-Pierre Cuzin, conservateur en chef du département des peintures, qui plaide pour *« un éclairage parfaitement étudié »*. Le musée travaille en effet à l'élaboration d'une salle spéciale qui permette de voir Mona Lisa dans de meilleures conditions. Sans restauration...

M. G.

★ « Le Journal des arts », 25 F.

Le roman noir de Jacques Monory aux Sables-d'Olonne

MONORY. MUSÉE DE L'ABBAYE SAINTE-CROIX, rue de Verdun, 85100 Les Sables-d'Olonne. Tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Tél. : 02-51-32-01-16. Jusqu'au 20 septembre. Musée des beaux-arts de Chartres, du 14 octobre au 4 janvier 1999. Musée municipal de Dôle, du 6 mars au 31 mai 1999. Catalogue 106 pages, 120 F.

Jacques Monory a soixante-cinq ans et plus de trente ans de peinture derrière lui, une peinture figurative comme on ne l'aime plus et comme on n'en fait plus. Monory est un solitaire. Mais on ne l'oublie pas vraiment. Son purgatoire est régulièrement rythmé par des expositions, à commencer par celles de sa galerie (Lelong). Cet été, c'est le Musée des Sables-d'Olonne qui propose un tour dans son œuvre depuis la fin des années 60 : le temps des révoltes et de la série *Meurtres* (1968), ses flingueurs, ses impacts de balles, ses morts partout, et ses jeux de miroirs prenant le spectateur dans ces images de la violence à l'américaine, qu'il s'agissait, bien sûr, de critiquer. Le temps aussi de la série *Velvet Jungles* (1969) et ses fleurs bleues empoisonnées, que Monory situe quelque part sur la piste d'Ho Chi Minh.

Le peintre a toujours opéré par série. Cela lui donne du temps et de l'espace pour raconter ses histoires hollywoodiennes dans lesquelles il s'amuse à introduire des données autobiographiques et des autoportraits en acteur. Par exemple dans *Technicolor n° 11* (1977), où le ciel est jaune, la maison rose et le sol bleu, le tueur à la mitraillette qui, au premier plan tire contre on ne sait qui, hors champ, c'est lui. Ici, il est en bonne posture, ailleurs on peut le voir en train de s'écrouler sans qu'on sache si la blessure vient d'une balle ou du cœur. Dans tous les cas l'artiste est manifestement pris entre plusieurs feux. Entre sa fascination et son rejet de l'Amérique, entre les affaires socio-politiques et les histoires privées, les faits de société et la société du spectacle, l'action et la réflexion, le rêve et la réalité, la peinture et le cinéma. De quoi nourrir une œuvre !

« MONET ÉTAIT MORT »

Celle-ci a évolué avec le temps. L'écart entre les images de référence – photos personnelles, photos de revues et photos de films – et les tableaux s'est creusé. Et il n'est pas sûr qu'elle soit désormais liée autant qu'hier à la culture cinématographique du peintre. Le polar, le film de guerre, le film-catastrophe, le film de science-fiction, et même le péplum ont nourri les scénarios de ses tableaux géants, cadrés, montés, pensés comme des adaptations du langage filmique. Depuis le début des années 90, il en va autrement. Les tableaux de plus en plus livrés au noir ont pris tournure de rébus, d'énigmes. *Le récit s'est défait, la narration* s'est transformée en monologue, en méditation sur le devenir de l'homme. Comme si de ses échappées cosmiques des années 80 – il a peint des ciels, des nuages des constellations – le peintre avait approché l'angoissante vérité. Monory vous dira simplement : *« Tout ce qu'on peut prédire pour l'avenir ne peut être que sombre, puisqu'à la fin vous devez mourir. »*

A nous de nous débrouiller avec ses signes crucifiés, ses plans fracturés, ses objets volants à peine identifiables, ses obsessions. Et cette violence toujours spectaculaire qui accompagne aujourd'hui le plaisir indicible de peindre. Fort de ce constat que « Monet était mort » – comprendre qu'il ne pouvait plus y avoir d'appréhension directe de la réalité –, hier Monory se servait du cinéma pour faire des tableaux, aujourd'hui il se sert des tableaux pour faire de la peinture. Une peinture qui a du style.

Geneviève Breerette

Gershwin swingue sur le lac d'Annecy

HOMMAGE À GERSHWIN. Compositions de George Gershwin, *Django Reinhardt*, Claude Bolling et Cole Porter. François-René Duchâble et Mark Foster (piano), Didier Lockwood (violon), Claude Bolling (piano) et son *Big Band*. Baie de Talloires, le 28 août.

TALLOIRES (Haute-Savoie)
de notre envoyé spécial

La baie de Talloires, sertie dans un cirque de montagnes, apparaît comme une anse rassurante du lac d'Annecy où les petits voiliers se balancent doucement. Depuis trois ans, la municipalité y organise des « spectacles musicaux ». Le podium est posé sur l'eau à quelques encablures du rivage. A la nuit tombante, les musiciens le rejoignent en barque, à la rame. Les lumières changeantes cernent le plateau, balaient le paysage. Pendant le concert, un grand bateau illuminé croise au loin. Sous le croissant de lune et les étoiles, la vision est magique. Le public, lui, se tasse sur les pontons, se case sur les pelouses, prend d'assaut les terrasses des hôtels, dessinant, le long du rivage, une guirlande humaine qui peut atteindre jusqu'à mille huit cents spectateurs.

Vendredi 28 août, quatre musiciens se retrouvent sur la scène flottante pour un « Hommage à Gershwin », dont on célèbre le centenaire de la naissance. Deux jazzmen, le pianiste Claude Bolling (et son Big Band) et le violoniste Didier Lockwood. Deux pianistes classiques, François-René Duchâble et Mark Foster. Duchâble, venu en voisin – il habite sur l'autre rive –, adore jouer dans des lieux insolites. Foster, par ailleurs directeur de l'Orchestre des Pays de Savoie, affectionne, lui aussi, les chemins de traverse. *« Ce qui me frappe chez Gershwin,* explique-t-il, *c'est qu'il a pu marquer, à travers des styles si divers, son originalité et dégager une force positive. »*

SONORITÉ CHALEUREUSE

Pendant deux heures, les quatre complices vont se promener à travers les grands succès du compositeur américain. Les standards (*Fascinating Rhythm, Swanee, 'S Wonderful, A Foggy Day in London Town...*) sont swingués au rasoir par les briscards de l'orchestre de Bolling et sa jeune « voix », la chanteuse Laïka. Duchâble se met au piano et donne aux trois préludes leur juste poids de dynamique rythmique et d'expression lyrique. Puis c'est le tour de Didier Lockwood, dont la sonorité chaleureuse, rayonnante, sert à merveille deux extraits de *Porgy and Bess*. Et le violoniste virtuose entraîne tout l'orchestre dans un hommage à Stéphane Grappelli composé par Bolling.

Dans une adaptation de la *Rhapsody in Blue* où trois musiciens se relaient devant le clavier, on apprécie la grandeur et la simplicité de Duchâble, la pugnacité percussive de Foster et les rattrapages de Bolling, plus à l'aise dans l'improvisation que dans la musique écrite. Le vieux swingueur conclut avec un magistral *I Got Rhythm*.

Le public, un peu refroidi – par la météo et la longue attente (le concert a commencé avec trois quarts d'heure de retard) –, se réchauffe définitivement ; juste pour le traditionnel feu d'artifice, qui, grâce à une pyrotechnie imaginative, met vraiment le feu au lac.

Pierre Moulinier

SORTIR

PARIS

Les Frères Guissé, Alioune Mbaye Nder
Pour leur dernier dimanche de la saison, les bals-concerts de La Villette donnent carte blanche à Africa Fête, association pionnière en matière de musique africaine à Paris. Créée il y a tout juste vingt ans par Mamadou Konté, aujourd'hui installé à Dakar, Africa Fête déploie désormais du Sénégal ses activités, en relation avec son antenne parisienne. De Dakar viennent justement les Frères Guissé dont le folk a déjà fait dresser l'oreille du public parisien et Alioune Mbaye Nder, ici une découverte, mais numéro un au Sénégal avec son stimulant *mbalax* (rythme phare du pays).
Parc de La Villette, Paris-19[e]. M[o] Porte-de-la-Villette. Le 30, à 17 h 30. Tél. : 0-803-306-306. Entrée libre.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A Vendre (*)
de Laetitia Masson (France, 1 h 57).
Charité Biz'ness
de Thierry Barthes et Pierre Jamin (France, 1 h 25).
Henry Fool
de Hal Hartley (Etats-Unis, 2 h 17).
Metroland
de Philip Saville (France-Grande-Bretagne, 1 h 36).
La Mutante 2 (*)
de Peter Medak (Etats-Unis, 1 h 33).
6 Jours, 7 nuits
d'Ivan Reitman (Etats-Unis, 1 h 35).
La Voix solitaire de l'homme
d'Alexandre Sokurov (Russie, 1 h 30).
Zonzon
de Laurent Bouhnik (France, 1 h 42).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Les Contes de la lune vague après la pluie
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5[e] (01-43-26-19-09).
Le Départ
de Jerzy Skolimowski. Belge, 1967, noir et blanc (1 h 30).
Le Quartier Latin, 5[e] (01-43-26-84-65).
La Fille de Ryan
de David Lean. Britannique, 1970 (3 h 15).
L'Arlequin, 6[e] (01-45-44-28-80).
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5[e] (01-43-26-84-65).

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Breaking the Waves de Lars von Trier : le 29, à 22 h ; *L'Atalante* de Jean Vigo : le 30, à 22 h.
Parc de La Villette. Prairie du triangle. 19[e] (01-40-03-76-92).
Frank Capra
New York-Miami : le 29, à 18 h, 20 h.
Action Christine, 6[e] (01-43-29-11-30).
Cinéma d'Egypte d'hier et d'aujourd'hui
Une nuit chaude de Atef al-Tayeb : le 29, à 19 h 50 ; le 30, à 22 h 10. *Une femme sur la route* d'Ezzedine Zulfiqar : le 29, à 22 h 05 ; *C'est toi mon amour* de Youssef Chahine : le 30, à 12 h 50, 18 h 20 ; *Les Rêves de Hind et Camélia* de Mohamed Khan : le 30, à 14 h 35, 20 h 05 ; *Gare centrale* de Youssef Chahine : le 30, à 16 h 40.
Espace Saint-Michel, 5[e] (01-44-07-20-49).
Jean-Luc Godard
Pierrot le fou : le 30, à 12 h 05 ; *A bout de souffle* : le 31, à 12 h 05.
Reflet Médicis III, 5[e] (01-43-54-42-34).
Cary Grant
Elle et Lui de Leo McCarey : le 30, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Grand Action, 5[e] (01-43-29-44-40).
Alfred Hitchcock
Une femme disparaît : le 29, à 18 h, 19 h 50 ; *Rebecca* : le 30, à 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5[e] (01-43-54-51-60).
Max Ophuls
Lola Montès : le 30, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ;
L'Arlequin, 6[e] (01-45-44-28-80).
Pier Paolo Pasolini
Les Contes de Canterbury : le 30, à 17 h 40 ; *L'Evangile selon Saint Matthieu* : le 30, à 19 h 40.
Accatone, 5[e] (01-46-33-86-86).
Satyajit Ray
Charulata : le 29, à 18 h 45, 21 h 15 ; *Délivrance* : le 30, à 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6[e] (01-46-33-97-77).
Orson Welles
Citizen Kane : le 30, à 13 h 30, 17 h 40.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5[e] (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
L'Amante anglaise
de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard.
Studio des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8[e]. M[o] Alma-Marceau. Le 29, à 20 h 45 ; le 30, à 15 heures. Tél. : 01-53-23-99-19. 60 F et 150 F.
Avant la retraite
de Thomas Bernhard, mise en scène d'Armand Delcampe.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, Paris 18[e]. M[o] Abbesses. Le 29, à 21 heures ; le 30, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F.
Pâte feuilletée
d'Alain Stern, mise en scène de Didier Long.
Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9[e]. M[o] Trinité. Le 29, à 17 h 30 et 20 h 45 ; le 30, à 15 heures. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F.
La Dernière Bande
de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6[e]. M[o] Montparnasse-Bienvenüe. Le 29, à 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F.
Les Mains sales
de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Dravel.
Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10[e]. M[o] Strasbourg-Saint-Denis. Le 29, à 17 heures et 20 h 45 ; le 30, à 15 h 30. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F.
Road
de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17[e]. M[o] Place-de-Clichy. Le 29, 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F.
Valse n° 6
de Nelson Rodrigues, mise en scène d'Henri Ronse.
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11[e]. M[o] Voltaire. Le 29, à 20 h 30. Tél. : 01-44-64-11-50. 60 F et 100 F.
Quintette Moraguès
Hummel : *Quintette*. Mozart : *Quintette pour piano et vent KV 452*. Ligeti : *Bagatelles*. Poulenc : *Sextuor*. Jean-Claude Henriot (piano).
Orangerie, parc de Sceaux, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine. Le 30, à 17 h 50. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.
Zumbao, Roberto Iglesias
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10[e]. M[o] Château-d'Eau. Le 29, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.

هكذا من الأصل

d'une princesse à héritage

de Galles n'est guère plus apprécié à la cour d'Angleterre, où on ne lui a pas pardonné sa diatribe dans l'abbaye de Westminster lors des funérailles de sa sœur. Sa popularité a, depuis, considérablement chuté en raison de son libertinage et de certaines initiatives contestables, comme l'ouverture d'un« Dianaland » dans le château familial d'Althorp

Mohamed Al Fayed, paria de l'establishment

LE visage. Observez le visage affable, un peu las. Il vous parle de lui bien plus que le reste. Ovale et rectangulaire à la fois. La quadrature du cercle. Or c'est précisément à ce cas de figure réputé insoluble que Mohamed Al Fayed a consacré toutes ses ressources depuis la disparition de son fils Dodi, l'amant de la princesse de Galles, tué avec elle dans l'accident du tunnel de l'Alma, le 31 août 1997. En premier lieu, le père inconsolable, effondré aux bras de sa deuxième femme, l'éblouissante Heini, entrevu à l'entrée de l'abbaye de Westminster lors des funérailles, le 6 septembre.

Pour célébrer ce fils aîné qui a apporté un peu de bonheur dans la vie de cette pauvre Diana, le milliardaire égyptien a poursuivi l'œuvre humanitaire de la « princesse du peuple » avec son propre argent : il a racheté, par exemple, le bâtiment désaffecté abritant l'ancienne école primaire fréquentée par Di, West Heath School, pour en faire un centre de réhabilitation pour enfants malades ou maltraités. L'homme de la rue est ému quand le propriétaire d'Harrods ne parvient pas à cacher son amertume devant l'indifférence envers Dodi, grand oublié du culte de Diana. *« Le monde devrait avoir une plus haute opinion de lui. Ce n'était pas un play-boy oisif comme l'ont décrit injustement les tabloïds »*, a confié l'entrepreneur au compositeur de jazz George Benson en lui commandant un hymne musical à la mémoire de celui qu'il appelle toujours *« my boy »* (mon fils).

Mais il existe aussi un Fayed différent, nettement moins séduisant. Un fauteur de troubles, dont les propos déplacés sur les soi-disant dernières paroles de la défunte ou la contestation des expertises pratiquées sur le chauffeur de la Mercedes, Henri Paul, ont choqué. Le paranoïaque, qui défend d'abord la thèse d'un complot ourdi par les services secrets de Sa Majesté pour empêcher la mère du futur roi d'épouser un Arabe, puis tourne casaque et accuse d'incompétence les deux gardes du corps du couple. Le culotté, qui exige que Tony Blair en personne vienne s'expliquer devant le Parlement sur les circonstances de la tragédie au lieu de pleurer discrètement comme le premier ministre le lui recommande. Pis, qui décide de briser l'*omerta*, la loi du silence, alors que le ministre de l'intérieur lui enjoint de ne rien faire s'il espère se voir octroyer le passeport britannique tant souhaité, mais jusque-là récusé.

Ses quatre enfants nés dans le pays, les millions versés aux organismes de charité et en impôts, la possession du magasin le plus chic de Londres et les services rendus aux compagnies britanniques par cet ex-beau-frère du marchand d'armes Adnan Kashoggi n'y peuvent rien. En raison de ses propos incendiaires, sa demande de naturalisation reste bloquée au plus haut niveau, à Downing Street. Mohamed, qui joue de la bonhomie comme d'un camouflage, traîne toujours à ses guêtres ce rapport officiel de 1990 qui avait révélé ses mensonges. Lui qui s'était présenté d'une haute lignée, élevé par des gouvernantes anglaises, n'était en fait que le fils d'un instituteur d'Alexandrie vivant dans un quartier malfamé du vieux port. Même l'article « Al » était faux.

Depuis le drame, Harrods est devenu la troisième attraction touristique de la capitale, après la tour de Londres et Buckingham Palace. Au premier sous-sol de ce nouveau lieu de pèlerinage, les visiteurs ont l'œil embué devant les portraits de Dodi et de Diana installés sur des chevalets, simplement éclairés de cierges. Mais l'œil de l'establishment, lui, reste sec. Fayed est aujourd'hui un paria à la cour qui lui a retiré tout patronage philantropique. Lord Spencer ne lui pardonne pas d'avoir dit publiquement que les deux tourtereaux comptaient se marier : l'exposition consacrée à sa sœur, dans son domaine d'Althorp, ne fait pas la moindre référence à Dodi.

Le nabab de soixante-cinq ans continue, de surcroît, à avoir maille à partir avec la justice à propos de l'ouverture non autorisée du coffre que son ennemi juré, Tiny Rowland, le fondateur de Lonrho décédé en août, avait loué à la Harrods Bank. Témoignages à l'appui, la presse n'a cessé de dénoncer l'autoritarisme du PDG de Harrods, la discipline de fer imposée au personnel, l'espionnage ou l'humiliation des collaborateurs. Sans parler de plusieurs procès intentés pour harcèlement sexuel et discriminations raciales. Dès que l'épicier de haut vol exhibe à nouveau des appétits d'homme d'affaires international, en acquérant, par exemple, les droits d'exploration d'un champ pétrolifère au large de la Thaïlande, les médias ont beau jeu de rappeler les « affaires » qui ont émaillé sa carrière : ses liens avec Papa Doc en Haïti, puis avec l'émir de Dubaï, et enfin avec le sultan de Brunei, l'homme le plus riche au monde, dont il fut le bras droit.

Comme le dit la chanson, ce mec est *« too much »*. Oui, Fayed est trop, insiste James Whitaker, chroniqueur royal du *Mirror*, qui a couvert le phénomène Diana pendant vingt ans : *« Aux yeux des Anglais, il est trop riche, trop célèbre, trop m'as-tu-vu. »* Le businessman qui choque a aussi la fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour la réalité. *« Je ne crois pas qu'elle aurait épousé Dodi, qui lui donnait beaucoup d'amour »*, ajoute notre interlocuteur. Omniprésent dans la presse britannique, Fayed, corpulent personnage à la voix grave, semble obsédé par son image. Laurie Meyer, son directeur de la communication, chargé d'actionner les leviers médiatiques, est le seul membre de l'état-major à disposer d'un bureau à côté du sien, au cœur du pouvoir de Harrods, au cinquième étage. Tel un jardinier, cet ancien présentateur-vedette du journal de Sky Television arrache les mauvaises herbes sans tenter d'éclaircir les taillis.

« Omnia, omnibus, ubique » (Tous, tout, partout) : levant les yeux sur le fronton de Harrods, Mohamed l'Egyptien voit-il comme une évocation de son propre sort dans la devise de l'établissement sans lequel Londres ne serait pas Londres ?

CHEZ Harrods, on trouve de tout, 250 000 objets différents, de la simple aiguille à une table en cristal. Le sectarisme serait d'ailleurs une faute de mauvais goût. Et une bourde commerciale, à en croire le fabuleux chiffre d'affaires – 5 milliards de francs – réalisé en 1997 par cette compagnie privée comprenant non seulement l'envoûtant grand magasin, mais une banque privée, une agence immobilière, un courtier d'assurance, un pôle médias, un héliport. *« Une formidable machine à faire de l'argent »*, assure Richard Hyman, président de Verdict Research, spécialiste de la distribution. Mohamed est le seul actionnaire du groupe, avec son frère Ali, vice-président. Ce dernier, qui vit aux Etats-Unis, et préside quatre fois par an le conseil d'administration, passe pour la tête financière. Le troisième frère, Saleh, n'est pas impliqué dans les affaires.

« Mohamed est un homme de grande vision. C'est un bâtisseur qui se considère comme le gardien de la réputation du nom, un devoir sacré. » Comme l'indique George Hawkins, directeur financier de Harrods, le patron dépense sans compter pour étendre son empire. Parmi ses aménagements pharaoniques figurent la construction autour du magasin d'un « Harrodspolis » sur trois hectares, comprenant un hôtel cinq étoiles de cent quarante et une chambres copié sur le Ritz parisien, un immeuble d'appartements de luxe et un gigantesque parking souterrain. Malgré ces énormes investissements, les bénéfices ont triplé depuis l'acquisition en 1985 de cette maison au bord de la faillite. *« Il est accessible, n'a pas d'idées préconçues et prend très vite les décisions »*, insiste la Française Muriel Zingraff, directrice du département produits de beauté, qu'il est venu chercher chez L'Oréal.

> « Il n'a pas compris que la gentry sait vivre aux crochets des parvenus sans rien donner en retour »

On lui connaît de nombreuses propriétés, dont une maison fortifiée dans le Surrey, un château en Ecosse, une villa à Saint-Tropez, un yacht magnifique, le *Jonikal*, des hôtels somptueux, deux avions, sept Rolls Royce Phantom VI et autres gadgets frappés aux couleurs vert et beige de Harrods. Mais pareil train de vie n'a rien d'exceptionnel quand un magnat veut distraire son monde.

Il est entouré de quatre-vingts gardes du corps, est apparemment obsédé par les microbes, et aime jurer comme un charretier. Mais il s'agit là d'excentricités plutôt inoffensives. Des clefs du vrai pouvoir en Grande-Bretagne, la banque, la loi, la presse, le foot, il ne possède que des miettes. La petite Harrods Bank ? La Banque d'Angleterre lui a enlevé tout pouvoir de gestion. Le magazine *Punch* ? Prestigieux, mais périclitant. La station de radio Liberty ? Diffusée sur ondes moyennes, son audience est limitée. Le club de football de Fulham FC, son dernier dada ? L'équipe dirigée par le célèbre Kevin Keegan se traîne en deuxième division.

Jamais un parfum de scandale n'a transpiré de sa vie privée. Dans le monde des affaires, il a, certes, beaucoup d'ennemis, mais ces requins de la finance sont loin d'être des anges. Le nabab a toujours refusé de dévoiler l'origine des fonds apparemment inépuisables qui lui ont permis de racheter Harrods. Pour beaucoup, il n'est en fait qu'un homme de paille du sultan de Brunei. Peut-être, mais que sait-on, à vrai dire, sur l'étendue de la richesse d'un Richard Branson, fondateur de Virgin ou du patrimoine du duc de Buccleuh, premier propriétaire terrien du royaume ?

Il y a donc autre chose derrière cette « chasse à l'homme » dont Fayed estime, à juste titre, être la cible. Pour en saisir les vrais motifs, comme toujours en Grande-Bretagne où les divisions de classes sont plus fortes qu'ailleurs, il faut analyser les clefs, signaux et codes sociaux.

Dans le salon d'attente des appartements privés évoquant irrésistiblement un boudoir, trône un cadre enfermant le certificat de l'ordre royal de Victoria et sur lequel on peut lire : *« Mohamed Al Fayed, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Mairie de Paris, BA de l'université d'Alexandrie, président de Harrods, etc. »* Ce titre de chevalier, prérogative du seul souverain, est l'unique distinction britannique digne de ce nom dont Mohamed peut se targuer. En vérité, cet honneur a été décerné à l'institution, pas à son chef, comme nous le précise un porte-parole du College of Arms, l'organisme responsable du contrôle des armoiries. Tout est là.

Car pour son malheur, depuis son arrivée à Londres dans les années 70, Fayed n'a eu cesse de courtiser le vieil establishment britannique dans l'espoir de devenir un vrai *british gentleman*. C'est le genre de péché mignon que la bonne société, qui sait remettre un arriviste à sa place, ne pardonne pas. *« Avec Fayed, il y a malentendu. Sur les rives de la Méditerranée, tout cadeau est basé sur la réciprocité. Il n'a pas compris que la gentry anglaise sait comment vivre aux crochets des parvenus sans rien donner en retour. Son drame est d'avoir voulu à tout prix se notabiliser tout en transgressant les lois supérieures de la bonne société qui n'absout pas les prouesses de l'argent »*, affirme l'Américain Harold Brooks-Baker, éditeur du Burke's Peerage, l'équivalent britannique du Bottin mondain et fin connaisseur de la scène *upper class*.

A première vue pourtant, la fréquentation assidue de la noblesse l'a peu changé. Fayed n'a pas attrapé *« the touch »* condescendante, distante, introvertie, froide que certains, à tort ou à raison, associent au beau monde. Mais, en même temps, ce personnage affectif et très démonstratif a tout fait pour gommer son profil méditerranéen. Motivé par ce constant souci d'assimilation, l'entrepreneur de Knightsbridge a gardé ses distances avec la communauté arabe de Londres, forte et dynamique, à qui son succès d'entrepreneur a donné pourtant un sentiment de fierté.

Ce musulman pratiquant a systématiquement boudé les cocktails des ambassades proche-orientales, les bals de charité ou les nombreuses collectes en faveur de la cause palestinienne. On le dit proche du président égyptien, Hosni Moubarak, dont l'épouse Susan fait souvent appel à sa générosité pour financer certaines campagnes caritatives. Ce n'est pas un hasard si, cette saison, les footballeurs de Fulham ont revêtu un maillot aux couleurs égyptiennes.



Mohamed Al Fayed devant les portraits de Dodi et de Diana, installés au premier sous-sol de son grand magasin londonien Harrods. Ce lieu de pèlerinage est la troisième attraction touristique de la capitale anglaise. Lord Spencer ne lui pardonne pas d'avoir dit publiquement que la princesse de Galles comptait se marier avec Imad Al Fayed.

TOWNSLEY / SIPA PRESS

Après avoir cherché à tout prix l'intégration, Mohammed Al Fayed, indubitablement meurtri par la désaffection de l'establishment, ne souffre plus d'être un marginal. La tragédie du pont de l'Alma semble avoir servi de déclic à un retour aux sources. *« Mohamed va se battre. On a oublié un peu trop vite qu'il avait, lui aussi, beaucoup souffert. »* Le message de ce proche est clair : la respectabilité, l'homme venu d'ailleurs n'en veut plus. A l'issue de la confrontation de huit heures devant un juge parisien au cours de laquelle la mère de Diana, Frances Shand Kydd, ne lui a jamais adressé la parole, il a lancé comme un défi : *« Je suis fier d'être un Egyptien d'origine modeste. »*

M. R.

Jean-Jacques Barberis
Film. Sam Sheppard (v.o.).
Mahé (Siebel), Denize (Marthe).
22.55 Michel Plasson, chef d'opéra.

هكذا من الاهل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Reconstruire le FMI

EN l'espace de deux semaines, la crise financière russe est devenue planétaire. Née en Asie il y a quatorze mois, la grande peur des investisseurs face aux marchés émergents et ses conséquences – fuite des capitaux, dévaluations, faillites et récessions – se répand comme une traînée de poudre. Tels des dominos, les monnaies et les places boursières chutent, démontrant, si besoin était, la réalité de la mondialisation financière.

D'un point de vue purement économique, la contagion semble absurde. Les économies émergentes de l'est de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Asie ne sont pas vraiment en concurrence les unes avec les autres. Mais les acteurs des marchés sont les meilleurs adeptes d'un comportement moutonnier. Leur peur ici entraîne leur panique là. L'amalgame est roi. Si bien que des pays aussi différents économiquement et politiquement que la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie se sont effondrés et que d'autres comme le Brésil, le Mexique, le Canada, la Norvège et la Pologne sont aujourd'hui menacés.

Cette crise démontre, après celle du Mexique en 1994 et de l'Asie lors de l'été 1997, que si l'économie et, plus particulièrement, la finance se sont mondialisées, leurs modes de régulation n'ont pas suivi. L'opinion, les décisions, voire les caprices des deux cents plus grands investisseurs de la planète, pour la plupart américains ou japonais, gérants de sicav, d'épargne-retraite, d'assurance-vie ou de fonds spéculatifs, ont un effet immédiat sur les marchés et la vie économique, politique et sociale de toute la planète. Leur aversion soudaine pour le risque, pour les pays émergents ou pour les économies dépendantes des cours des matières premières, provoque des déstabilisations simultanées d'un continent à l'autre.

Les institutions utiles mises en place il y un demi-siècle – Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, BIT, OCDE – ne parviennent plus à éviter les secousses. C'est qu'elles ne correspondent plus aux exigences de notre temps. Le pompier de service, le FMI, sur lequel il est facile de faire porter les critiques, a tout de même réussi, au cours des dernières années à endiguer l'effondrement de pays comme le Mexique, la Thaïlande, les Philippines, la Corée du Sud ou l'Indonésie.

Mais, par la faute du Congrès américain, il n'a plus aujourd'hui les moyens d'intervenir en faveur d'un nouveau pays menacé par une faillite. Le FMI a peut-être fait son temps, dépassé par la nouvelle donne planétaire. Cela n'en rend que plus nécessaire et urgent l'existence d'un régulateur politiquement incontestable, à la dimension de l'économie monde.

La victoire par K-O il y a dix ans du modèle occidental et du capitalisme à l'anglo-saxonne, construit autour et à partir des marchés financiers, est apparue comme une véritable chance de développement et de démocratisation pour de nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et de l'est de l'Europe. Il ne faudrait pas que les flux et reflux inconsidérés, incohérents et incontrôlés d'une masse considérable de capitaux aient pour effet de déstabiliser des démocraties en gestation.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Stockholm, carrefour de la charité

ILS VENAIENT de partout, trouvant leur réconfort à se compter cinq cents en arrivant au port... de Stockholm. Ainsi serait-on tenté de commencer un reportage sur ce XVII[e] congrès international de la Croix-Rouge qui réunit pour la première fois ici depuis la guerre cinq cents délégués environ des différentes nations qui souscrivirent depuis 1864 aux principes généraux de la convention de Genève ; celle-ci groupait alors, sous l'impulsion d'Henri Dunant, dix-sept gouvernements qui formèrent le noyau de cette organisation internationale.

La raison politique ayant des raisons que le coeur ne comprend pas toujours, on déplorera sans surprise excessive de ne pas retrouver à la place qui leur était pourtant réservée *dans l'hémicyle du* Parlement suédois les représentants de tels pays d'Europe centrale ou orientale apparemment soucieux pourtant de préoccupations humanitaires.

Qu'ils ignorent la gentillesse de l'accueil qui fut fait à tous ici, cette parfaite ordonnance des manifestations qui se dérouleront jusqu'au 1[er] septembre ; qu'ils n'aient point l'occasion de voir s'effilocher au vent salin du lac Malar les mèches de paille des filles scandinaves coiffées de lin blanc ; qu'ils abandonnent à d'autres palais que les leurs la saveur de l'aquavit ou des harengs à la crème ; tout cela ne saurait motiver que des regrets de personnes.

Il se trouve, hélas !, que c'est ici la personne humaine en son universalité, dans ce qu'elle a d'indissociable, dont le sort se débat, et l'on ne peut que regretter certaines *abstentions*.

Henry Magnan
(31 août 1948.)

LE COURRIER DES LECTEURS

Les démêlés politico-judiciaires du président Clinton comme la décision des Etats-Unis d'intervenir au Soudan et en Afghanistan ont incité nombre de lecteurs à nous faire part de leurs réflexions, tant sur la question de la vie privée de l'homme public que sur le sens et les conséquences de l'action militaire américaine. *Dans un tout autre domaine*, le 83e congrès de l'association mondiale de l'espéranto (*Le Monde* du 8 août) nous a, lui aussi, valu un courrier abondant et vif.

LA VIE PRIVÉE DE L'HOMME PUBLIC

Chaque démocratie a, en effet, son lot de scandales politico-sexuels. Défendre comme le fait Alexandre Adler (*Le Monde* du 25 août) la thèse du « *complot* » ne relèverait-il pas plutôt d'un délire d'interprétation ? C'est, à tout le moins, faire bien peu de cas de la question de savoir s'il importe au salut d'une démocratie que la vie privée de ses hommes politiques soit établie au grand jour. Gladstone ne disait-il pas que « *la vie privée de l'homme public est publique* » ?

Le dictionnaire politique de 1842, d'inspiration incontestablement libérale et démocratique, se référait à Royer-Collard lorsqu'il définissait la vie privée : « *La Vie Privée doit être murée, a-t-on dit.... A l'égard des simples citoyens, de ceux dont l'influence n'est point à craindre, on conçoit jusqu'à un certain point que la loi protège une obscurité volontaire. Mais celui qui veut se mêler des affaires publiques, celui qui veut exercer la vie publique, ne peut plus revendiquer la même tolérance. La Vie Privée éclaire la valeur publique d'un homme, il faut qu'elle puisse être perpétuellement recherchée et examinée. Et ceci est dans l'intérêt de tout le monde, de l'individu aussi bien que de la société : car le droit d'examiner... est le meilleur garant contre la calomnie.* » Ce à quoi le Conseil d'Etat, dans ses considérations générales sur « la transparence et le secret » *(Rapport public 1995)*, objecterait non sans raison que « *trop de transparence recrée aussi, à l'évidence, de l'opacité ; à trop donner à voir, on ne montre plus rien* » !

Là où le secret de la vie privée s'affirme comme l'antithèse de la transparence des hommes politiques, l'idée n'en prévaut pas moins que les hommes politiques, dans les démocraties contemporaines, sont à même de revendiquer le bénéfice des dispositions applicables au tout-venant des citoyens pour protéger leur vie privée. Le fait d'être un homme politique serait toutefois de nature à limiter la protection due à la vie privée lorsque certains aspects de celle-ci seraient préjudiciables aux fonctions politiques exercées.

Ainsi l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, par exemple, considère-t-elle dans sa résolution nº 428, discutée et adoptée le 23 janvier 1970, que les personnes qui jouent un rôle dans la vie publique ont droit à la protection de leur vie privée comme le simple particulier, « *sauf dans les cas où celle-ci peut avoir des incidences sur la vie publique* ».

Reste qu'il est parfois difficile de savoir où commence la vie privée d'un homme politique et, tout en préservant la liberté et la dignité du débat démocratique, comment concilier le droit fondamental d'une personne exerçant des fonctions électives au respect de sa vie privée et la revendication non moins légitime du droit du public à la transparence, notamment sur les caractéristiques de ceux qui sollicitent son suffrage.

Puisque le choix de tout mandat électoral impose de rendre compte, tout homme politique s'expose à ce que son électorat veuille savoir si sa vie privée est cohérente avec les énoncés de son programme. Est-il acceptable qu'un homme politique s'érige en défenseur d'une morale qu'il ne pratique pas ?

Le simple *quidam* peut-il seulement exiger des hommes politiques qu'ils montrent l'exemple et soient irréprochables moins en référence à la morale que parce qu'ils se permettent, dans le même temps, de demander aux uns et aux autres de faire des efforts ? Tout un chacun ne saurait soutenir que la question ne se pose pas.

Denis de La Burgade
Viroflay (Yvelines)

QUEL AVENIR POUR L'ESPÉRANTO ?

Les remarques de Michel Roussin sont très pertinentes dans son article sur la francophonie (*Le Monde* du 15 août).

Toutefois, je ne partage pas entièrement son point de vue, lorsqu'il écrit que « *le projet francophone est le dernier rempart contre l'uniformisation en cours* » ! Aurait-il déjà oublié que le français a été naguère un puissant agent d'uniformisation dans les anciennes colonies, par exemple en Afrique où il a sonné le glas de nombreuses langues africaines ? Un rempart contre l'uniformisation serait le recours à une langue neutre, comme le fut le latin au Moyen-Âge, seul garant de « l'unité dans la diversité ». Ce pourrait être aussi l'espéranto auquel il fait allusion dans son texte. L'emploi de cette langue dans un milieu interethnique, interculturel, permet aussi de conserver et d'encourager la diversité, tout en permettant une unité nécessaire pour le dialogue dans le respect mutuel de la langue, de la culture, de la dignité de chacun. (...)

Par ailleurs, cela permettrait de promouvoir un réel et sain plurilinguisme tous azimuts, et d'échapper ainsi à une anglicisation inéluctable... si l'on persiste à *suivre la voie actuelle*.

Cela, tout observateur objectif aurait pu le constater lors du 83[e] congrès de l'Universala Esperanto-Asocio qui s'est tenu au début du mois à Montpellier. (...)

Contrairement à ce que l'on pouvait lire dans vos colonnes du 8 août, ce congrès n'est pas la seule rencontre internationale pour les usagers de l'espéranto. Même si c'est la plus importante parmi les quelque 200 organisées annuellement, de par le monde et sur les sujets les plus divers, avec l'espéranto comme unique langue de travail.

Personnellement j'ai l'occasion de pratiquer quotidiennement l'espéranto, langue qui me sert au moins dix fois plus que le français dans mes contacts internationaux.

Ceci dit, il est vrai que la francophonie pourrait consacrer son énergie, son temps et son argent à des actions concrètes pour améliorer l'enseignement du français dans les écoles.

Germain Pirlot
Oostende (Europe Unie)

PAUVRE KOSOVO...

Les Américains n'ont pas tardé : quelques jours après les attentats contre leurs intérêts au Kenya et en Tanzanie, Bill Clinton a lancé des représailles contre des sites *terroristes en Afghanistan* et au Soudan.

(...) Cette urgence n'a pas fait l'objet de longues concertations. Il n'y a pas eu besoin de décision du Conseil de sécurité des Nations unies pour intervenir, s'ingérer sur le territoire d'un Etat internationalement reconnu.

Quand il s'agit de sauver un peuple, victime d'une politique de purification *ethnique, les discussions avant intervention* peuvent durer des années et l'autorisation du Conseil de sécurité devient un frein. Cette situation, *c'est celle du Kosovo. Et c'est bien* aux Albanais et à leur leader non-violent, qui durant huit ans a fait preuve de retenue et de patience, que l'on a signifié avec force persuasion que l'on ne peut pas intervenir dans la précipitation.

Puisque la politique internationale est ainsi faite, nous attendons donc avec impatience les prochains gros ennuis de M. Clinton. A ce moment-là, c'est peut-être l'intervention en Yougoslavie qui deviendra urgente.

Jean-Yves Carlen
et Stève Duchêne
Lutterbach (Haut-Rhin)

Quelle culture pour l'Europe ?

Suite de la première page

Ils sont bien sûr tous d'accord pour qu'un maximum de budgets, de commandites et de mécénats soient distribués à la recherche scientifique, aux instituts d'histoire et de sociologie, ainsi qu'aux musées et aux écoles de musique.

Depuis quelques années, ils réclament des fonds d'aide au cinéma et au théâtre. Mais il s'agit bien, *et seulement, d'une administration* de la culture dispensée. Car ces mêmes hommes sont absolument opposés, et ils ont raison, à ce que l'on intervienne dans aucune espèce de forme de la création. Ils ne veulent pas entendre parler d'une politique culturelle européenne qui serait prescriptive et orthodoxe, même lorsqu'ils conviennent que l'architecture et l'urbanisme réclament une symbiose entre les créateurs et les pouvoirs.

En fait, les artistes en général n'osent pas toujours avouer leurs pensées secrètes : ils estiment, dans leur intime, avec André Gide, que « *l'art vit de contraintes et meurt de liberté* ». Ils ne conviennent pas non plus qu'ils rejoignent le poète anglais John Davenport pour affirmer que « *l'art se nourrit de ce que la culture condamne* ». Autrement dit, pour eux, la culture créatrice, c'est seulement l'art, tandis que la culture dispensée est en définitive la morale. Il peut sans doute y avoir de grandes causes morales au service desquelles les artistes décident de mettre leur prestige. Mais ce n'est pas au nom de l'esthétique. Le créateur et ses oeuvres s'installent non dans les archétypes platoniciens du Bien et du Beau confondus, mais dans une région nietzschéenne « *Par-delà le Bien et le Mal* ». On peut déplorer qu'un sort injuste ait donné du talent à des écrivains comme Ezra Pound, Knut Hamsun ou Céline, qui ont célébré l'avènement du nazisme. On ne peut hélas refuser à leurs oeuvres une dimension culturelle.

En revanche, il existe bien une culture politique, radicalement différente d'une politique de la culture. Et cette notion relève bien, elle, de ce que l'on appelle désormais les valeurs, c'est-à-dire de l'ensemble des principes moraux systématisés dans une éthique. Dans cette perspective, il y a bien aujourd'hui une culture politique occidentale. On peut même dire qu'elle a été *plébiscitée*, en novembre 1989, avec l'effondrement du mur de Berlin. En gros, cette culture est essentiellement nourrie par la démocratie, mais aussi, et c'est essentiel, par l'économie de marché. Novembre 1989 a sans doute sonné le glas de la barbarie totalitaire soviétique en effectuant l'unification des deux Allemagnes, mais il a consacré en même temps la victoire d'un capitalisme occidental et atlantiste, ainsi que de la *pax americana* qu'il incarne.

La construction de l'Europe s'est alors insérée au milieu de cet atlantisme *nettement anglo-saxon avec* l'ambition vaguement évoquée, et plus ou moins partagée, de corriger, d'infléchir et d'européaniser les valeurs atlantistes. Or il y a deux pays qui passent pour être librement inconditionnels à l'égard des Etats-Unis, ce sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Quant aux autres pays européens, à l'exception probable de la France, ils sont aussi inconditionnels, mais non librement.

Cette réputation d'inconditionnalité vis-à vis des Etats-Unis est-elle injurieuse ? Margaret Thatcher l'a longtemps et hautement revendiquée, même si elle s'est opposée à George Bush à propos de l'Allemagne (elle était prête à s'allier à la France, c'est-à-dire au diable, pour éviter la réunification). Le comportement de Tony Blair pendant la dernière crise du Golfe n'a pas été en reste sur celui de la Dame de fer. Helmut Kohl a été le premier à se rallier à la position de Bill Clinton dans la phase dangereuse du début de 1998. Il vient d'être à nouveau le premier à approuver les bombardements de l'Afghanistan et du Soudan en réponse aux attentats terroristes.

Cependant, la réputation des Allemands est surtout fabriquée par les Américains eux-mêmes. L'ambassadeur actuel des Etats-Unis à Bonn, personnalité remarquable qui a occupé de hautes fonctions au département d'Etat, n'a jamais manqué d'exposer à ses visiteurs qu'il y avait un axe Washington-Bonn sur toutes les questions essentielles et que les gesticulations européennes n'avaient pas le moindre intérêt. Sur le commandement des Forces atlantiques, sur le rôle des Nations unies, sur le soutien à la politique hégémonique de l'Ouganda en Afrique et sur maints sujets industriels et financiers d'importance, on ne pouvait jamais, selon lui, séparer le couple Etats-Unis - Allemagne, couple dans lequel, à l'entendre, l'élément masculin n'était pas nécessairement germanique.

On peut mieux comprendre ainsi qu'il ne peut pas y avoir d'Europe culturelle sans une culture politique originale de l'Europe. Et que *cette culture devra se définir par* rapport aux Etats-Unis. Il ne s'agit pas du tout de se poser en s'opposant, ni de se livrer à un anti-américanisme qui confondrait logique d'hégémonie et impérialisme. Mais il faut avoir des idées fermes et *précises sur l'identité culturelle* politique de l'Europe.

> Il n'est pas exclu que la monnaie unique donne naissance à un patriotisme européen

Or la plupart de ces idées fermes et précises ne tournent pas autour de l'illusion de susciter partout des petits Mozart et des petits Einstein. La création culturelle n'est vraiment brimée nulle part en Occident et elle explose dans les pays où l'on prétend l'étouffer : la rentrée romanesque est dominée en France *par le nombre des femmes* et des Algériens, et plus précisément par les oeuvres de deux romancières algériennes. Ce n'est pas la création que l'on peut asphyxier. Ce sont les droits de l'homme qu'on viole. L'identité culturelle occidentale, c'est d'abord de défendre les droits de l'homme. Mais l'identité culturelle européenne, c'est peut-être, qu'on le veuille ou non, la capacité de *concilier l'idéalisme moral* et *le* réalisme politique à l'intérieur d'une économie de marché et d'un monde où les compétitions ne cessent que pour sombrer dans le chaos des interventions extérieures.

Il se peut d'ailleurs que, dans cette recherche d'une éthique politique, on finisse par rejoindre l'esprit des pionniers du capitalisme qui ne concevaient pas la création de la richesse sans l'obligation religieuse de la répartition. Tocqueville a souligné, et François Furet a rappelé, combien l'idée de profit était à l'origine liée à celle du puritanisme. Cela était vrai jusqu'à l'ère des managers et avant l'ère des spéculateurs. C'est aussi sans doute le plus stupéfiant des paradoxes.

S'il y a aujourd'hui des prolongements à ce puritanisme initial, ils sont juridiques, constitutionnels et ils débouchent sur cette société qui a les vertus de la transparence et les vices de la délation. Une société où l'ordre moral n'est brandi de temps à autre que pour condamner au malheur les vaincus de la compétition et les victimes du désordre des moeurs. Il y a cependant *une incontestable victoire des* Etats-Unis qui leur procure les mérites dont on a crédité l'Empire romain : elle consiste à concilier des mondes différents en accueillant tous les immigrés de la planète. Mais cette victoire ne supprime en rien le fait que, à l'intérieur de la *pax americana*, il est impossible pour les autres nations de s'affirmer sans résister à l'uniformité despotique imposée par Washington.

Encore une fois, il ne s'agit pas de procès qui serait fait à une superpuissance au nom du ressentiment *des plus faibles, mais de l'in*dépendance à reconquérir par un subcontinent qui doit devenir un rival des Américains. Il n'est pas exclu en effet que la monnaie unique donne naissance à un patriotisme européen (contrairement à ce que prétendait Oskar Lafontaine). Mais ce patriotisme suscitera le besoin de se poser solidement sur le socle d'une identité à défendre, radicalement différente de celle des Etats-Unis d'Amérique. L'invention d'une Europe sociale élaborée par une série de gouvernements sociaux-démocrates européens est un commencement important d'originalité, qui d'ailleurs en plus répond à certains besoins nouveaux de la société américaine elle-même. Mais dans le monde conflictuel, bouleversé de l'affrontement des cultures et du choc des civilisations, je ne crois que l'on puisse disposer réellement d'une indépendance et d'une identité à l'intérieur de l'Occident et en marge des *Etats-Unis si l'on ne dispose* pas d'une politique étrangère autonome et si l'on ne s'en donne pas les moyens. A ce titre, l'identité culturelle européenne se vérifiera à chaque *action extérieure concertée* des Européens eux-mêmes.

Jean Daniel

هكذا من الأهل

DISPARITIONS

■ **JULIETTE GATEAU**, une des chevilles ouvrières d'un important réseau de la *Résistance française* durant la seconde guerre mondiale, est morte, mercredi 26 août, à Poitiers (Vienne). Née le 3 janvier 1900 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), Juliette Gateau entre dans la Résistance en octobre 1941 comme adjointe de son mari dans un réseau de renseignement et de liaison. En France occupée, elle organise des réceptions d'armes et des vols d'avions Lysander de la Royal Air Force qui convoient clandestinement des agents de renseignement britanniques et des résistants français. Fournissant des informations très importantes aux Alliés, elle participe à plusieurs parachutages et elle héberge des officiers alliés, parfois blessés. Arrêtée à Poitiers le 19 février 1944, elle est déportée, deux mois plus tard, au camp de concentration de Ravensbrück, en Allemagne, un camp principalement réservé aux femmes, d'où elle est libérée le 3 mai 1945. Son mari est décédé en déportation. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance, Juliette Gateau était commandeur de la Légion d'honneur.

■ **FREDERICK REINES**, physicien américain qui a obtenu, avec *Martin Lewis Perl, le prix Nobel de* physique en 1995, est mort, mercredi 26 août, à l'université de Californie d'Irvine, des suites de la maladie de Parkinson. Né le 16 mars 1918 à Paterson (New Jersey), Frederick Reines est considéré comme le père de la physique du neutrino. Il avait prouvé l'existence de cette particule fugace en 1956 avec son collègue Clyde Cowan, bouleversant ainsi la physique et jetant les bases du « modèle standard », sorte de bestiaire des particules élémentaires de la matière (*Le Monde* du 13 octobre 1995). Diplômé de l'université de New York (1944), il avait commencé sa carrière au laboratoire scientifique de Los Alamos (Nouveau Mexique), dont il dirigea la division théorique, supervisant notamment les expérimentations effectuées sur l'atoll Eniwetok (1951). Ses travaux sur les bombes A et H lui donnèrent accès au réacteur de Savannah River, qu'il utilisa pour détecter la présence d'antineutrinos libres, en déduisant l'existence du neutrino. Il est l'auteur, entre autres publications, d'un ouvrage sur *Les Effets des armes atomiques*.

NOMINATIONS

COUR DES COMPTES

Marie Pittet, administrateur civil, **Jean-Christophe Potton**, administrateur civil, et **Omar Senhaji**, agent contractuel, ont été nommés conseillers référendaires à la Cour des comptes au tour extérieur, par décrets du président de la République publiés au *Journal officiel* du 27 août.

[Née le 15 avril 1954 à Cannes, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, agrégée de sciences naturelles, Marie Pittet intègre le ministère de la culture et de la communication à sa sortie de l'ENA (1984-1986). Elle est secrétaire générale au Centre national des arts plastiques de 1987 à octobre 1988, chef du département du livre à la direction du livre et de la lecture d'octobre 1988 à juin 1990, puis directeur administratif et financier de l'Ecole nationale du patrimoine de septembre 1990 à octobre 1994. Depuis cette date, Marie Pittet était détachée à la Cour des comptes en qualité de rapporteur.]

[Né le 13 décembre 1960 à Lyon, Jean-Christophe Potton intègre le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation à sa sortie de l'ENA (1985-1987). Il est responsable du fonds ingénierie à la direction des relations économiques extérieures (DREE) de juin 1987 à janvier 1992, conseiller commercial à New York de janvier 1992 à mai 1994, chef du bureau des interventions financières spécifiques à la DREE d'octobre 1994 à juillet 1995. Il est nommé conseiller technique aux cabinets d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, et d'Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat aux finances, de juillet à août 1995. Il conserve cette fonction aux cabinets de Jean Arthuis, ministre de l'économie, des finances et du plan, et d'Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, d'octobre 1995 à juin 1997. Depuis cette date, Jean-Christophe Potton était inspecteur des services à la DREE.]

[Né le 4 juin 1953 à Rabat (Maroc), Omar Senhaji fait partie des élèves étrangers de la promotion Voltaire (1978-1980) de l'ENA. Il est chargé de mission au service du financement du Commissariat général du Plan de 1982 à 1984, adjoint, puis chef du service des études et de la recherche de 1984 à 1989, chef de la mission de synthèses et de planification et chef du service de l'innovation et de l'action régionale à la direction générale de la recherche et de la technologie, au ministère de la recherche et de la technologie, de mars 1989 à janvier 1990. Depuis cette date, Omar Senhaji était secrétaire général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar).]

CITÉ DES SCIENCES

Gérard Métoudi, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur général de la Cité des sciences et de l'industrie.

[Né le 29 septembre 1947 à Constantine (Algérie), Gérard Métoudi est agrégé de lettres et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1984-1986). A sa sortie de l'ENA, il intègre la Cour des comptes. Il a été notamment directeur du cabinet de Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale (1991-1992), puis directeur des ressources humaines au ministère de l'environnement (1992-1994). Depuis novembre 1996, Gérard Métoudi était directeur général des services départementaux de la Nièvre. Il a par ailleurs été délégué national du PS chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'Etat de février 1996 à novembre 1997.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 28 août sont publiés :

● **Administration :**

– un décret portant création de la mission interministérielle de soutien technique pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans l'administration, placée sous l'autorité du premier ministre ;

– un décret instituant auprès du secrétaire général du gouvernement un comité des publications, chargé d'étudier les questions posées par l'édition et la diffusion des publications émanant des services et établissements publics administratifs de l'Etat, de tenir l'inventaire permanent de ces publications et de veiller à la rationalisation des modalités de leur édition ainsi qu'à leur bonne diffusion. Le décret qui instituait une commission de coordination de la documentation administrative est abrogé.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Depuis le 20 août 1998 à 15 h 35,

Carmine

sourit au monde.

Laurence et Olivier
GREUSARD-DEFFEUILLE,
25, rue du Chariot-d'Or,
69004 Lyon.

Caroline de GRUYTER
et Thierry BÉCHET
sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie Pepita Alba,

le 27 août 1998.

Boîte postale 22 207,
Mont des Oliviers,
Jérusalem.

Anniversaires de naissance

– 30 août 1958-30 août 1998.

Heureux anniversaire,

Albert.

Annie, Laura et Benjamin.

Mariages

Judy *et* Henri GUÉRON,
Rachel et Isaac Marc COHEN,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Michèle et Daniel,

célébré le 30 août 1998, à New York.

Anniversaires de mariage

– La Cluse, 31 août 1933.
Belley, 31 août 1998.

De Lyon, Bourg, Paris et d'ailleurs, toute la famille souhaite à

Pierre et Blanche

un joyeux anniversaire pour leurs soixante-cinq ans de mariage !

Décès

– La baronne Robert d'Anethan
a l'honneur de faire part du décès de

Robert Guy Jean-Marie Jules

baron d'ANETHAN,

époux de la comtesse
Astrid de LIEDEKERKE,

né à Bruxelles le 1er janvier 1933 et décédé inopinément à Paris, le 25 août 1998.

Le service religieux, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Tourneppe (Dworp-Brabant), sera célébré en l'église Notre-Dame au Sablon, à Bruxelles, le mercredi 2 septembre, à 11 heures.

avenue des Klauwaerts, 29,
1050 Bruxelles.

– Le grand commandeur
Bernard Genetet,
Et les très illustres frères du suprême conseil du grand collège des rites du Grand Orient de France,
ont la tristesse de faire part de la disparition du très illustre frère

Guy JAMET.

Cérémonie au cimetière de Fontenay-sous-Bois, 114, boulevard Gallieni, le jeudi 3 septembre 1998, à 16 h 45.

Gémissons, gémissons, espérons.

– L'administrateur de l'Ecole française d'Extrême-Orient,
Le conservateur,
L'ensemble des personnels administratifs,
Les chercheurs en France et en Asie,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul OLRY,
ancien agent comptable
de l'Ecole française d'Extrême-Orient,

survenu le jeudi 27 août 1998, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Il s'est dévoué pendant de longues années au service de notre institution.

Une cérémonie religieuse précédant les obsèques aura lieu le lundi 31 août, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Chaville (Hauts-de-Seine).

Ecole française d'Extrême-Orient,
22, avenue du Président-Wilson,
75116 Paris.

– Le président du conseil d'administration,
Le directeur général et le personnel de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM),
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul OLRY,
trésorier principal,
agent comptable de l'établissement,

survenu le 27 août 1998.

Ses obsèques auront lieu le lundi 31 août, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Chaville (Hauts-de-Seine).

– Isabelle et Gérard Van de Putte,
Nicole et Théodore Kass,
Martine et Jean-Loup Consigny,
Jean-Pierre et Roselyne Raffard,
ses enfants,
Bruno, Christine et Florence,
Philippe, Marie-Catherine, François (†) et Véronique, Anne, Emmanuelle et Pascale,
Nicolas, Béatrice et Sigolène,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
ses arrière-petits-enfants,
Bernadette Arfel,
sa filleule,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 25 août 1998, de

Mme Georges RAFFARD,
née Marthe BLANC,

dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Elle a rejoint son époux,

Georges,

décédé le 8 mai 1984, et sa fille,

Michèle,

décédée le 7 mai 1977.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1er septembre, à 11 heures, en l'église de Dormans (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Nice. Sidi Bel Abbès. Casablanca.

Mme Isabelle Ramajo, née Domenech,
Jean-Christophe, Michel, Laurence, Mary, Thibaut,
font part du décès de leur très cher

Henri RAMAJO,
professeur,
membre des Palmes académiques,

survenu à l'âge de soixante-dix ans.

2, rue Saint-Siagre,
06000 Nice.

« Parce qu'il n'y a rien d'impossible à Dieu. »
Evangile selon Saint-Luc.

Jean-Luc VIDART

nous a brutalement quittés le 31 juillet 1998, dans sa soixante-troisième année.

De la part de
Nicole Vidart,
son épouse,
Laurent et Carine Vidart,
son fils et sa belle-fille,
Pauline, Baptiste et Pénélope,
ses petits-enfants,
Anne et Eric Edelstenne,
sa fille et son gendre,
Juliette, Louis et Marie,
ses petits-enfants,
Carole et Roger Godino,
sa sœur et son beau-frère,
Oscarine, Sophie et Edouard Bosquet,
Florence Godino,
ses neveux.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 8 août, à Bargemon (Var).

– Hélène Vorsanger,
son épouse,
Jean-Philippe, Michel, Laura et Marie-Françoise,
ses enfants,
Juliette, Adèle et Alexandra,
ses petites-filles,
Charles et Célia,
son frère et sa belle-sœur,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques VORSANGER,

survenu subitement le 26 août 1998, à l'âge de soixante-deux ans.

L'inhumation aura lieu le 31 août, à 15 h 45, au cimetière de Fontenay-sous-Bois.

« Je suis la Résurrection et la Vie,
celui qui croit en Moi
vivra quand même il sera mort. »
Jean II, 25.

37, avenue Foch,
94120 Fontenay-sous-Bois.

Remerciements

André CRUIZIAT

est entré dans la Lumière de Dieu le 18 août 1998.

Sa famille remercie vivement tous ceux qui ont témoigné affection ou sympathie à cette occasion.

Anniversaires de décès

– A la mémoire vénérée de notre ami

Karl FLINKER,

toujours présent dans nos rêves, nos pensées, nos cœurs.

J. et S.

– 31 août 1994.

Ernest SIMONAZZI.

« Le ciel pleut sans but,
sans que rien l'émeuve. »

Communications diverses

– Les familles GAILLIEZ
et DEGREMONT
souhaitent une excellente retraite à

Philippe.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Jean-Jacques Barbéris   Film. Sam Sheppard (v.o.)   Mahé (Siébel), Denize (Marthe). 22.55 Michel Plasson, chef d'opéra.

هكذا من الامل

DISTRIBUTION Les opérations de concentration se poursuivent dans le secteur. Après le rapprochement Leclerc-Système U début juillet, Carrefour a annoncé, vendredi 28 août, le rachat de Comptoirs modernes. ● UNE OPA/OPE, pouvant monter jusqu'à 19 milliards de francs, sera proposée prochainement aux actionnaires de cette entreprise basée au Mans, qui exploite près de *700 magasins sous* les enseignes Stoc, Comod et Marché Plus ● LES SUPERMARCHÉS de Comptoirs modernes viendront compléter les 366 hypermarchés Carrefour, *pour former* un groupe de 214 milliards de francs de chiffre d'affaires disposant de plus d'un millier de magasins dans le monde. ● CE VIRAGE STRATÉGIQUE confirme le retour en force du supermarché, longtemps *éclipsé* par l'hypermarché, inventé par Carrefour dans les années 60.

Carrefour, inventeur de l'hypermarché, se convertit au supermarché

Le premier groupe de distribution français va absorber les Comptoirs modernes et leurs 700 grandes surfaces de proximité, au terme d'une OPA/OPE de 19 milliards de francs. Avec un millier de magasins dans le monde, il pourra affronter à armes égales ses rivaux américains ou allemands

APRÈS UNE COURTE trêve estivale, les opérations de concentration se poursuivent dans la grande distribution. Début juillet, le numéro un français, Leclerc, annonçait *qu'il prenait sous* son *aile* un autre groupement d'indépendants, Système U, pour constituer le premier réseau d'hypermarchés et de supermarchés en France (1 320 magasins). Vendredi 28 août, le numéro deux, Carrefour, a dévoilé son projet de rachat du groupe de supermarchés Comptoirs modernes, basé au Mans (enseignes Stoc, Comod, Marché Plus), qui va replacer Carrefour loin en tête des groupes « intégrés » de distribution français, avec près de 1 000 points de vente dans le monde.

Les deux opérations s'inscrivent *dans une tendance lourde du secteur* : le retour en force du format du supermarché (magasins de proximité de moins de 2 500 mètres carrés), après des décennies d'hégémonie de l'hypermarché (magasins de périphérie de plus de 2 500 mètres carrés).

L'acquisition de Comptoirs modernes se déroulera sous la forme d'une offre publique d'achat et/ou d'échange (*OPA/OPE*) amicale. Partenaire de longue date du groupe sarthois – dont il détient déjà 22,8 % du capital (31,9 % des droits de vote) et qui exploite en franchise 16 hypermarchés Carrefour –, Carrefour proposera aux actionnaires de *Comptoirs modernes de lui céder* leurs titres au prix de 3 700 francs par action et 4 921 francs par obligation remboursable en action (ORA). Cela représente une plus-value de, respectivement, 16,5 % et 21,8 % sur la moyenne des soixante derniers cours de ces titres. Ceux qui veulent rester actionnaires se verront proposer six actions Carrefour en échange de sept actions Comptoirs modernes, dans la limite de 2 millions de titres. Le coût total de la prise de contrôle s'échelonnera ainsi pour Carrefour entre 12 milliards et près de 19 milliards de francs.

Le groupe d'hypermarchés profite de l'occasion pour parachever la simplification de ses structures capitalistiques. Il va procéder dans les prochains jours à une fusion-absorption du holding familial De Noyange, qui regroupe les intérêts de deux des familles fondatrices, les Defforey et les Badin, et qui détient 18,6 % du capital du groupe. Les héritiers seront désormais actionnaires à *titre individuel, toujours liés*, cependant, par un pacte de préemption.

Avec près d'un millier de magasins dans le monde et un chiffre d'affaires consolidé prévu de 214 milliards de francs en 1998 (et de 240 milliards en 1999), le nouveau *groupe Carrefour se pose plus que* jamais en rival des géants étrangers de la grande distribution : l'américain Wal-Mart, l'allemand Metro ou le néerlandais Ahold. *« Grâce à l'apport de Comptoirs modernes, nous gagnons deux ans et demi d'avance sur notre plan de développement,* explique Daniel Bernard, le PDG de Carrefour. *La complémentarité des hypermarchés et des supermarchés va nous permettre d'accélérer la conquête des parts de marché, qui est la clé du développement mondial. »*

Cette obsession de la taille correspond à une double préoccupation. D'une part, il s'agit de prendre le plus vite possible des positions de pointe sur les marchés émergents, ce que Carrefour a parfaitement réussi au Brésil et à Taïwan, par exemple. D'autre part, l'évolution du secteur vers des concentrations toujours plus grandes vise à constituer des centrales d'achats puissantes face aux géants industriels de la grande consommation, les Nestlé, Coca-Cola, Danone, Unilever, L'Oréal...

Un ensemble de plus de 1 000 magasins

Carrefour a enregistré au premier semestre 1998 une hausse de 27,1 % de son résultat net, à 1,79 milliard de francs, pour un chiffre d'affaires consolidé de 84 milliards (+ 6,2 %). Sur l'ensemble de 1998, *le groupe prévoit toujours une progression de son chiffre d'affaires « de l'ordre de 8 % »* (hors OPA-OPE sur Comptoirs modernes), malgré les crises financières en Asie et en Amérique du Sud, où le groupe est fortement implanté (Brésil, Argentine, Taïwan, Corée...). A la fin de l'année, 366 hypermarchés seront exploités sous enseigne Carrefour dans le monde, soit 42 de plus qu'en 1997.

Comptoirs modernes a réalisé au premier semestre 244 millions de francs de bénéfice net (+ 12,5 %), pour un chiffre d'affaires en hausse de 15,3 %, à 17,9 milliards. Le groupe compte actuellement 386 supermarchés à l'enseigne Stoc, 242 supérettes à l'enseigne Comod, 57 autres supérettes à l'enseigne Marché Plus et 16 hypermarchés en franchise Carrefour.

VIRAGE STRATÉGIQUE

Pour prévisible qu'elle fut, cette acquisition est un virage stratégique majeur pour Carrefour. Inventeur de l'hypermarché dans les années 60, le groupe dirigé par Daniel Bernard était aussi, en France, le dernier a exploiter un format unique de magasins. Même son *grand rival Auchan s'était converti* au supermarché après la prise de contrôle du groupe Docks de France (propriétaire des supermarchés Atac) en 1996. Avec Comptoirs modernes et son enseigne Stoc (Comod est *« appelé à disparaître »*, a révélé Jean-Claude Plassart, le PDG du groupe manceau), Carrefour va disposer, d'un seul coup, non seulement de quelque 500 supermarchés immédiatement opérationnels, mais aussi d'une équipe de spécialistes de ce type de magasins. Le management de Comptoirs modernes *« restera en place »*, a promis M. Bernard.

Le patron de Carrefour réfute que le format de l'hypermarché soit en *perte de vitesse et* parie plutôt de *« complémentarité »* des deux types de magasins. Une complémentarité qui sera précieuse là où Carrefour marque le pas. En France, bien sûr, où la loi Raffarin interdit pratiquement toute création de nouveau magasin, obligeant les hypermarchés à réinventer leur concept pour générer une nouvelle croissance dans les mètres carrés existants. Mais aussi à l'étranger. Comptoirs modernes avait programmé un important développement en Espagne, où il réalise 6,6 % de son chiffre d'affaires et où il prévoit d'exploiter à court terme 86 supermarchés. Justement, Carrefour traverse quelques difficultés dans ce pays, longtemps sa plus importante filiale étrangère (aujourd'hui détrônée par le Brésil), où le format de magasins géants cher à Carrefour traverse une crise de désaffection de la part des consommateurs. En Pologne, autre terre de conquête de la distribution française, Comptoirs modernes ambitionne d'ouvrir *« plusieurs dizaines de magasins à l'enseigne Stoc Polska »*, qui viendront avantageusement pallier le relatif retard pris par Carrefour dans *ce pays*.

Pascal Galinier

Peugeot mise beaucoup sur le succès de la 206

PEUGEOT JOUE GROS sur la 206. A deux pas du casino de Vittel, la marque a dévoilé la remplaçante de la 205. Avec cette petite voiture à la ligne novatrice, le PDG du groupe PSA, Jean-Martin Folz, espère renouveler l'exploit de sa grande soeur mythique, vendue à 5,3 millions d'exemplaires depuis 1983. Son objectif ? Se tailler la part du lion sur le segment des petits véhicules avec une pénétration de 20 % et donner un coup d'accélérateur à la marque, qui a légèrement régressé au premier semestre. *« Nous visons 17,2 % de part de marché fin 1998 et 19 % en 1999, au lieu de 16,2 % au premier semestre de cette année »*, explique Frédéric de Saint-Geours, directeur général de Peugeot, qui s'est rendu, vendredi 28 août, dans la petite ville des Vosges pour présenter le modèle.

Un pari audacieux. Car le créneau des petites voitures est déjà bien encombré avec la nouvelle Volkswagen Polo et surtout la nouvelle Renault Clio, qui fait un malheur depuis son lancement au printemps. Pour mettre toutes les chances de son côté, la marque au lion a décidé de s'aligner sur les prix de ses concurrentes (à partir de 64 400 francs) et d'offrir une panoplie d'accessoires, comme l'airbag et la direction assistée. Un effort que les consommateurs, qui devaient payer un peu plus cher pour une Peugeot, devraient apprécier.

Mais cette agressivité commerciale ne va-t-elle pas rogner les marges du groupe ? Là encore, MM. Folz et de Saint-Geours ont balayé les objections d'un revers de la main. *« Nos coûts ont diminué. Nous allons gagner de l'argent sur ce modèle »*, affirme ce dernier en refusant de rentrer dans les détails des comptes. Quant à Jean-Martin Folz, il a simplement rappelé qu'il s'était engagé à doubler la marge opérationnelle du groupe à 5 milliards de francs en 1998. Pour en savoir plus, il faudra attendre les résultats semestriels diffusés le 9 septembre.

OPTIMISME DE RIGUEUR

La présentation de la 206 a également été l'occasion pour le nouveau PDG de PSA de faire le point sur les réformes engagées depuis qu'il a succédé à Jacques Calvet. Là encore, l'optimisme est de rigueur. La nouvelle politique industrielle, qui consiste à fabriquer sur un même site les véhicules Citroën et Peugeot de gamme équivalente, suit son cours. Depuis deux mois, la 106 et la Saxo sortiront de la même usine d'Aulnay. Enfin, M. Folz s'est félicité des performances du groupe à l'étranger : *« Le recul des ventes en Malaisie et en Chine dû à la crise asiatique a été compensé par la hausse en l'Europe de l'Est. De plus, le marché chinois redémarre au second semestre. »* Autre signe encourageant : l'usine Citroën de Wuhan, en Chine centrale, a été épargnée par les crues qui ont inondé la région.

Hélène Risser

Enchère record aux ventes de pur-sang de Deauville

AUX VENTES de yearlings pur-sang de Deauville, le record des enchères en France a été battu. Le samedi 22 août, il a été payé 10 millions de francs, un prix jamais atteint en France, pour une pouliche que l'on peut tout juste qualifier de « prometteuse » puisqu'*elle* ne sera pas testée à l'entraînement avant l'année prochaine. Pour l'instant, seules les origines plaident en sa faveur, puisqu'elle est fille d'un père et d'une mère ayant gagné l'un et l'autre un prix de l'Arc de Triomphe (*Le Monde* du 20 août). Mais les statistiques, comme les études génétiques, indiquent paradoxalement que les produits des meilleurs étalons et juments ont rarement, sur le turf, une réussite à la hauteur de leurs ascendants.

Applaudie par cinq cents privilégiés admis dans l'amphithéâtre de l'Agence française, organisatrice ce soir-là, l'« emplette » a été réalisée par le plus gros investisseur du monde : le cheikh Al Maktoum qui, avec ses frères, possède plus de mille chevaux, principalement en Amérique, en Angleterre, en France – où il va louer l'hippodrome d'Evry –, et aussi au Moyen-Orient, où il a installé une piste humidifiée par le pétrole du sous-sol...

Les riches émirs de Dubaï n'ont pas été les seuls animateurs d'enchères qui, pendant cinq jours, n'ont cessé de flamber. On retrouve les sommets des chiffres d'affaires du milieu de la dernière décennie. Le bilan est éloquent : 157,914 millions de francs, soit une hausse de 30 % par rapport à 1997, et un prix moyen par cheval de 412 308 francs, en croissance, lui, de 26 %. La forte activité du marché s'est également manifestée par le fort pourcentage de chevaux vendus : 85,5 % contre 77,5 % en 1997, pour 397 transactions. Les propriétaires français représentent environ 30 % du total du chiffre d'affaires, soit 5 % de plus que l'an passé, mais sans nouveaux clients. Nos *propriétaires* devaient, par la force des choses, s'aligner sur les cours en hausse s'ils voulaient ne pas rentrer bredouilles.

LA ROUE TOURNE

Les explications à cette sorte de frénésie de quelques centaines de propriétaires internationaux, nullement troublée par la conjoncture *économique et boursière* critique du moment, sont relativement simples : le cheval de galop représente une sorte de valeur refuge mirobolante et en rien désuète, à savoir l'espoir d'acquérir le meilleur pur-sang du monde et de participer à une sorte de tombola pour milliardaires. Les courses restent pour beaucoup un monde mythique. En outre, les va*cations de Deauville* revêtent de plus en plus un caractère intercontinental. Dans tous les pays, les grands vainqueurs sont des sujets qui doivent posséder des qualités à la fois de vitesse et de tenue. Or ce sont les caractéristiques des origines américaine, d'une part, et française, d'autre part. Tel se présentait, précisément, l'arbre généalogique de la plupart des yearlings proposés.

Ces journées ont été marquées toutefois par une vente à contre-courant. Après avoir investi lui aussi des sommes considérables dans les courses où il connaissait une réussite moyenne, Issam Fares a dorénavant décidé de se consacrer uniquement à la politique au Liban, où il est membre du Parlement et très proche du gouvernement. M. Fares est le président du groupe Wedge, un holding représentant soixante-dix mille emplois dans le monde : des activités aussi diverses que la banque, les transports, le tourisme, la pétrochimie, les alliages automobiles (société Bronze international). Son abandon a fait des heureux : les quarante sujets très bien nés qu'il proposait ont facilement trouvé acquéreurs. Il vont courir sous d'autres couleurs du gotha hippique. La roue tourne.

Guy de la Brosse

Le petit suisse de Charles Gervais, ou le plaisir de dérouler

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

IL Y A des gestes qui ne s'oublient pas : démouler le petit suisse sur une assiette, puis retirer délicatement la bande de papier qui l'entoure en faisant bien attention de ne pas trop en perdre. Ces préliminaires à la dégustation sont sacrés. Danone, dans un souci d'économie, aurait bien voulu se débarrasser de ce démoulage pour faire du petit suisse un produit laitier classique que l'on mange directement dans son pot. Mais l'entreprise n'a pas osé franchir le pas car les enquêtes de consommateurs, indicateurs vénérés des services marketing, le déconseillent : dérouler un petit suisse Gervais est un *« plaisir régressif »*, confirme Bruno Meurisse, *directeur du marketing* de Danone. Ce geste rituel rappelle à tout un chacun la petite enfance et motive, de fait, l'acte d'achat. *Depuis la création de ce fromage* frais au siècle dernier, cette bande de papier fait partie intégrante du produit.

L'aventure du petit suisse débute un dimanche de 1850 dans le village normand de *Villers-sur-Auchy. Charles Gervais, commis* d'un négociant des Halles à Paris, vient rendre visite à Mme Hérould, crémière de son état, dont la réputation élogieuse s'est répandue jusqu'à la capitale. Il s'intéresse tout particulièrement à une pâte onctueuse, mélange de crème fraîche et de lait non caillé qu'elle réalise d'après une recette donnée par un vacher suisse. La crémière, fort avisée, et le commis font affaire. Charles Gervais crée alors sa maison, et une usine, installée à quelques kilomètres du village, démarre la fabrication de ce produit dénommé « petit suisse double crème ».

PRODUITS MYTHIQUES

Pour distribuer dans la capitale et à grande échelle ces fromages frais du jour, Charles Gervais innove. Le petit suisse, fabriqué dans la journée en Normandie, est acheminé, en vrac, par train à Paris. La nuit, dans l'*« atelier du pont Neuf »*, au cœur de la ville, les petits suisses sont moulés et calés dans de petites boîtes de carton blanc. A l'aube, des dizaines de carrioles à chevaux les distribuent aux crémiers de la capitale. Un vrai modèle de logistique qui sera utilisé jusqu'en 1935. Sur sa lancée, quelques années plus tard, ce jeune *chef* d'entre*prise* créera un autre produit mythique, le carré frais Gervais.

Depuis cette époque, l'entreprise a fait du chemin. Rachetée par Danone en 1967, intégrée au groupe BSN en 1973, elle a quelque *peu modernisé son procédé industriel mais n'a* jamais abandonné la recette de Mme Hérould. 700 millions de petits suisses sortent chaque année de l'usine de Neufchâtel-en-Bray, en Seine-Maritime, pour approvisionner l'Europe. Les ventes atteignent 600 millions de francs, 42 % de la production étant destinée aux marchés étrangers.

Ce fromage frais particulièrement riche, qui nécessite deux fois plus de lait qu'un yaourt, a dû s'accommoder des différentes vogues alimentaires du siècle. Le produit originel au lait entier à 40 % de matière grasse, labellisé depuis 1989 « Danone-Gervais-le petit suisse », s'est adapté aux années minceur. Des versions à 30 %, puis à 20 %, sont apparues sur les rayons en 1980. Imité par les principaux concurrents – comme Yoplait avec Petits Filous –, le « suisse nature » de Gervais, dans son petit pot cannelé, tient bon et détient encore 50 % de part de marché. Cependant, il n'est plus le produit star de l'usine : deux petits suisses sur trois ne sont plus « nature » mais... aux fruits.

C'est la grande entorse à la recette originelle : pomme, fruits des bois, pêche-poire ou abricot, le petit suisse s'est doté de couleurs et de saveurs pour conquérir, depuis 1967, un public plus jeune. Sous des noms plus modernes : Gervais aux fruits et plus récemment Petits Musclés. Cette adaptation était nécessaire : ce sont les produits aux fruits, en croissance de 7 % par an, qui dopent les ventes, alors que le suisse nature est un marché stable. Récemment, de nouveaux produits sont apparus : des suisses à sucer en 1996 et à boire en 1997. Mais, là aussi, le nature a perdu du terrain : ces innovations sont toutes aux fruits.

Laure Belot

PROCHAIN ARTICLE :
Les Chupa Chups

DÉPÊCHES

■ **NORTHWEST AIRLINES : les pilotes de la quatrième compagnie aérienne américaine** se sont mis en grève samedi après l'échec des négociations sur le renouvellement de leur contrat. *« Aucun pilote ne peut voler sans mon autorisation »*, a déclaré au cours d'une conférence de presse Steve Zoller, président de l'Association des pilotes de ligne (ALPA), après que les délégués syndicaux, représentant 6 000 pilotes, eurent rejeté les dernières propositions de la compagnie.

■ **COCKERILL : le délai pour les offres de reprise du groupe sidérurgique belge** par les groupes français Usinor et allemand Thyssen-Krupp a été repoussé du 3 au 21 septembre, a annoncé, vendredi, un porte-parole de Cockerill.

■ **VOLKSWAGEN : le groupe automobile allemand a annoncé, vendredi,** des livraisons mondiales records pour le mois de juillet avec 415 700 unités, soit 8,5 % de plus qu'en juillet 1997. Depuis le début de l'année, le constructeur et ses filiales tchèque (Skoda), espagnole (Seat), allemande (Audi) n'ont jamais autant livré de véhicules, avec un total de 2,7 millions.

هكذا من الاهل

La crise est une menace pour le système financier mondial

Le rouble a disparu. Les économies latino-américaines ont replongé cinq ans après la tourmente de 1994. Hongkong a dû faire face à une attaque spéculative sans précédent. Les devises du Canada, de l'Australie et de la Norvège ont été fortement secouées

Déboussolés face à la crise, les opérateurs internationaux ont cédé à des comportements irrationnels. Le bilan de la semaine est éloquent. Le rouble a disparu. Les économies latino-américaines, qui avaient mis cinq ans à se redresser après la tempête monétaire de 1994, ont subitement replongé dans la tourmente. Hongkong a dû faire face à une attaque spéculative sans précédent. Les devises scandinave, canadienne et australienne ont été fortement secouées. Il s'est même trouvé quelques aventuriers pour s'attaquer aux devises de la zone euro, à trois mois de la création de la monnaie unique. Cette tentative a ironiquement échoué grâce à l'intervention de spéculateurs pariant sur le retour rapide à la normale. La fuite éperdue vers les actifs sans risque, les emprunts d'Etats américains et européens, a même perturbé les politiques monétaires des deux premières zones économiques.

MOINS DE DEUX semaines après l'annonce de la dévaluation du rouble, la devise russe a été rayée du club des devises négociables. Pour officialiser cette situation, la banque centrale de Russie a suspendu, jeudi 27 août, les transactions officielles entre le rouble et les devises occidentales en gelant le cours du dollar à 7,86 roubles. Officieusement, le dollar s'échange entre 13 et 20 roubles, quand des billets verts étaient disponibles. Mais ce tour de passe-passe monétaire devrait servir de base à une émission d'obligations à court terme (deux semaines), pour une valeur d'1 milliard de roubles. Cette nouvelle émission devrait réinjecter un peu de liquidités dans le système financier russe.

Le rouble n'est pas la seule victime de la crise russe. Le pouvoir du président Boris Eltsine a tangué. Son intervention télévisée, vendredi 28 août, n'a guère éclairci les nouvelles orientations économiques d'un pays exsangue. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et la majorité communiste à la Douma (chambre basse du Parlement) auraient l'intention de revenir à une conception plus dirigiste de l'économie.

L'incendie allumé à Moscou s'est étendu rapidement à l'ensemble des autres places financières mondiales. Le pouvoir de nuisance de producteurs russes de matières premières qui menacent d'inonder les marchés avec leurs produits est grand. C'est par ce canal que la crise s'est propagée à l'ensemble des pays exportateurs de matières premières, atteignant ainsi la sphère des pays développés. Sur la sellette : la Norvège (exportateur de pétrole) et le Canada (exportateur d'énergie, de bois et de métaux). Les devises de ces deux pays ayant été attaquées, les banques centrales ont dû intervenir en augmentant leurs taux d'intérêt. Vendredi, alors que la tension retombait momentanément, la couronne norvégienne reprenait de la hauteur, à 4,52 couronnes pour un mark contre 4,62 la veille. Ce rétablissement a également bénéficié à la couronne suédoise. En revanche, le dollar canadien, après le relèvement d'un point des taux à court terme, n'est pas parvenu à se redresser et cote toujours 1,57 pour un dollar.

Baisse du rendement

RENDEMENT DES OBLIGATIONS D'ÉTAT AMÉRICAINES À 30 ANS

5,10 – 6,00 – 5,90 – 5,80 – 5,70 – 5,60 – 5,50 – 5,40 – 5,30 ; 5,327

J F M A M J J A — 1998

La recherche par les investisseurs de placements sans risques les a amenés à se ruer sur les emprunts d'Etat américains dont les taux ont fortement baissé.

INTERVENTION ITALIENNE

Dans cette vague de folie spéculative, des opérateurs ont même tenté de s'attaquer à la zone euro. En commençant par le Danemark, qui, bien que restant à la périphérie de la zone, y est solidement arrimé. Et la forteresse a tout de même dû être défendue sur son front sud. La Banque d'Italie est intervenue en vendant des marks afin de soulager la pression sur la lire. Aussitôt, Romano Prodi, le président du Conseil italien, a publié un communiqué se félicitant de la bonne tenue des devises composant l'euro et appelant à une coordination internationale renforcée pour surmonter les difficultés actuelles. Il faut toutefois relativiser cette faiblesse passagère. Avant la décision du 2 mai 1998 arrimant la lire à l'euro, une telle attaque aurait propulsé le différentiel de taux entre les emprunts italiens et allemands à 500 points de base. Or, aujourd'hui, le différentiel reste limité à 50 points de base.

Le plus déroutant est qu'en l'espace d'une semaine les convictions les plus fermes ont été bousculées. Le scénario accrédité par tous d'un dernier ajustement des taux directeurs en Europe avant l'instauration de l'euro, le 1er janvier 1999, pose désormais question. Il était pratiquement acquis que les taux allemands et français seraient légèrement relevés et que les autres partenaires baisseraient, simultanément, les leurs pour arriver à un taux unique de 3,50 %. Or on voit mal comment l'Allemagne pourrait relever ses taux si la situation empire en 1999 et si la future Banque centrale européenne doit se résoudre à les rebaisser. La crédibilité de la future politique monétaire européenne en prendrait un coup. Par ailleurs, la croyance en un relèvement inéluctable des taux directeurs américains par la Réserve fédérale commence à être battue en brèche. Certains économistes avancent désormais l'hypothèse contraire. Pour permettre à l'économie américaine d'atterrir en douceur, alors qu'elle est menacée d'une brutale récession à l'anglaise, la Réserve fédérale pourrait être conduite à baisser ses taux. Cette croyance est renforcée par le fait que, depuis une semaine, les taux d'intérêt à long terme américain (les bons du Trésor à 30 ans) sont inférieurs à ceux à court terme. La fuite généralisée vers la qualité a poussé les taux à 30 ans à 5,36 %, alors que ceux à court terme sont encore à 5,5 %. L'inversion de la courbe des taux ne peut pas être encore aggravée par une remontée des rendements à court terme.

Enfin, la bataille opposant les spéculateurs aux autorités monétaires de Hongkong pour la défense du peg (lien unissant le dollar de Hongkonk au billet vert depuis 1983) a pris une ampleur sans précédent, le vendredi 28 août. Ce jour-là expiraient les contrats à terme sur l'indice Hang Seng. Les spéculateurs avaient massivement vendus des titres. En face, les autorités de Hongkong ont dû acheter des actions pour 6,4 milliards de dollars en une seule séance. Au total, depuis le 13 août, Hongkong a dépensé plus de 10 milliards de dollars pour défendre son système financier en puisant dans ses réserves de 96 milliards de dollars.

Enguérand Renault

L'or au plus bas depuis 19 ans

Vendredi 28 août, le cours de l'once d'or à Londres a chuté de 2,4 % pour atteindre 271,13 dollars, son plus bas niveau depuis le 30 mai 1979, il y a dix-neuf ans. Crise financière, crise politique en Russie, rien n'y fait : l'or a perdu son statut de valeur refuge au profit des emprunts d'Etat européens.

L'or est désormais considéré comme une matière première pratiquement comme les autres, soumise uniquement aux fluctuations de l'offre et de la demande. Or l'offre pourrait nettement se renforcer. Les producteurs russes pourraient écouler d'importants stocks et ceux d'Afrique du Sud, du Zimbabwe et d'Australie bénéficient de la chute de leur devise face au dollar. Les coûts de production plus faibles qui en résultent leur permettent de vendre moins cher en dollar.

En face, la demande, qui provient essentiellement du continent asiatique (Inde et Chine sont les deux premiers acheteurs), décline en raison de leur faible croissance économique et de la faiblesse de leurs monnaies.

Marché international des capitaux : l'écart se creuse

DEPUIS QUE la crise financière a pris des dimensions redoutables et que les investisseurs privilégient les placements les plus sûrs, c'est-à-dire les obligations émises par les principaux Etats occidentaux, les cours de ces valeurs ont beaucoup monté, faisant baisser leurs rendements de façon bien plus prononcée que ceux de tous les autres titres de qualité. Un écart important s'est ainsi creusé qui, naguère, aurait déclenché un mouvement de correction, mais qui aujourd'hui ne suffit pas à attirer les capitaux. C'est à peine si les emprunts des débiteurs les plus proches des Etats les plus en vue ont bénéficié d'un regain d'attention, ces jours derniers.

De nombreuses raisons expliquent pourquoi on se concentre sur les meilleurs emprunteurs. La plus évidente est liée à la persistance des incertitudes de la situation en Asie, en Russie ou en Amérique latine. Un autre élément, d'ordre technique, est à considérer : il tient à la façon dont est appréciée l'activité des gestionnaires de fonds. La performance de leurs portefeuilles d'obligations est mesurée grâce à des indices universellement reconnus et ces indices reflètent eux-mêmes l'évolution de titres émis par des grands Trésors publics. C'est une donnée importante qui, indépendamment de l'évolution de la conjoncture financière, est susceptible de contenir pour un moment encore le volume des émissions nouvelles dans d'étroites limites. Bien peu d'opérations ont vu le jour sur le marché international à la fin du mois et le calendrier du début du mois de septembre n'est guère chargé. Il convient de préciser que, dans des circonstances normales, la plupart des emprunts internationaux sont contractés par des débiteurs autres que des Etats, lesquels utilisent de préférence leur marché intérieur.

L'essentiel des gains en cours récents étant le fait d'obligations d'Etat, pourquoi s'encombrer d'autres titres qui risquent de demeurer à la traîne ? De telles interrogations pourraient persister au moins jusqu'aux prochaines échéances comptables, soit jusqu'à la fin de ce trimestre, soit jusqu'à la fin de l'année. Les spécialistes qui font les prévisions de ce genre mettent en évidence les efforts accomplis par les grands pays occidentaux pour équilibrer leur budget ou, du moins, réduire leur déficit. La tendance est à la réduction de l'endettement de nos pays, alors même que, par exemple, les entreprises industrielles et commerciales sont de plus en plus nombreuses à vouloir solliciter le marché afin de se procurer les ressources dont elles ont besoin directement auprès des investisseurs et non plus seulement auprès de leur banque.

Plus fondamentalement, l'activité primaire, celle des nouvelles émissions, est considérablement ralentie par la remise en cause de la façon dont sont évalués les différents crédits. Jusqu'à la fin du premier semestre, la confiance l'emportait. Tout se passait presque comme si l'ensemble des débiteurs ne pouvaient qu'honorer leurs engagements. Certes, les emprunteurs peu sûrs devaient payer plus cher que les autres, mais l'échelle des rendements ne tenait pas suffisamment compte des risques. Aujourd'hui, par la force des choses, chacun est conscient de l'enjeu, ne serait-ce qu'après avoir assisté à l'effondrement des cours des emprunts russes. Il n'est plus possible, dès lors, d'envisager l'arrivée de sociétés dont la situation est précaire sans prendre en considération la perspective d'une éventuelle faillite. Dans ces conditions, toute la grille des niveaux d'intérêts est à revoir. C'est un processus de longue haleine, qui, tant qu'il ne sera pas accompli, rendra très difficile le lancement d'emprunts de qualité moyenne. Présentement, on ne sait pas exactement où les situer. Et même pour ce qui est des très bons, l'hésitation prévaut s'ils ne sont pas absolument au-dessus de tout soupçon.

Les progrès de la construction européenne avaient récemment fait se rapprocher de très près les rendements des fonds d'Etat à long terme des pays qui ont voulu et mérité l'euro à partir de l'année prochaine. Ces derniers jours, ces rendements ont divergé. Ainsi, à la veille du week-end, les obligations du Trésor italien en lires rapportaient 56 centièmes de point de pourcentage de plus que celles du Trésor allemand en deutschemarks de dix ans de durée. A la mi-juillet, la distance était inférieure à 30 centièmes de point.

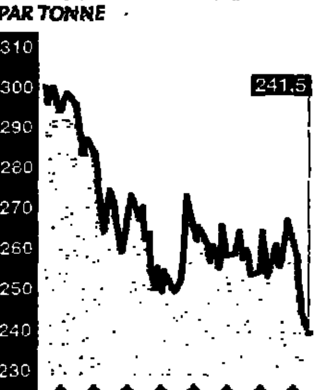
Cette remise en cause de la convergence des taux en Europe n'a pas empêché l'Italie de lever des fonds à l'étranger dans de très bonnes conditions. Ce pays vient de contracter un emprunt d'1 milliard de francs suisses pour une durée de dix ans par l'intermédiaire du groupe UBS, en proposant un coupon d'intérêt annuel de 3,5 %.

Christophe Vetter

MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre dégringole

SUCRE BLANC EN DOLLARS PAR TONNE



LES PRIX DU SUCRE viennent de faire un rude plongeon à Londres et à New York. Ils touchent le fond sur leurs deux places de cotation, particulièrement sur le liffe londonien, où les cours ont atteint leur plus bas niveau depuis plus d'une décennie (février 1988 exactement). La tonne de sucre blanc a fini la semaine à 229 dollars pour l'échéance d'octobre. Même faiblesse sur le marché à terme new-yorkais, sur lequel les prix du roux s'établissaient, vendredi 28 août, à 7,56 cents la livre.

On prévoit une récolte mondiale à 125,5 millions de tonnes : ce sont les chiffres publiés par l'analyste allemand F. O. Light, dont 18,05 millions en valeur roux pour l'Union européenne (qui avait produit 19,07 millions de tonnes en 1997-1998). La production russe devrait s'établir entre 12,5 et 14,4 millions de tonnes, une bonne météo devant faire la différence. L'excellente récolte qui s'annonce au Brésil – au moins 16 millions de tonnes – et de meilleures prévisions en Inde, qui devrait obtenir plus que les 12 millions de tonnes initialement prévues, vont apporter des surplus de sucre blanc dont on se serait bien passé.

ACHATS AU COMPTE-GOUTTES

La crise asiatique, est-il besoin d'y revenir, pèse lourdement sur la demande. Les Philippines ont besoin d'importer 200 000 tonnes de roux mais elles achètent au compte-gouttes. L'Indonésie, qui délaisse le blanc elle aussi, ne se décide pas à acquérir le même tonnage de roux et les négociants restent dans l'attente des décisions du bureau national de commercialisation. Les autres pays de la zone réduisent leur consommation, leurs monnaies dévaluées par rapport au dollar renchérissant leurs achats. Mais le point de focalisation de l'inquiétude mondiale est désormais en Russie. Moscou vient purement et simplement de se retirer du marché du sucre jusqu'à la fin de l'année. Les négociants ne voient pas dans l'immédiat par quel miracle les prix pourraient se reprendre, d'autant plus que les édulcorants grignotent une part de marché de plus en plus grande dans les pays occidentaux.

Carole Petit

Les places boursières ont cédé à la panique et ont vécu un jeudi noir

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
– 9,04%	– 5,65%	– 5,95%	– 4,16%	– 5,10%
13 915,63 points	8 051,68 points	3 708,97 points	5 249,40 points	4 925,80 points

LES BAISSES se sont amplifiées sur les Bourses occidentales cette semaine. Krach larvé ou forte secousse, il est clair que les pertes constatées ces derniers jours ne s'apparentent plus à la simple correction après une forte hausse à laquelle nous assistions depuis la mi-juillet. Résistant bien aux mauvaises nouvelles en provenance de Russie au début de la semaine, les Bourses mondiales ont vécu un jeudi noir et les investisseurs ne sont pas parvenus à retrouver leur sérénité alors que l'annonce d'une intervention vendredi soir à la télévision de Boris Eltsine attisait les rumeurs sur sa prochaine démission.

Lundi, les marchés ont diversement apprécié le retour de Viktor Tchernomyrdine aux affaires en Russie. Mais, mercredi, les investisseurs ont été unanimement effrayés par les conditions de remboursement des bons du Trésor russe. La sanction a été immédiate pour le rouble, qui a été massivement vendu. Jeudi, les autorités russes ont été contraintes de suspendre les transactions en devises étrangères, tant la chute de la monnaie russe devenait incontrôlable. Pendant ce temps, la Bourse a poursuivi sa dégringolade. Jeudi, l'indice RTS a touché son plus bas niveau historique. Depuis le début de l'année, les pertes sur les actions russes dépassent les 80 % et, en dépit de ce plongeon, certains observateurs estiment que les cours actuels ne reflètent pas la valeur réelle des entreprises.

Les marchés émergents ont continué d'être particulièrement affectés par la tourmente russe. Ces pays vivent avec le spectre d'une dévaluation de leurs monnaies qui pourrait, à l'instar de se qui s'est déroulé en Asie et en Russie, marquer le début d'une crise financière. Les places de Prague et de Budapest ont vécu jeudi des baisses parmi les plus importantes de leur jeune histoire. Le ministre hongrois des finances, Zsigmond Jarai, n'a pas réussi à calmer les marchés en annoncant qu'une dévaluation du forint hongrois était exclue. Vendredi, la panique s'est emparée de la Bourse de Varsovie, dont l'indice principal a cédé 9,5 %. En Amérique latine, la chute des marchés s'est ralentie en fin de semaine, après un jeudi meurtrier où les Bourses de la région ont accusé des reculs historiques.

EXPORTATIONS EN QUESTION

En Europe, la Bourse de Londres a relativement bien résisté au vent de panique qui a soufflé sur les marchés. D'un vendredi à l'autre, le repli de l'indice Footsie s'élève à « seulement » 4,16 %. Cependant, les nouvelles économiques ne sont guère réjouissantes outre-Manche. Dans une étude publiée jeudi, la Confédération de l'industrie britannique a divisé par deux son estimation de croissance pour l'année prochaine. Comme la semaine dernière, la Bourse allemande a été largement emportée par la tourmente russe. L'indice DAX est descendu au-dessous de la barre symbolique des 5 000 points, qu'il avait franchie pour la première fois de son histoire en mars. Au-delà de l'engagement des banques allemandes en Russie, c'est le niveau futur des exportations en Europe orientale qui suscite des interrogations. Les échanges avec les ex-pays de l'Est constituent une composante non négligeable de la croissance économique allemande. S'ils venaient à baisser, les investisseurs craignent que la consommation domestique ne soit pas suffisamment forte pour permettre une poursuite de la croissance au rythme actuel, ce qui ne manquerait pas d'affecter les résultats des entreprises.

A Paris, les bonnes statistiques économiques publiées mardi ont été vite oubliées, et la rechute n'a pas tardé. Dès mercredi, l'indice vedette de la Bourse parisienne a reculé de 2,88 %. Jeudi, il a connu sa plus importante baisse depuis le 5 octobre 1992 avec un plongeon de 4,28 %, les opérateurs se débarrassant sans discernement des valeurs figurant dans l'indice CAC 40. Vendredi, le marché a ouvert en fort recul, cédant plus de 4,3 % quelques minutes après le début des cotations. Après être repassé dans le vert, l'indice CAC 40 a finalement clôturé en repli de 0,98 %, alors que Wall Street donnait des signes de faiblesse.

La première Bourse mondiale n'a pas échappé au mouvement général. Wall Street s'est offerte une séance de baisse historique jeudi. Le Dow Jones s'est effondré de 4,2 %. Il a vécu la troisième plus forte baisse en points de son histoire. Vendredi, la Bourse américaine, après avoir ouvert brièvement en hausse, terminait la séance en baisse de 1,4 %. Depuis ses records de la mi-juillet, le Dow Jones a perdu plus de 13 %, pour retrouver ses niveaux de début février. Outre-Atlantique, le climat boursier a été alourdi par la publication de statistiques qui ont confirmé le ralentissement de l'économie américaine. Les bénéfices après impôts des entreprises américaines ont connu une progression de seulement 0,3 % au deuxième trimestre.

En Asie, toutes les places boursières, à l'exception de Hongkong, dont les cours sont soutenus artificiellement par les autorités, ont poursuivi leur chute. La Bourse de Tokyo, épargnée par la tourmente boursière de la fin de la semaine dernière en raison de son heure de clôture, n'a cette fois-ci pas profité du léger rebond des marchés européens vendredi matin. A la veille du week-end, l'indice Nikkei a touché son plus bas niveau en douze ans. L'enlisement du débat, au Japon, sur la façon de sauver le secteur financier a largement contribué au pessimisme des opérateurs.

Joël Morio

هكذا من الاهمال

TECHNOLOGIES Tandis que la bataille des pixels continue pour améliorer la qualité des photographies numériques, les appareils se perfectionnent. ● LA PROGRAMMATION de la prise de vue est désormais possible grâce à un système d'exploitation intégré dans leur système électronique. De quoi rendre plus indépendants les appareils qui, jusqu'à présent, ne pouvaient se passer de l'assistance d'un ordinateur. ● LA STANDARDISATION fait néanmoins encore défaut dans les premières avancées de Kodak en la matière. De plus, l'écriture du programme qui permet, par exemple, d'intégrer les photos dans un document de travail, doit être effectuée par un informaticien sur un ordinateur. ● L'INFORMATISATION des appareils électroniques devient néanmoins une tendance générale. Elle touche également les décodeurs de télévision, les téléphones portables ou les assistants personnels numériques.

Kodak met un ordinateur dans ses appareils photo numériques

Les nouveaux modèles DC 220 et DC 260 intègrent un microprocesseur et un système d'exploitation, mais leur programmation impose le recours à un PC. Cette informatisation croissante touche désormais un nombre grandissant de produits, des téléphones aux décodeurs

SANS ORDINATEUR, les appareils de photographie numérique ne sont guère plus utiles que des caméscopes sans téléviseur. Une dépendance qui limite fortement les applications de cette nouvelle technologie. Grâce aux développements de l'électronique, Kodak prend aujourd'hui un virage significatif vers l'indépendance des appareils numériques. Les derniers modèles du spécialiste américain de la photo – qui s'est engagé dans la voie du numérique dès le début des années 90 – tentent, en effet, de rompre le cordon ombilical.

Ses DC 220 et DC 260 intègrent un microprocesseur et un système d'exploitation. De quoi les transformer en embryons d'ordinateurs et leur conférer une nouvelle autonomie.

La principale innovation se traduit par l'intégration de « scripts » dans la mémoire des appareils. Ces microprogrammes informatiques sont capables de commander automatiquement la balance des blancs, le réglage de l'exposition ou l'apposition d'un logo sur une photo.

LANGAGE HTML

Kodak précise que « *les images peuvent être annotées et incorporées automatiquement dans des modèles de documents de travail* ». Plus ambitieux encore, les scripts sont présentés comme capables de créer des pages en langage HTML pour un téléchargement direct sur la Toile d'Internet...

Malheureusement, rien n'est vraiment normalisé dans ces développements. Le système d'exploitation Digita est fourni par Flashpoint et EXIF (*extended image file*), le format qu'il utilise pour incorporer des images dans le texte ne fait pas partie des standards d'Internet (Gif, JPEG).

Les photos peuvent néanmoins être enregistrées en format JPEG compréhensible par la plupart des logiciels (dont les navigateurs sur Internet), ou FlashPix, un autre standard, propriété de... Kodak. Mais l'utilisateur perd alors les fonctionnalités d'intégration. En revanche, il pourra exploiter une autre originalité des nouveaux appareils : l'incorporation d'un microphone, qui permet d'adjoindre un commentaire vocal à une image. Une option qui consomme une part de la mémoire de stockage des photos.

Pour illustrer les applications de la programmation des DC 220 et DC 260, Kodak prend l'exemple d'une compagnie d'assurance. Sur ces appareils, la liste des voitures accidentées peut être enregistrée avant que le photographe ne se rende dans un garage ou chez le particulier pour le constat des dégâts. Les images sont ensuite mises en page dans un formulaire de rapport de visite. Mais le script correspondant a dû être réalisé auparavant *sur un ordinateur*. Le programme, écrit en langage Visual Basic, est enregistré sur la carte mémoire de l'appareil. Kodak a mis à disposition gratuite sur Internet les outils de développement nécessaires pour réaliser de telles applications. Un travail plus à la portée des informaticiens que des photographes.

DE PLUS EN PLUS DE FONCTIONS

La tentative du fabricant américain s'inscrit dans un mouvement d'informatisation qui touche un nombre croissant de produits électroniques, des assistants personnels (PDA) aux téléphones portables en passant par les décodeurs de télévisions.

Les fabricants de ces appareils tentent d'intégrer de plus en plus de fonctions réservées, auparavant, aux ordinateurs. La réception de messages électroniques, l'envoi de télécopies et, même, l'affichage de pages de la Toile d'Internet, n'effraient plus les téléphones portables haut de gamme et les assistants numériques. Les décodeurs se préparent également au commerce électronique et à l'intégration de véritables guides de programmes télévisés configurables par les utilisateurs.

Cette évolution est souvent réalisée en faisant abstraction des contraintes physiques imposées par les appareils. Les écrans des radiotéléphones et des PDA sont trop exigus pour un affichage confortable de contenus complexes. Sans parler des touches minuscules de leur clavier. De plus, la mémoire interne peut limiter la quantité d'informations enregistrable. De quoi alimenter le débat entre les tenants des appareils à tout faire et ceux qui plaident pour la spécialisation.

Malgré ces interrogations, les fabricants de microprocesseurs ne négligent pas les chances de voir émerger de nouveaux marchés pour leurs puces. Ainsi, en mai, Kodak et Intel ont conclu un accord pour développer ensemble « *de nouveaux concepts et standards dans le domaine de l'imagerie numérique* ».

Michel Alberganti

Pour quelques pixels de plus...

Les DC 220 et DC 260 de Kodak affichent respectivement des résolutions de 1 million et 1,6 million de pixels. Si l'on en croit le fabricant, l'impression sur papier fournirait une « *qualité photo* » jusqu'au format 13x18 cm pour le DC 220 et 20x25 cm pour le DC 260. Cela pourrait consacrer l'entrée de ces appareils numériques – vendus 6 000 et 8 000 francs – dans une phase de concurrence avec leurs homologues à films argentiques. Nikon annonce un nouvel appareil professionnel basé sur son boîtier Nikon Pronea 6i, le DCS 315, équipé d'un capteur de 1,5 million de pixels, qui sera commercialisé à 36 000 francs. Le DCS 460, lancé en mai 1995, affichait une résolution de 6 millions de pixels et un prix élevé. Malgré les déclarations des fabricants, la baisse des coûts des capteurs CCD qui équipent les appareils actuels ne semble pas assez rapide pour assurer à la fois qualité photo et prix public. L'un des premiers fruits attendus de la collaboration annoncée en mai entre Kodak et Intel concerne les capteurs utilisant la technologie CMos pour remplacer les CCD.

Le mystère des ourses polaires « pseudo hermaphrodites »

UNE ÉQUIPE de chercheurs de l'Institut polaire norvégien (IPN) *partira bientôt à la poursuite d'une* ourse polaire un peu particulière qui hante la terre gelée du Svalbard, au nord-est du Groenland. Cette ourse « pseudo hermaphrodite » possède, en plus de ses organes génitaux femelles normaux, un petit pénis embryonnaire. Elle n'est pas seule dans ce cas. En un an, six ont été repérées dans les îles de cet archipel de l'océan Arctique. Les scientifiques iront étudier ce phénomène inquiétant qui est pour eux la conséquence de la présence dans la région de toxiques chimiques de la famille des polychlorobiphényles (PCB).

« *Nous prenons la piste du PCB très au sérieux*, explique Andrew Derocher, chercheur à l'IPN. *La population d'ours que nous avons observée était exposée à un taux de pollution élevé.* » Par exemple, la proportion de PCB relevée chez les ourses du Svalbard était six fois plus importante que celle contenue dans le sang de leurs cousines du Grand Nord canadien. Les PCB étant des produits dont la toxicité persiste lorsqu'ils sont véhiculés par les vents et courants, la proximité de grandes rivières russes ne serait pas étrangère à ce niveau record de pollution, estime Andrew Derocher.

Longtemps accusés d'être cancérigènes, les PCB sont plus connus aujourd'hui pour leurs effets sur les organes sexuels et la fécondité des animaux. On les trouvait dans les résines et la peinture, mais aussi dans beaucoup de systèmes électriques où ils servaient de fluide de refroidissement. Malgré une interdiction de commercialisation depuis 1985, ils subsistent dans certains transformateurs électriques. Selon les estimations, plus d'un million de tonnes ont été répandues depuis le début de leur utilisation, en 1929 par les décharges, les épandages de boues provenant de stations d'épuration, les incinérateurs, etc.

Les PCB ont été considérés comme inoffensifs, car ce sont pas des toxiques aigus. Ils peuvent tout au plus déclencher chez l'homme une mycose, la chloracné, ou des troubles neurologiques : céphalée, vertiges, somnolence. *En fait, ce sont des* pollueurs, car ils sont bio-accumulables. *Ils ne sont pas éliminés* dans les tissus et donc remontent les niveaux de la chaîne alimentaire. Les ours – comme les humains – y sont donc particulièrement sensibles.

Si on ne connaît pas exactement leur impact sur l'organisme, des expériences réalisées par l'Ineris (l'Institut national de l'environnement et des risques industriels) ont montré qu'ils parviennent à se faire passer pour des hormones femelles, les oestrogènes, auprès des organismes. Ces « xénœstrogènes », molécules « mimes », abusent les récepteurs habituels des oestrogènes, et ont donc un effet féminisant sur l'organisme. Les truites mâles soumises aux effets des PCB se mettent, par exemple, à produire de la vitellogénine, une protéine permettant la formation du jaune des oeufs, qu'ils ne synthétisent pas normalement.

DISRUPTEURS ENDOCRINIENS

Les PCB, appelés alors des « disrupteurs endocriniens » (qui agissent sur les glandes endocrines), semblent aussi produire un effet androgène sur certaines espèces, comme chez les ours. Ce phénomène, beaucoup plus rare est moins bien connu. Retrouver de façon certaine la cause de la transformation des ourses ne sera pas évident. Une combinaison particulière de circonstances, la pénurie d'un produit dans la chaîne alimentaire, ou simplement un autre disrupteur endocrinien – comme les pesticides organochlorés (DTT), les oestrogènes synthétiques, ou les phtalates – peuvent en être les responsables.

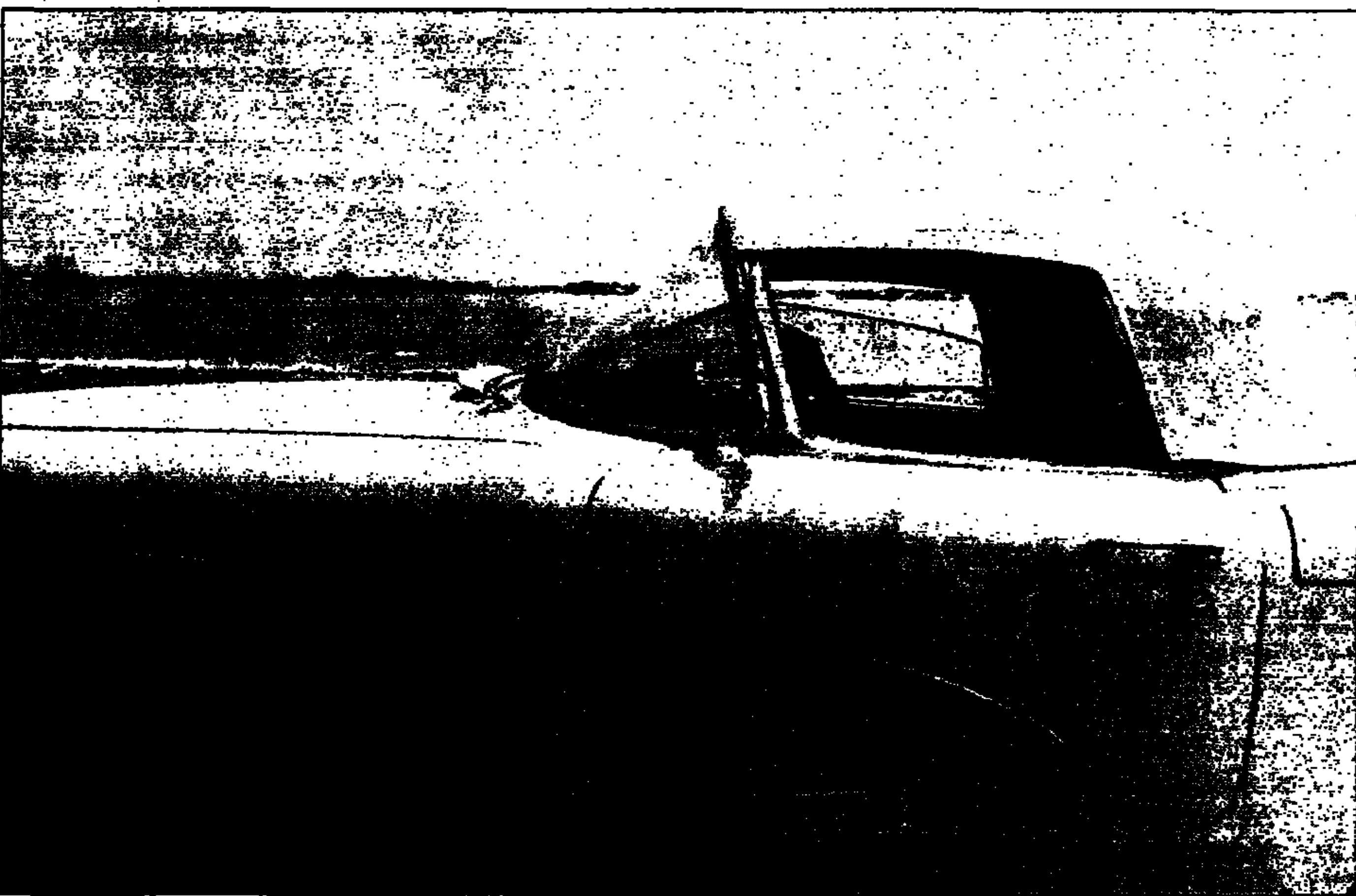
Des problèmes de modification hormonale ou de pseudo hermaphrodisme ont déjà été observés chez des truites, des grenouilles, des alligators, certains microcrustacés et quelques rapaces. On a aussi constaté une baisse inquiétante de la qualité du sperme humain (*Le Monde* du 22 janvier). Ces observations pourraient pousser les chercheurs à s'intéresser de plus en plus au fonctionnement des xénoestrogènes.

Elsa Ponpardin

LES RÉINCARNATIONS AUTOMOBILES

La Chevrolet Corvette, un pur-sang américain

Depuis sa première apparition en 1953, cette voiture de sport à deux places n'a pas cessé de se renouveler sans se trahir


La Corvette naît avec le retour des soldats américains du Vieux Continent.

ELLIOTT ERWITT/MAGNUM PHOTOS

LA CORVETTE est une institution. Assez méconnue de ce côté-ci de l'Atlantique, cette voiture est la fierté des Américains qui y voient le symbole de la sportivité automobile de leur continent, l'alter ego des marques – Ferrari, Porsche, BMW –, pourtant nimbées du prestige européen. Apparue en 1953, la Chevrolet Corvette n'a jamais cessé de se renouveler sans se trahir. Au contraire de sa grande rivale, la Ford Thunderbird, elle n'a jamais rompu avec ses origines de voiture de sport à deux places, un peu spartiate avec, sous le capot, ce sens de la démesure qui fait tout le charme des natives de Detroit. Une réincarnation permanente qui a donné naissance, en 1997, à la cinquième génération de ce modèle auxquels certains vouent une véritable adoration.

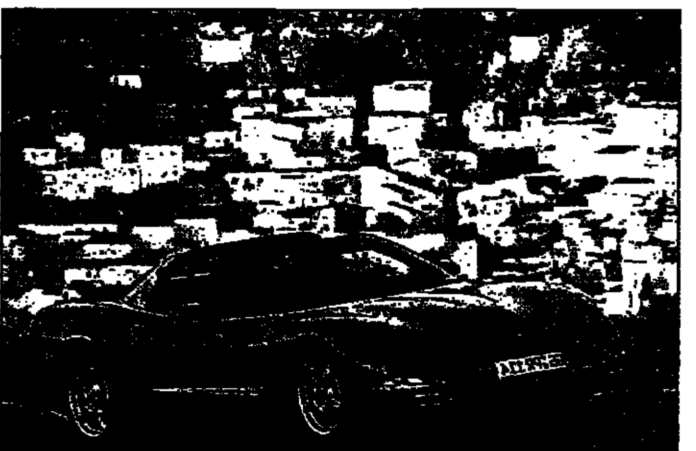
Le symbole du Nouveau Monde est d'essence européenne. Au début des années 50, on ne parle que des petits roadsters popularisés par les soldats revenus du Vieux Continent. Etrangères à la culture automobile américaine, les MG, Austin Healey, Porsche, Mercedes, Jaguar et MK2 font sensation. La direction de General Motors charge Harley Earl, designer inspiré auquel on doit nombre de « *folles américaines* » des années 50 et 60, d'imaginer une parade.

Présentée dans le hall de l'hôtel Waldorf Astoria de New York en janvier 1953, la Corvette cabriolet est très basse et rondouillarde, avec des feux arrière en forme de « *fuseaux-réacteurs* » et une calandre en « *dents de requin* ». Son intérieur est exclusivement de couleur « rouge sportsman », mais elle se distingue surtout par sa carrosserie en fibre de verre, matériau qui permet de gagner du poids et se plie plus facilement aux desiderata des stylistes. Hélas, le six-cylindres en ligne Blue Flame de 3,8 litres n'offre *que* 150 *chevaux* et la transmission est indolente. La Ford Thunderbird vole la vedette à la Chevrolet jusqu'en 1956, date à laquelle la Corvette reçoit le V8 Small Block de 4,3 litres dont les 210 chevaux font grosse impression.

Plus la puissance augmente, plus les ventes grimpent. Suivant ce principe qui, d'année en année, ne se dément pas, la Corvette atteint les 315 chevaux en 1960. Sa ligne évolue en recevant les quatre petits feux arrière tout ronds qu'elle conserve encore aujourd'hui. En 1963, le fameux coupé Sting Ray, avec sa lunette arrière en deux parties *(split window)* et ses phares escamotables marqueront autant la mémoire des passionnés que les victoires remportées à Daytona et Sebring.

L'escalade continue : le Big Block – également utilisé sur les camions... – culminera à 7,4 litres de cylindrée pour une puissance de 425 chevaux. Sur le modèle de 1967, le détecteur de radar est proposé en option au prix très raisonnable de 10,55 dollars. Cette année-là, il sera monté sur 2 018 voitures. A la demande des clients (une Corvette sur deux est volée dans sa première année), un système d'alarme est monté en série.

En 1968, la troisième génération peaufine le look Coca-Cola, avec des flancs étranglés, des ailes évasées et un capot interminable. Mais la fuite en avant ne peut plus durer. La crise pétrolière et le durcissement, surtout en Californie, des normes relatives aux réductions des émissions à l'échappement, mais aussi la multiplication des accidents de la route contraignent Chevrolet à brider la Corvette dont la puissance redescend à 165 chevaux au milieu des années 70.



D.R.

Le roadster à l'américaine, dont on redoutait qu'il disparaisse, comme la plupart de ses aînés européens, tient bon. En 1984, la quatrième génération de Corvette est celle du renouveau. Le style est plus dépouillé et l'allure plus sportive est inspirée des exploits réalisés sur l'anneau d'Indianapolis. Le Small Block a perdu en puissance, mais il est plus efficace. Plus raisonnable, aussi. Le modèle ZR1 de 1990 est livré avec deux clés de contact dont une seulement permet d'accéder à la puissance maximale (375 chevaux) du moteur. On fête le millionième exemplaire en 1992.

Cinquième du nom, la Corvette de 1997 reste parfaitement dans l'épure, avec ce qu'il faut d'esbroufe et de vitalité un peu brutale. Deux places, une carrosserie en résine, un V8 tonitruant et des dimensions assez raisonnables pour une voiture américaine mais quelques nécessaires accommodations avec les obligations de l'époque. La ligne, à peine retouchée, s'est trop « nipponisée » au goût des esthètes qui l'auraient souhaitée plus typée. Heureusement, son arrière râblé et ses quatre petits feux ronds sont toujours là.

Le V8 en aluminium de 5,7 litres (344 chevaux) est entièrement nouveau mais ce n'est pas à la pointe de la technologie, avec sa commande de soupapes par tiges et culbuteur et son unique arbre à cames. Ce qui ne l'empêche pas de propulser son conducteur de 0 à 100 km/h en un peu moins de cinq secondes, grâce à l'appui efficace du système d'antidérapage qui maîtrise non sans mal le train arrière. Entre autres raffinements technologiques, la Chevrolet dispose d'un système qui indique à tout moment sur l'ordinateur de bord la pression de gonflage de chacun des quatre pneus. En cas de crevaison, ses Goodyear peuvent encore tenir, à allure raisonnable, quelques dizaines de kilomètres.

En quarante-cinq ans de carrière, la Corvette n'a, finalement, pas considérablement évolué. Par rapport au modèle d'origine, elle n'a grandi que de 33 centimètres et grossi de 200 kilos. Mais elle a surtout conservé l'esprit. L'an passé, Ford a annoncé la fin de la production de la Thunderbird, l'ancienne rivale de la Chevrolet. Aux Etats-Unis, l'avis de décès la T-Bird, célébrée par les Beach Boys avant de se transformer en un coupé familial parfaitement insignifiant, a été accueilli avec une indifférence polie. Il y a longtemps que la Corvette se suffit à elle-même.

Jean-Michel Normand

Un peu raide mais accueillante

Un bruit rauque et un ronflement ferme accompagnent le premier tour de clé. La Corvette est d'abord une sonorité, mais on remarque surtout son allure. Les passants sont intrigués, mais rares sont ceux qui identifient formellement l'américaine dont le style, il est vrai, a quelque peu perdu de sa singularité. L'habitacle est accueillant mais la suspension (réglable, depuis le poste de pilotage, selon trois positions différentes) est raide, quoi qu'on fasse.

Grâce à cela, la dernière-née de la lignée Corvette offre un comportement sain. On « sent » parfaitement cette voiture bien équilibrée qui se conduit avec précision, même en sollicitant son V8. Couplé à la boîte manuelle six vitesses ou à la boîte automatique, celui-ci se montre plutôt sobre, avec une consommation moyenne de 12 litres aux 100 kilomètres sur autoroute, à bonne allure.

Du modèle 1953 au modèle 1988

Corvette 1953
- Longueur : 4,24 mètres.
- Poids : 1 310 kilos.
- Motorisation : V8 (3,8 litres) 150 chevaux.
- Prix actuel : à partir de 100 000 francs environ.

Corvette 1998
- Longueur : 4,57 mètres.
- Poids : 1 505 kilos.
- Motorisation : 344 chevaux.
- Prix : 387 000 francs (boîte manuelle), 420 000 francs (boîte automatique).

Le modèle 1990 est livré avec deux clés de contact : une seule permet d'accéder à la puissance maximale du moteur

Un culte fervent et multiforme

EN SE MONTRANT au volant de leur Corvette, John Wayne, Steve McQueen ou Elvis Presley n'ont pas contribué de manière décisive à ce qu'il faut bien appeler le culte d'une automobile. Avec sa réputation de voiture sportive et rebelle, la Chevrolet a fait beaucoup mieux que séduire, dès le premier regard, quelques stars parmi les plus en vue de Hollywood.

Sous la férule de spécialistes du marketing particulièrement imaginatifs, elle fait aujourd'hui encore fructifier son aura de voiture sportive américaine de référence, de *dream car* par excellence, bien au-delà de l'univers automobile. La légende, comme souvent, a le sens des affaires. Ferrari et Harley-Davidson, qui marchent sur ses pas, n'ont pas fait mieux.

Il existe à travers le monde 750 clubs Corvette, et les rassemblements de collectionneurs regroupent chaque année des milliers de personnes (500 000 modèles, soit la moitié de la production totale réalisée, sont encore en état de marche, selon General Motors), mais là n'est pas l'essentiel. Célébrée par maints héros de l'histoire du rock *(Little Red Corvette* fut, en 1983, l'un des premiers succès de Prince), la Chevrolet inspire également le fabricant des mythiques – elles aussi – guitares Gibson.

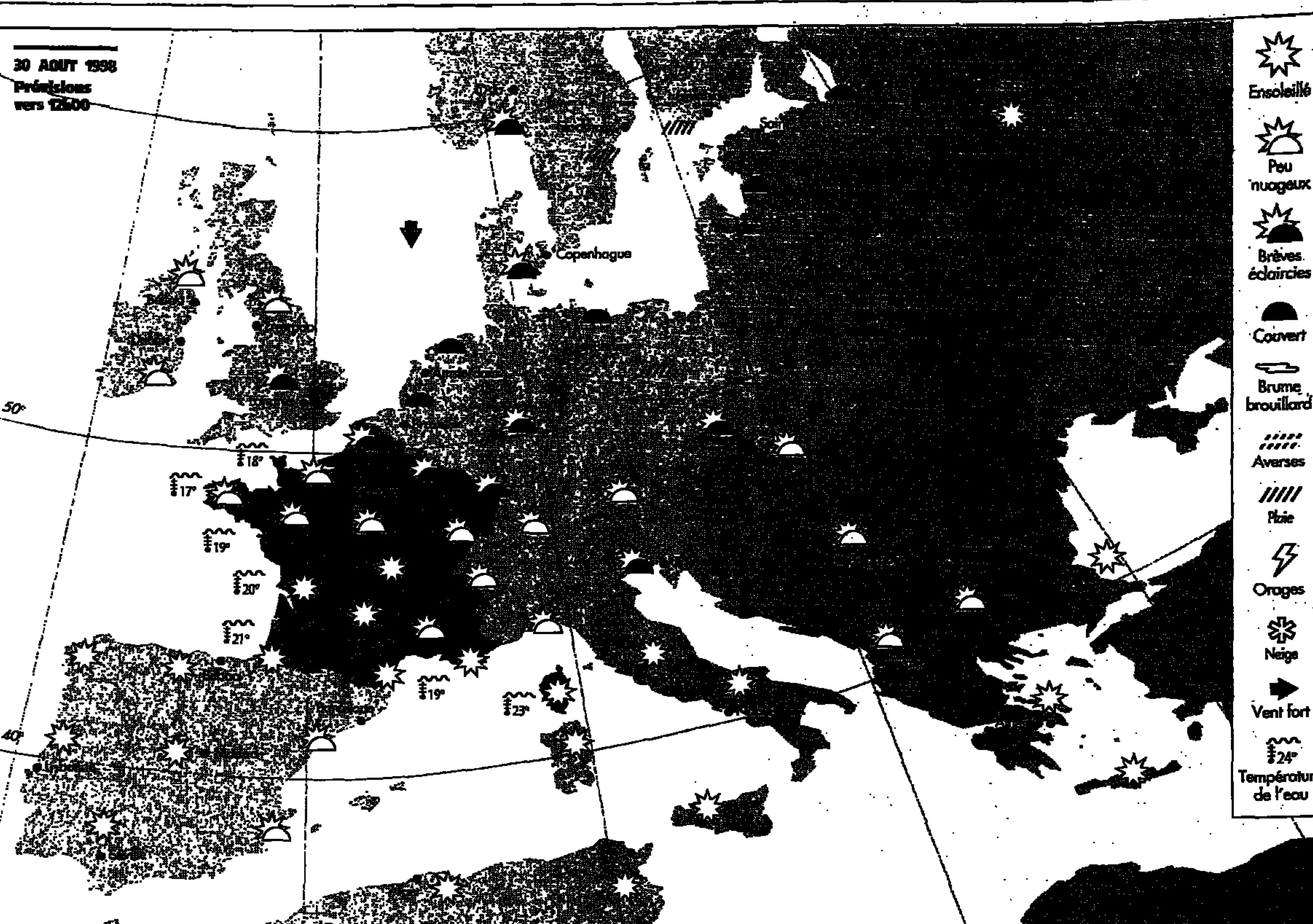
DE LA BOÎTE AUX LETTRES À L'ASPIRATEUR

« *Glitter* » à souhait, le modèle Les Paul Custom Corvette rappelle les flancs bicolores des modèles des sixties. Quant à la Gibson Sting Ray, fabriquée à 150 exemplaires (environ 10 000 dollars l'unité), elle évoque le *split window du modèle de 1963. Cinq autres guitares* doivent être prochainement déclinées sur ce thème. Plus accessible aux amateurs peu fortunés à la recherche de symboles existe la boîte aux lettres baptisée Corvette Mailbox. Ce modèle typiquement américain est disponible avec la gamme des couleurs historiques : Roman Red, Tuxedo Black et Crown Sapphire blue. Outre les casquettes de base-ball et autres T-shirts, on signalera aux vrais fanatiques l'existence d'une gamme Corvette Vac qui va de l'aspirateur à main à l'appareil pour sols industriels. Evidemment très performants.

Toute forme de culte génère ses excès. Avant de mourir à l'âge de soixante et onze ans, George Swanson, d'Adamsburg (Pennsylvanie), demanda qu'on l'enterre assis au volant de sa Corvette blanche. Ce qui fut fait.

J.-M. N.

هكذا من الاصل



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Voir du ciel le patrimoine bâti, la vie des champs, les bois et les étangs, voilà ce que permet le voyage à bord d'une montgolfière. Pas de conditions particulières pour embarquer dans la nacelle, hormis un coupe-vent et un chandail. Au choix, neuf sites de décollage : Vézelay en Bourgogne, Chenonceaux dans le Val de Loire, Reims en Champagne, Munster en Alsace, Monchy-Saint-Eloi en région parisienne, Le puy de Dôme en Auvergne, Brindas en Rhône-Alpes, La Roque-Gageac dans le Périgord et Jonzac en Bordelais. Les vols (une heure et quart) sont assurés deux fois par jour, jusqu'à la fin novembre, avec des pilotes diplômés. Prévoir trois heures, avec la participation au gonflage du ballon. Tarif à partir de 950 F en Val de Loire et Bourgogne pour un billet en liste d'attente avec confirmation du vol à 48 heures du décollage ; ou de 1 250 F à 1 500 F selon les jours, la région et les conditions de validité. Réservations au 01-47-00-66-44.

■ **AUSTRALIE.** Qantas, compagnie australienne, qui avait suspendu ses vols au départ de Paris voilà trois ans, reprendra, le 26 octobre, ses liaisons directs pour Sydney, avec une escale technique à Singapour. Ce vol sera assuré, trois fois par semaine, depuis Roissy, les mardis, jeudis et samedis. Décollage à 23 h 30 en Boeing 747-400 dont les trois classes ont été rénovées. Retour les mêmes jours pour une arrivée à Paris à 6 h 30. Liaison qui complétera les vols quotidiens assurés conjointement avec British Airways, via Londres, et les lignes via Francfort ou Rome. Réservations au 0803-846-846.

Températures en hausse

DIMANCHE, les hautes pressions installées sur la France maintiendront un temps sec avec un soleil généreux au sud de la Loire, plus de nuages au nord. Du côté des températures, la chaleur reviendra par le sud-ouest, tandis que la fraîcheur commencera à régresser dans la moitié nord.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. – En Basse-Normandie, les nuages dominent le matin, puis laissent la place à des apparitions du soleil l'après-midi. Dans les autres régions, la journée est ensoleillée, après quelques nuages le matin. Les températures sont en hausse, atteignant 20 à 22 degrés sur la côte, 23 à 26 dans l'intérieur.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Au nord de la Seine, les nuages dominent, ne laissant qu'une place réduite au soleil. Au sud, le soleil fait, malgré la présence de nuages, de belles apparitions. Les maxima sont un peu plus élevés : de 18 à 23 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Nuages et soleil se partagent équitablement le ciel tout au long de la journée, avec toutefois un peu plus de nuages dans le nord de la Champagne et de la Lorraine. Quelques bancs de brouillard sont à craindre au lever du jour dans le val de Saône. Températures maximales de 18 à 22 degrés du nord vers le sud.

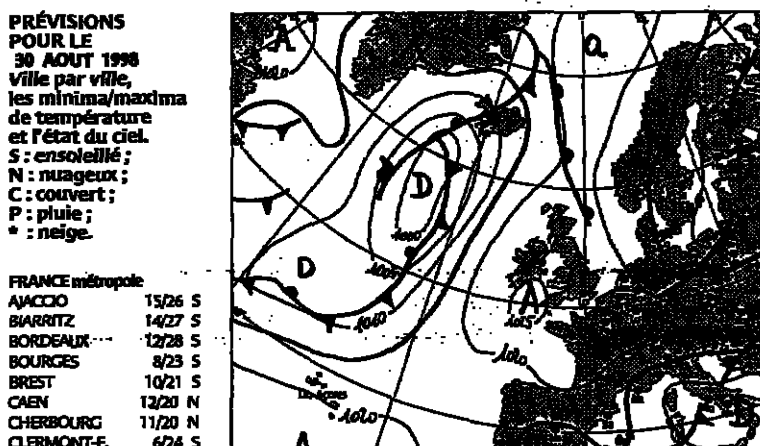
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée est partout bien ensoleillée. Températures en hausse, atteignant l'après-midi 24 à 29 degrés du nord vers le sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – C'est une belle journée de fin d'été, pleine de soleil. Seul le relief des Alpes voit bourgeonner l'après-midi quelques nuages sans conséquences. Le thermomètre gagne environ deux degrés, avec un maximum compris entre 22 et 25.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brille sans discontinuer du matin jusqu'au soir. Le vent est faible. Les températures sont juste de saison, avec un maximum compris entre 24 et 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 30 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

FRANCE métropole	
AJACCIO	15/26 S
BIARRITZ	14/27 S
BORDEAUX	12/28 S
BOURGES	8/23 S
BREST	10/21 S
CAEN	12/20 N
CHERBOURG	11/20 N
CLERMONT-F.	6/24 S
DIJON	7/22 N
GRENOBLE	10/24 S
LILLE	10/19 C
LIMOGES	10/23 S
LYON	9/23 S
MARSEILLE	15/28 S
NANCY	7/20 N
NANTES	11/25 S
NICE	16/26 S
PARIS	11/23 N
PAU	12/28 S
PERPIGNAN	14/27 S
RENNES	10/25 S
ST-ETIENNE	7/24 S
STRASBOURG	6/20 N
TOULOUSE	12/29 S
TOURS	8/23 S
FRANCE outre-mer	
CAYENNE	24/31 P
FORT-DE-FR.	26/32 N



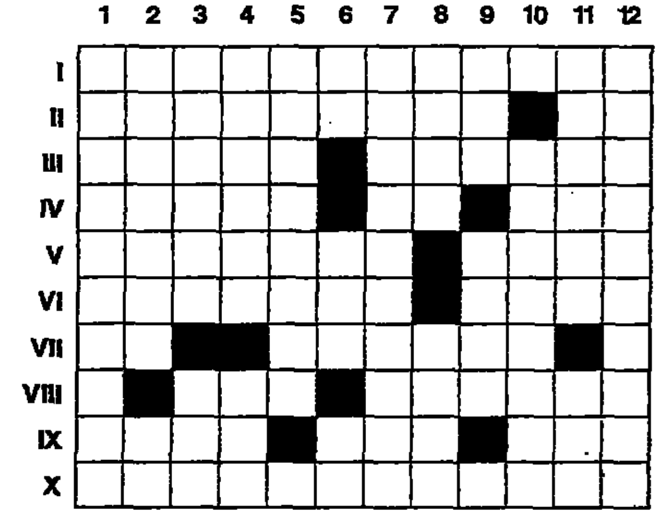
Situation le 29 août à 0 heure TU — *Prévisions pour le 31 août à 0 heure TU*

NOUMEA	19/23 N	BUCAREST	11/23 P	MILAN	16/25 N	VENISE	16/24 N	SANTIAGO/CHI.	7/22 S	ASIE-OCÉANIE	
PAPEETE	24/29 N	BUDAPEST	10/21 N	MOSCOU	9/16 S	VIENNE	11/19 N	TORONTO	17/25 S	BANGKOK	25/32 N
POINTE-A-PIT.	26/32 S	COPENHAGUE	11/17 N	MUNICH	8/18 S			WASHINGTON	24/32 C	BOMBAY	26/28 P
ST-DENIS-RÉ.	20/25 C	DUBLIN	10/19 N	NAPLES	17/25 S	AMÉRIQUES				DJAKARTA	26/31 N
		FRANCFORT	11/19 N	OSLO	9/18 N	BRASILIA	18/32 S	AFRIQUE		DUBAI	30/39 S
EUROPE		GENEVE	8/21 N	PALMA DE M.	18/30 S	BUENOS AIR.	4/15 S	ALGER	19/30 S	HANOI	27/34 N
AMSTERDAM	12/17 C	HELSINKI	9/15 P	PRAGUE	7/17 P	CARACAS	26/31 P	DAKAR	26/29 S	HONGKONG	28/31 P
ATHENES	24/30 S	ISTANBUL	21/26 S	ROME	14/25 S	CHICAGO	18/25 N	KINSHASA	20/32 S	JERUSALEM	23/33 S
BARCELONE	21/26 N	KIEV	9/13 P	SEVILLE	19/33 S	LIMA	15/19 C	LE CAIRE	24/34 S	NEW DEHLI	26/34 N
BELFAST	11/18 N	LISBONNE	17/25 S	SOFIA	10/19 N	LOS ANGELES	23/30 S	MARRAKECH	19/33 S	PEKIN	20/25 P
BELGRADE	10/20 N	LIVERPOOL	14/20 S	ST-PETERSB.	11/15 C	MEXICO	14/20 C	NAIROBI	15/23 N	SEOUL	20/26 S
BERLIN	11/16 C	LONDRES	14/22 N	STOCKHOLM	10/16 P	MONTREAL	17/24 S	PRETORIA	9/27 S	SINGAPOUR	26/28 P
BERNE	7/21 N	LUXEMBOURG	10/19 N	TENERIFE	20/25 S	NEW YORK	24/29 N	RABAT	18/25 S	SYDNEY	12/17 S
BRUXELLES	12/19 C	MADRID	19/33 S	VARSOVIE	9/16 P	SAN FRANCIS.	15/23 S	TUNIS	21/30 S	TOKYO	25/29 P

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98207

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Il faut passer dessus, si l'on veut entrer. – II. A travaillé à la chaîne, il y a déjà longtemps. Démonstratif. – III. Ils sont de tous les repas. On y frappe la monnaie, on y boit de bons vins. – IV. Charges explosives. Champion dans sa catégorie. Spécialiste dans sa catégorie. – V. A l'aise dans les baskets, moins dans les escarpins. Habille le rat. – VI. Le trente-sixième est à éviter. Sale goût. – VII. Préposition. Fleurit dans les blés et parfois les attaque. – VIII. Tient par le haut. Gais lurons. – IX. Attrapées. Principe religieux. Manche. – X. Couche dans le ciel.

VERTICALEMENT

1. Tournent et posent autour du monde. – 2. Machines agricoles. Dans la gamme. – 3. Terminent les phrases. Epouse la coque. – 4. En feu. Roi de Juda. – 5. Intenses périodes d'activités en chambre. – 6. Gardienne de l'écrit. Personnel. Premier degré. – 7. Travailleras sur la planche. – 8. Au-delà des convenances. Au menton ou ailleurs, ici à l'envers. – 9. Possessif. Attaqué comme un abricot. – 10. Couverte de mousse. – 11. Jeu de cartes. Lignes franciliennes. – 12. Son geste peut sauver.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98206

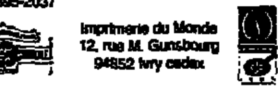
HORIZONTALEMENT

I. Pousse-pousse. – II. Enta. Foireux. – III. Pi. RAF. Gelée. – IV. Irritions. Dc. – V. Nié. Acre. Feu. – VI. Is. Eva. NL. Et. – VII. Em (me). Picoter. – VIII. Remises. Veto. – IX. Iem (mie). Sua. On. – X. Ségrégations.

VERTICALEMENT

1. Pépinières. – 2. Onirisme. – 3. Ut. Ré. Mig. – 4. Sari. Epier. – 5. Atavisme. – 6. Efficace. – 7. Pô. Or. Ossa. – 8. Oignent. Ut. – 9. Ures. Levai. – 10. Sel. Ré. – 11. Suédée. Ton. – 12. Exécutions.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex





Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1807

TOURNOI OPEN « LOST BOYS », ANVERS, 1998
Blancs : S. Asmaiparashvili
Noirs : H. Stefansson.
Défense ouest-indienne.

1. d4	Cf6	12. é5 !	Fé7
2. ç4	é6	13. Fd3	b5 (e)
3. Cf3	b6	14. Dé3	ç5
4. Cç3	Fb7	15. Dç2 (f)	Fxf3 (g)
5. a3	d5 (a)	16. gxf3	Da5 (h)
6. Fg5 (b)	Fé7	17. F4 ! (i)	b4 (j)
7. Da4+	ç6 (c)	18. Fxh7+	Rh8
8. Fxf6	Fxf6	19. Td3 !! (k)	Tf-ç8 (l)
9. é4 (d)	dxç4	20. Th3 ! (m)	Cf8
10. Dxç4	0-0	21. Dé2!! (n)	ab. (o)
11. Td1	Cd7		

NOTES

a) Si 5..., Fé7 ; 6. d5 ! et si 5..., Cé4 ; 6. Cxé4, Fxé4 ; 7. Cd2 ou 7. é3.

b) Après le renforcement naturel de la case é4 (5..., d5), les Blancs doivent opter entre plusieurs systèmes : 6. Dç2 ; 6. Fg5 ; 6. éxd5, Cxd5 ; 7. Dç2 ou 7. Fd2 ou 7. é3.

c) La réponse 7..., Dd7 est suspecte : 8. Dxd7+, Cbxd7 ; 9. Cb5! forçant 9..., Rd8 ; 10. çxd5 ; éxd5 ; 11. Ff4, ç6 ; 12. Cd6, Fxd6 ; 13. Fxd6, Cé4 ; 14. Ff4 avec avantage aux Blancs. Après 7..., Fç6, les Blancs doivent jouer 8. Db3 et non 8. Dç2 à cause de 8..., dxç4 ; 9. é4, b5 !

d) La suite 9. çxd5 ; éxd5 ; 10. g3, 0-0 ; 11. Fg2, ç5 (ou 11..., Cd7 ; 12. 0-0, Fé7 comme dans la partie Karpov-Kortchnoï de Dortmund, 1994) ; 12. Td1, Dé7 ; 13. 0-0, Td8 ; 14. é3, Fa6 ; 15. Td2, Cç7 est souvent joué.

e) La stratégie des Noirs est lente, mais intéressante : 13..., Db8 ; 14. Fé4, a5 ; 15. Dd3, b6 ; 16. Dé3, b5 ; 17. 0-0, Tç8 ; 18. Cé2, ç5 (enfin) ; 19. d5, éxd5 ; 20. Fxd5, Fxd5 ; 21. Txd5, Cb6 ; 22. Td-d1, Cç4. Ici, les Noirs cèdent volontiers le pion b5 au profit de complications tactiques.

f) Si 15. Cxb5, Fxf3, 16. gxf3, çxd4 et le pion é5 tombe. Si 15. Dxb5, Fxf3. Si, 15. Fxb5, Fxf3 ; 16. gxf3, çxd4 ; 17. Txd4, Cç5 ; 18. Txd8, Cxb3. La menace Fxh7+ démasquant la Td1 pose aux Noirs un sérieux problème défensif.

g) Les Noirs n'ont pas le temps de jouer 15..., g6 ou 15..., h6, car ils perdraient au moins un pion sur l'aile-D. On a préconisé la suite 15..., b4 ; 16. Fxh7+, Rh8 ; 17. Fé4, bxç3 ; 18. Fxb7, Ta-b8 avec un bon contre-jeu.

h) Le vainqueur de ce tournoi décloue sa D, mais surestime sa position. 16..., b4 est encore nécessaire.

i) Il ne s'agit pas seulement de consolider le pion é5...

j) Si 17..., çxd4 ; 18. Fxh7+, Rh8 ; 19. Txd4.

k) Les Noirs n'ont pas aperçu l'arrivée de ce missile.

l) Si 19..., bxç3 ; 20. Th3, çxb2+ ; 21. Ré2.

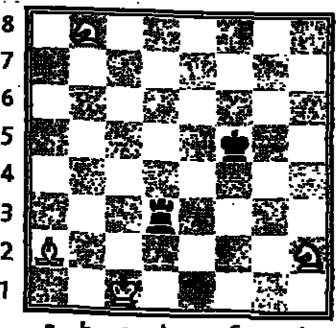
m) Menace 21. Fg8+.

n) Le coup de grâce.

o) Si 21..., g6 ; 22. Fxg6+, Rg7 ; 23. Fxf7, Rxf7 (ou 23..., bxç3 ; 24. Tg1+, Cg6 – si 24..., Rxf7 ; 25. Dh5+ –; 25. Th7+!, Rf8 ; 26. Rf1 ! et le R noir ne se sortira pas de cette énorme attaque de D-deux T-F.) ; 24. Dh5+, Cg6 ; 25. Dh7+, Ré8 ; 26. Dxg6+, Rd7 ; 27. d5 !, bxç3 ; 28. Dxé6+, Rç7 ; 29. Dxé7+, Rb8 ; 30. Txç3. Ou encore 21..., bxç3 ; 22. Fg6+, Rg8 ; 23. Th8+!, Rxh8 ; 24. Dh5+, Rg8 ; 25. Fxf7 mat. Enfin, après 21..., Cxh7 ; 22. Dh5, Rg8 ; 23. Dxh7+, Rf8 ; 24. axb4, çxb4 ; 25. Cd1, les Blancs ont un C en plus.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1806
C. REICHHELM (1887)
(Blancs : Rç2, Ph6. Noirs : Ra1, Ca4, Pa2 et en ç4.)
1. h7, Cç3 ! ; 2. h8=T!! (et non 2. h8=D ? ni 2. h8=F ?, pat), Cb1 ; 3. Th1 !, ç3 ; 4. Th4 !, Ca3 (si 4..., Cd2 ; 5. Rxç3, Cb1+ ; 6. Rç3) ; 5. Rxç3, Cb1+ ; 6. Rç2, Cd2 ; 7. Td4 !, Cb1 ; 8. Rb3 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE n° 1807
M. GROMOV (1987)



Blancs (4) : Rç1, Fa2 Cb8 et h2.
Noirs (2) : Rf5, Td3.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

هكذا من الأصل

SAMEDI 29 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

16.25 Rue de l'Estrapade ■ ■
Jacques Becker (France, 1952, N., 100 min). Cinétoile

16.55 King Kong ■ ■ ■
E. B. Schoedsack et M. Cooper (EU, 1933, N., 90 min). Ciné Cinéfil

21.45 Tootsie ■ ■
Sidney Pollack (Etats-Unis, 1982, 115 min). TSR

23.00 Rock ■ ■
Michael Bay (Etats-Unis, 1995, 129 min). Canal +

23.00 Des feux mal éteints ■ ■
Serge Moati (France, 1993, 95 min). Cinéstar 1

2.45 Les Sept Mercenaires ■ ■
John Sturges (Etats-Unis, 1960, v.o., 125 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

0.10 Le Monde des idées. Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassonne. LCI

MAGAZINES

19.30 Histoire parallèle. *Semaine du 29 août 1948. Paris qui renaît.* Invité : Olivier Todd. Arte
19.45 Le Bazar de CinéCinémas. Laëtitia Masson. Ciné Cinémas
20.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Ploumanac'h sur la côte de granit rose. TV 5
20.40 Le Club. Gabriel Yared. Ciné Cinéfil
20.45 *Le Magazine de l'Histoire.* L'enfance. Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau, Yves Congar, Didier Lett, Dominique Julia, Dominique Missika. Histoire
21.40 Metropolis. Danser pour les dieux. Jazz au Cambodge. Jazz au Maroc. Ouvert pendant les travaux. Frida et Diego. Arte
23.05 *Paris modes.* Spécial mariage. Paris Première
0.00 La France et ses religions. L'islam en France. Invités : Jean Daniel, Maxime Rodinson, Soheib Bencheikh, Farhar Khosrokhavar. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.05 L'Egypte. [4/5]. Dieux et démons. La Cinquième
18.20 La Fin de la télévision. Planète
18.30 Leclerc le libérateur. Histoire
19.00 Les Cités prestigieuses d'Italie. [9/12]. *Palerme.* Odyssée
19.30 Sans oublier les enfants. Odyssée
19.45 Maîtres de guerre. [13/13]. Tempête du désert. Planète
20.20 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odyssée
20.30 Les Cobras souverains de l'Inde. Canal +
20.35 Les Grands Parcs nationaux américains. [4/4]. Planète
20.45 L'Aventure humaine. Everest, le sommet de la mort. Arte
20.50 Les Eléphants de Tsavo. TMC
21.20 Terrorisme. [4/4]. Odyssée
21.30 Orques en liberté. Planète
21.35 Le mystère de Lee Harvey Oswald. [2/2]. TMC
22.00 Henri Vernes. Un aventurier de l'imaginaire. Planète
22.10 Samuel Fuller, un Américain en Normandie. Odyssée
23.00 Hannah Arendt. La jeune fille étrangère. Histoire
23.05 Suède : La Forêt des ours. Odyssée
23.30 Music Planet. Max Roach. Arte
23.40 Celibidache. [2/2]. Planète
0.40 Trois peintres suédois. [2/3]. Carl Larsson. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

17.45 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. Eurosport
18.55 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 2
20.05 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 3
20.45 Football. Match amical. Milan AC - Flora Tallinn. Eurosport

MUSIQUE

20.30 Offenbach tragicomique. *Les Contes d'Hoffmann.* Mise en scène. John Schlesinger. Enregistré à Londres par l'Orchestre et le Chœur du Royal Opera House, dir. Georges Prêtre. Mezzo
21.00 Intermezzo. Opéra de Strauss. Mise en scène. John Cox. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Gustav Kuhn. Muzzik
22.05 La Famille Marley. New York 1997. Paris Première
23.40 La Chauve-souris. Opéra de Strauss. A l'opéra royal de Londres. Muzzik
0.00 Eddy Mitchell. Au Casino de Paris 90. Paris Première
0.50 Renaud, Ché ma dernière tournée. A la Mutualité 95. France 2

THÉÂTRE

23.20 Arsenic et vieilles dentelles. Joseph Kesserling. Mise en scène. Stéphane Bertin. France 3

TÉLÉFILMS

20.13 Les Vacances de l'inspecteur Lester. Alain Wermus. 13ème Rue
20.30 Marion du Faouët. Michel Favart [1 et 2/2]. Festival
20.35 Juste à temps. Shawn Levy. Ciné Cinémas
21.10 L'Année du certif. Jacques Renard. France 3
22.30 Les Enfants de Lascaux. Maurice Bunio. TMC
0.25 Canti. Manuel Pradal. Arte

SÉRIES

20.50 FX, effets spéciaux. Le voleur invisible. M 6
21.25 Gun. L'heure est venue. Canal +
21.45 The Sentinel. La meute. M 6
22.13 New York Undercover. Nina. 13ème Rue
22.30 Orages d'été. [1/7]. TV 5
22.40 Danger imminent. [3/4]. Arte
22.40 Players, les maîtres du jeu. Un logiciel très convoité. M 6
23.00 Le Retour de Sherlock Holmes. L'aventure de Wisteria Lodge. Disney Channel
23.00 American Gothic. La leçon de maître Buck. 13ème Rue
23.10 Star Trek, la nouvelle génération. Causes et effets. Canal Jimmy
23.40 Stargate. Le procès. TSR
23.45 Buck Rogers. Planète des Amazones. 13ème Rue
0.35 Expériences interdites. Dream of Doom (v.o.). 13ème Rue
0.50 Seinfeld. *La centième (v.o.).* Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui était le pire témoin du monde (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.00 Régions
Vivre à Girolata

C'est un village corse perdu au milieu des eaux claires. Les quelques habitants qui y vivent toute l'année partagent leurs terres avec les vaches et les ânes qui déambulent paisiblement entre les maisons de pierre. La vie quotidienne s'organise simplement au rythme des récoltes et des rares navettes maritimes pour Calvi. Ce pourrait être le paradis, *« un rêve d'enfant »*, explique un pêcheur installé ici depuis 1980. Mais ce décor idyllique a un envers : l'été, il est envahi par les touristes, et le reste de l'année par les « chercheurs » (le site est classé patrimoine mondial par l'Unesco). Les villageois disent leur crainte de voir disparaître ce havre de paix. Evitant les clichés, Laurent Billard a su rendre l'âme de ce lieu superbe. – *S. Bn*

● 22.10 Canal Jimmy
Soirée Nino Ferrer

En 1972, après trois ans d'exil en Italie, Nino Ferrer revient en France avec un nouvel album : *Métronomie.* Denise Glaser, amicale et attentive, l'accueille sur le plateau de *Discorama.* Quand elle lui demande de fredonner ses anciens succès, il prend sa guitare avec réticence, joue quelques notes et s'arrête, un peu géné. *« Non, non, vraiment, écoutez, je ne supporte plus. »* Ses « tubes » l'ont enfermé dans une image qui ne lui ressemble plus, et aujourd'hui ils sonnent comme un mauvais souvenir. Nino Ferrer est un poète, un joueur de jazz et, le regard enfin bleu, il entonne ses nouvelles chansons comme on ouvre un livre d'images. Au fil de la conversation, franche, presque intime, respectueuse, se dessine le portrait d'un artiste fragile en quête de reconnaissance. – *S. Bn*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.00 Sous le soleil.
19.05 Melrose Place.
20.00 Journal, Images du sport.
20.35 F1, Le Résultat des courses.
20.50 Météo, Trafic infos.
20.55 La télé s'amuse.
23.10 Hollywood Night. Amour fatal. Téléfilm. A Jane Simpson.
0.45 Formule foot.
1.20 Formule F1.

FRANCE 2

18.55 Cyclisme. Championnats du monde sur piste.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Fort Boyard.
22.55 Fous d'humour.
0.40 Journal, Météo.
0.50 Renaud, Ché ma dernière tournée.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cyclisme. Championnats du monde sur piste.
20.55 Tout le sport.
21.10 L'Année du certif. *Téléfilm.* Jacques Renard.
22.55 Météo, Soir 3.
23.20 Saturnales. Arsenic et vieilles dentelles. *Pièce de théâtre.* Joseph Kesserling.
1.20 Journal des festivals.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.30
18.35 Cyberculture. Le système Microsoft.
19.05 Décode pas Bunny.
19.30 Meego.
19.55 et 22.05 Flash infos.
20.05 Daria.
20.30 Les Cobras souverains de l'Inde.
21.25 Gun.
22.15 Jour de foot.
23.00 Rock ■ ■ *Film. Michael Bay.*
1.10 Camilla ■ Film. Deepa Mehta (v.o.).

ARTE

19.00 French & Saunders Go to the Movies. [1/9] (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes. [3/3].
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Everest, le sommet de la mort.
21.40 Metropolis.
22.40 Danger imminent. [3/4].
23.30 Music Planet. Max Roach.
0.25 Canti. Téléfilm. Manuel Pradal.

M 6

18.20 Extralarge.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Les Piégeurs.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 FX, effets spéciaux. 21.45 The Sentinel. 22.40 Players, les maîtres du jeu.
23.35 Une mort à petites doses. Téléfilm. O Sondra Locke.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.20 Atelier de création radiophonique (rediff.). Kawachi 97, polaroïd détrempé.
22.35 Musiques du monde. L'Océanie.
0.05 La Roulotte du Mans.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 Don Giovanni. Opéra de Mozart. Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence, donné par l'Orchestre de chambre Gustav Mahler et le Chœur de l'Académie européenne de musique, dir. Claudio Abbado. Roberto Scaltriti (Don Giovanni), Nicola Ulivieri (Leporello).
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 La Tempête, de Shakespeare. *La Tempête*, extraits, de Purcell ; *La Tempête*, de Sibelius ; *Sonate nº 17*, de Beethoven ; *Lélio*, de Berlioz ; *La Tempête*, de Tchaïkovski ; *An silvia*, de Schubert ; *La Tempête*, de Chausson ; *Three Shakespeare Songs*, de Vaughan Williams ; *Prélude pour La Tempête*, de Honegger ; *Der Sturm*, de Martin.
22.40 Da Capo. Œuvres de R. Schumann, Mozart, Brahms.

DIMANCHE 30 AOÛT

FILMS DU JOUR

18.00 Mon homme Godfrey ■ ■
Gregory La Cava (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 90 min). Cinétoile

19.30 Parade ■ ■
Jacques Tati (France - Suède, 1974, *90 min*). *Cinétoile*

20.30 Mata-Hari ■ ■
George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N., 90 min). Ciné Cinéfil

20.35 Mémoires du Texas ■ ■
Peter Masterson (Etats-Unis, 1985, 115 min). TMC

20.45 Ma saison préférée ■ ■
André Téchiné (France, 1992, 125 min). RTBF 1

20.55 La Gloire de mon père ■ ■
Yves Robert (Fr., 1990, 115 min). TF 1

21.00 Dangereuse sous tous rapports ■ ■
Jonathan Demme (Etats-Unis, 1987, v.o., 115 min). Paris Première

21.00 La Taverne de l'Irlandais ■ ■
John Ford (Etats-Unis, 1963, 105 min). Cinétoile

21.40 L'Ame des guerriers ■ ■
Lee Tamahori (Nouvelle-Zélande, 1994, 100 min). TSR

22.00 King Kong ■ ■ ■
Merian Cooper et Ernest B. Schoedsack (Etats-Unis, 1933, N., *v.o., 100 min*). *Ciné Cinéfil*

22.30 Max mon amour ■ ■
Nagisa Oshima (France - Etats-Unis, 1986, 90 min). Téva

0.05 Huit et demi ■ ■ ■
Federico Fellini (Italie, 1963, N., v.o., 130 min). Cinétoile

0.15 The Long Night ■ ■
Anatole Litvak (Etats-Unis, 1947, N., *v.o., 100 min*). France 3

0.30 La Fille de quinze ans ■ ■
Jacques Doillon (France, 1989, 85 min). Cinéstar 1

1.35 Friedrich Schiller, Triumph eines Genies ■ ■
Herbert Maisch (Allemagne, 1940, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil

1.45 Un thé au Sahara ■ ■ ■
Bernardo Bertolucci (Grande-Bretagne, 1989, v.o., 130 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.10 Le Monde des idées. Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassonne. LCI

MAGAZINES

12.05 Saga-Cités. Fellag. TV 5
13.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Ploumanac'h sur la côte de granit rose. TV 5
13.30 ► *Les Quatre Dromadaires.* Peuples de la forêt : la forêt des pygmées Bara. France 3
14.05 Planète animal. Natures de toutes les Russies : Le chant de la Volga. TMC
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance. Histoire
14.50 *Inédits.* Mémoires de Chine [5/5]. RTBF 1
14.55 Planète Terre. Sur les pistes du Far West : La terre de tous les espoirs. TMC
19.00 Le Gai Savoir. L'extrême droite est-elle soluble ? Avec Jean-Christophe Cambadélis ; François de Closets ; Eric Branca ; Guy Bedos. Paris Première
19.30 La France et ses religions. L'Islam en France. Invités : Jean Daniel ; Maxime Rodinson ; Soheib Bencheikh ; Farhar Khosrokhavar. Histoire
20.00 Rive droite, rive gauche. Les plus grands débats de la saison. Paris Première
20.05 L'Invité. Patrice Fontanarosa. Muzzik
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Familles macabres. Histoire
20.50 Capital spécial été. Les dessous du recrutement. M 6
22.35 L'Equipe du dimanche. Football européen : Juventus Turin - Lazio Rome ; Newcastle - Liverpool ; Valence - Atletico Madrid. Rugby : Agen - Auch. Canal +
23.00 Envoyé spécial, les années 90. La bête sous la Manche. Ici Londres. Histoire
0.45 *Le Gai Savoir.* L'extrême droite est-elle soluble ? Invités : Jean-Christophe Cambadélis ; François de Closets ; Eric Branca ; Guy Bedos. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.10 Des animaux et des hommes. Par amour des cygnes. Odyssée
17.35 Orques en liberté. Planète
17.40 Secrets des rois. [10/13]. Dynastie. La Cinquième
17.40 Civilisations englouties. [2/3]. Les colonnes de l'histoire. Odyssée
17.50 ► Diana. Secrets et légendes. M 6
18.00 Henri Vernes. Un aventurier de l'imaginaire. Planète
18.10 Terrorisme. Les fous de Dieu. Odyssée
18.30 Hannah Arendt. La jeune fille étrangère. Histoire
18.50 Le Retour de Zog. Planète
19.00 ► Diana, son dernier été. TF 1
19.00 Voyage aux pays des dieux. Pérou, *un royaume dans les nuages.* Odyssée
19.25 Trois peintres suédois. Olof Krans, peintre de Bishop Hill. Odyssée
19.30 Maestro. L'Art de la direction d'orchestre. [2/2]. Arte
19.45 Celibidache. [2/2]. Planète
20.00 Vraiment sauvages. Pas fous les félins. Canal J
20.00 Vietnam : revivre. [5/5]. Le dragon blessé. Odyssée
20.30 Les Reines du muscle. Téva
20.35 Le Maître de chorale. Planète
20.40 Soirée thématique. Les accro(c)s du camping. Arte
20.55 CIA. [1/5]. *Les cow-boys de Berlin.* Odyssée
21.25 Méditerranée, rive sud. [4/13]. Tunisie, villes et villages. Planète
21.50 Soldats des mers. Odyssée
21.55 L'Oasis dans les glaces. Planète
22.20 Femminielli. Planète
22.40 Joseph Mustacchi, dit Georges Moustaki. Odyssée
22.50 Grand document. Ymako. RTBF 1
23.30 Portrait de cinéaste. Henri Langlois. TV 5
23.35 Nemadi. Odyssée
23.45 Les Nouveaux Explorateurs. Plantes amazoniennes au secours du cancer. Planète
0.00 Bonjour madame. Téva
0.15 La Longue Ballade des sans-papiers. Planète
0.15 Voyage au cœur du règne animal. Le cousin de Moby Dick. Odyssée
0.50 Les Enfants de la danse. [3/4]. Téva

SPORTS EN DIRECT

13.00 *Motocross.* Championnat du monde 250cc : Grand Prix de Gdynia (Pologne). Eurosport
13.50 Formule 1. Championnat du monde : Grand Prix de Belgique. TSR - TF 1
15.50 Cyclisme. Grand Prix de Plouay. France 3
16.30 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. Eurosport
17.25 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 3
19.15 et 21.00 Stock cars. Championnat NASCAR : Les New Hampshire 300. Eurosport
20.00 Athlétisme. Rencontre internationale. Grande-Bretagne - Etats-Unis. Eurosport
20.30 Football. Championnat de France D1 (4e journée) : Auxerre - Bastia. Canal +
23.00 Golf. PGA Tour (4e journée). AB Sport

MUSIQUE

20.00 Mozart. Concert. Avec Elena Bashirova, piano. Interprété par l'Orchestre Gustav Mahler, dir. James Judd. Mezzo
21.00 La Nuit des musiciens. Concert enregistré au Trianon, à Paris le 29 novembre 1996. Avec Michel Petrucciani ; Claude Nougaro ; Jean-Marie Ecay ; Caroline Casadesus ; Olivier Charlier ; Antoine Hervé, etc. Muzzik
23.20 La Nuit des musiciens. "Carte blanche à Patrice Fontanarosa". Muzzik
23.25 Steve Coleman & the Mystic Rhythm Society. Enregistré au festival Jazz à Vienne, en 1997. Paris Première

TÉLÉFILMS

18.55 Le Don. David Delrieux. Festival
20.30 L'Amoureux, la femme, l'ordinateur et le chien. Colin Luke. Festival
22.55 Le Fantôme de Jack l'Eventreur. E.W. Swackhamer. RTL 9

SÉRIES

18.55 Demain à la une. *La vieille dame et le chat.* M 6
21.00 Seinfeld. La centième (v.o.). Canal Jimmy
21.05 ► Urgences. Les eaux de l'enfer. Les malheurs d'Hathaway. En attendant la suite. France 2
22.50 Friends. The One with Ross's Wedding (v.o.). Canal Jimmy
23.35 Profit. Healing (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 20.40 Arte
Soirée thématique :
Les Accro(c)s du camping

Si on campait...

QUE CE SOIT en mobile home ou sous la tente, ils sont des centaines de milliers à partir camper chaque année : voyager avec sa maison semble représenter pour eux la liberté suprême. Cette « Thema » présente les fous de camping comme une microsociété à part entière, avec ses codes et ses règles tacites.

Dans *Campeurs à vie*, Wolfram Seeger installe sa caméra dans un terrain aménagé au bord d'un lac pour observer la vie des occupants. Ils s'épient dans la journée et se retrouvent le soir à la buvette, centre de la vie sociale, où s'entretiennent les amitiés et les rumeurs. Certains sont là depuis plus de trente ans et leurs caravanes ont des airs de résidence secondaire : rideaux de cretonne, nains de jardin... Des clivages apparaissent entre les anciens et les nouveaux ou entre ceux d'en haut et ceux d'en bas. Les images sont crues, sans commentaires. Leur force vient des scènes retenues, qui révèlent les destins, la solitude profonde de certains, et une forme très particulière de vie en communauté.

Aux Etats-Unis, six millions de *snowbirds* – ainsi nomme-t-on les retraités itinérants – parcourent le pays en caravane. Un million et demi d'entre eux fuient le froid hivernal et se rassemblent à Quartzsite, trou perdu dans le désert de l'Arizona. Entreprenants et pleins de joie de vivre, ils badinent et dilapident allègrement leur argent au grand dam de leurs petits-enfants (d'où le titre du documentaire : *Pas un sou pour les héritiers*).

On y rencontre des personnages singuliers comme Annie, véritable fée Carabine américaine, qui manie avec dextérité une 22 long rifle. Un reportage revigorant et plein d'humour qui fait parfois penser à *Sur la route* de Jack Kerouac.

Si la fiction (un épisode de la série allemande « Tatort ») et les courts métrages de la soirée sont assez plats, ils reflètent bien, en revanche, l'atmosphère qui règne dans les campings. En résumé, une « Thema » plutôt réussie et une belle réflexion sociologique sur un phénomène en plein essor.

Jean-Jacques Barberis

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.55 Formule 1. Grand Prix de Belgique.
15.40 Podium F1.
15.50 Pacific Blue.
16.45 Disney Parade.
17.50 Vidéo gag.
18.25 30 millions d'amis
19.00 Diana, son dernier été.
20.00 Journal, Météo.
20.55 La Gloire de mon père ■ ■ Film. Yves Robert.
22.50 Ciné dimanche.
23.00 Runaway Train ■ Film. O Andreï Konchalovski.
1.00 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.40 Les Maîtres du pain. Téléfilm. Hervé Baslé [1/3].
15.25 La Vérité à double tranchant. Téléfilm. Andrew Wolk.
17.00 Nash Bridges.
17.50 Friends.
18.15 JAG.
19.05 1000 enfants vers l'an 2000.
19.10 Stade 2.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Soirée spéciale «Urgences». *21.05 Les eaux de l'enfer.* 21.55 Les malheurs d'Hathaway. 22.50 Le magazine. 23.45 En attendant la suite.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Millennium. △ *Mauvaises graines.*
1.35 Sulawesi, l'île ensorcelée.

FRANCE 3

13.00 Enguerrand le guerroyeur.
13.28 Keno.
13.30 Les Quatre Dromadaires.
14.30 Magnum.
15.20 Sports dimanche. *15.25 Tiercé à Deauville.* 15.50 Cyclisme. En direct. Grand Prix de Plouay. 17.25 Cyclisme. En direct. Championnat du monde sur piste.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.10 Je passe à la télé.
20.50 Derrick. Guerre d'industrie. Expulsion.
23.05 New York District.
23.55 Météo, Soir 3.
0.15 The Long Night ■ ■ Film. Anatole Litvak (v.o.).

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.45
13.30 South Park.
13.50 Partir avec National Geographic.
14.45 Un ange sur ma route. Téléfilm. Geoffrey Sax.
16.20 Surprises.
16.30 Les Repentis.
17.15 Invasion planète Terre. [7/22].
18.00 L'Incroyable Voyage à San Francisco Film. David R. Ellis.
► En clair jusqu'à 20.30
19.25 et 22.30 Flash infos.
19.35 Ça cartoon.
20.15 Football. Championnat de D 1. 20.30 Auxerre - Bastia.
22.35 L'Equipe du dimanche.
1.05 Les Braconniers ■ Film. Kjell Sundvall (v.o.).
3.00 Nord limite ■ Film. Sam Sheppard (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall.
14.00 Les Iles françaises du Pacifique.
15.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
16.00 Les Yeux de la découverte.
16.30 L'Asie mythique. [4/5].
17.40 Secrets des rois. [10/13].
18.05 Le Fugitif.
19.00 Ayez donc des gosses !
19.30 Maestro. L'Art de la direction d'orchestre. [2/2].
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Les accro(c)s du camping. 20.45 Et hop, on emporte la maison ! 21.30 Pas un sou pour les héritiers. Les retraités américains et la passion du voyage. 22.15 Une taupe dans le camping. Téléfilm. Jürgen Bretzinger. 23.45 Campeurs à vie. 0.45 Un drôle de petit homme. Court métrage. Chris Graves. 1.00 Qu'il fait bon, fait bon dormir. Court métrage. Maurice Huvelin.
1.25 Un doux rebelle : Julien Green. [2/4]. Journal d'un siècle : 1917-1930.

M 6

13.15 Délivrez-moi de l'enfer. Téléfilm. Bill L. Norton [1 et 2/2].
16.40 Les Piégeurs.
17.00 Agence Acapulco.
17.50 Diana. Secrets et légendes.
18.55 Demain à la une.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M 6. Le meilleur.
20.30 La Météo des plages.
20.35 et 0.55 Sport 6.
20.50 Capital spécial été. 20 ans ch. job...
22.45 Météo.
22.50 Culture pub.
23.15 Plaisirs diaboliques. Téléfilm. □ Joe D'Amato.
0.55 Sport 6.

RADIO

FRANCE-CULTURE

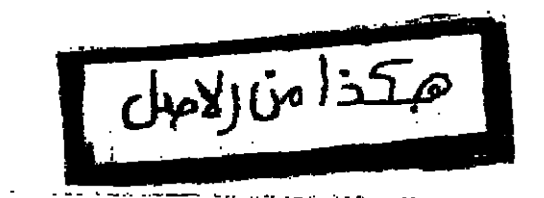
18.35 Les 13es rencontres de Pétrarque. Le passé a-t-il un avenir ? L'Histoire a-t-elle une fin ? Avec la collaboration du *Monde.*
20.00 De bouche à oreille. Le concours de foie gras. Avec Silvano Servanti, écrivain (rediff.).
20.30 Le Bon Plaisir de... André du Bouchet (rediff.).
22.35 La Roque-d'Anthéron. Concert. A l'occasion du 18e Festival international de piano.
0.05 Le Corridor étoilé. Un autre monde est possible.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 L'Oreille du monde. Iran.
19.36 Soirs de fête.
20.30 Les Apôtres. *Oratorio* de Elgar. Donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Andrew Davis, Felicity Lott (La vierge / L'ange), Catherine Wyn-Rogers (Marie-Madeleine), Thomas Randle (Jean).
0.05 Akousma. Œuvres de Cousseau, Alloza, Lie, Radigue, Regef, L et A. Jovanovic.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Faust*, opéra en cinq actes, de Gounod, par le Chœur de l'Armée française ; le Chœur et l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Plasson, Leech (Faust), Studer (Marguerite), Van Dam (Méphistophélès), Hampson (Valentin), Mahé (Siebel), Denize (Marthe).
22.55 Michel Plasson, chef d'opéra.



Diana : les certitudes de l'enquête

● Un an après la mort de la princesse de Galles, d'Emad Al Fayed et de leur chauffeur, la thèse de l'accident de la route s'est imposée ● La brigade criminelle poursuit ses auditions ● Le 31 août, un hommage discret sera rendu à Diana à Paris ● Le prince Charles a reconquis l'opinion britannique

LA THÈSE de l'accident de la route, dans sa banalité, s'impose après une année d'enquête judiciaire sur les circonstances de la mort de Lady Diana, d'Emad Al Fayed et de leur chauffeur Henri Paul, dans la nuit du 30 au 31 août 1997. Même si d'ultimes rebondissements peuvent encore retarder la procédure : un ancien agent secret britannique a été entendu comme témoin, vendredi 28 août, à sa demande, par le juge d'instruction Hervé Stephan. A l'en croire, Henri Paul aurait été un agent des services secrets anglais. De quoi relancer les rumeurs autour d'un « complot » destiné à briser l'union de la mère du futur roi d'Angleterre et du milliardaire égyptien, hypothèse que n'avait pas réussi à étayer le cabinet privé de recherches auquel Mohamed Al Fayed avait eu recours.

« En raison du contexte de cette affaire et de son retentissement international, le déroulement de la procédure a été retardé par la nécessité de vérifier un grand nombre de témoignages, dont beaucoup se sont avérés inexploitables ou fantaisistes », a indiqué le parquet de Paris, le 25 août, afin d'expliquer aux journalistes français et étrangers pourquoi l'avancée de cette gigantesque enquête ne correspond pas aux calendriers romain et médiatique. *Jamais un tel déploiement d'investigations, confiées à la brigade criminelle, sous la conduite des juges d'instruction Hervé Stephan et Marie-Christine Devidal, n'aura été observé dans un dossier d'accident. Plus de 150 témoins ont été entendus et les magistrats continuent de procéder à des auditions.* Les 25 et 26 août, le directeur du Ritz et son adjoint, ainsi que le patron de la société ayant loué la Mercedes, ont ainsi été auditionnés. *« L'ensemble des investigations ordonnées par les deux juges d'instruction devrait être achevé à la fin du mois d'octobre »*, a ajouté le parquet.

Sur fond de polémiques incessantes, l'enquête judiciaire a déjà apporté les certitudes suivantes :

● **Un imprévisible concours de circonstances.** Le samedi soir 30 août 1997, sous la pression des paparazzis massés devant le Ritz, Emad Al Fayed avait d'abord dû modifier *in extremis* le plan de la soirée avec la princesse : décidant de rester dîner au Ritz, il avait ensuite fait rappeler Henri Paul, qui avait terminé depuis quelques heures son service de numéro deux de la sécurité du palace possédé par la famille Al Fayed. Sans ce changement de programme, Henri Paul n'aurait jamais conduit la Mercedes de location, choisie au dernier moment, tandis que la Mercedes du couple était utilisée par leur chauffeur habituel dans une tentative de diversion. C'est un membre de la direction du Ritz qui demanda au responsable de la société de location de trouver ce nouveau véhicule. Qui aurait pu programmer, enfin, la présence sous le tunnel de l'Alma d'une Fiat Uno qui sera heurtée par le bolide ?

● **Le rôle des photographes.** La prise en chasse du couple de célébrités par les photographes se trouve indéniablement à l'origine de la vitesse très excessive de la Mercedes. Mais aucun des reporters mis en examen ne se trouvait près du véhicule juste avant l'accident ; les tout premiers arrivés ont été convaincus d'avoir pris des photos de la princesse à l'intérieur de la voiture, après avoir ouvert la portière et bougé son corps qui leur tournait le dos ; un seul d'entre eux a cherché à téléphoner aux secours. Neuf photographes et un motard de presse demeurent mis en examen pour *« homicides et blessures involontaires »* et pour *« non-assistance à personne en danger »*. Il reviendra aux juges d'instruction de décider de leur renvoi ou non devant la juridiction pénale.

● **L'ivresse du chauffeur.** Bien que sollicité par son patron, Henri Paul n'aurait jamais dû conduire le véhicule de grande remise. Il était seul à connaître son état d'ivresse avancée, encore aggravée par l'absorption de substances médicamenteuses (du Prozac notamment), dont le mélange avec l'alcool est fortement contre-indiqué.

● **La Fiat Uno blanche.** Sous le tunnel de l'Alma, la Mercedes a heurté une Fiat Uno blanche, comme l'attestent des traces de peinture et des débris de ses feux arrière retrouvés sur les lieux. Henri Paul a essayé de redresser la course du véhicule, ce dont témoignent des traces de freinage, avant de perdre le contrôle de son véhicule. Le conducteur de la Fiat Uno blanche n'a jamais été retrouvé, malgré l'identification et l'audition de 3 000 propriétaires de voitures de ce type.

● **L'état de la Mercedes.** Les résultats d'une analyse approfondie de la Mercedes 280, qui avait fait l'objet de vérifications techniques par la *préfecture* de police peu avant l'accident, mais dont de précédents chauffeurs avaient relevé un dysfonctionnement du voyant lumineux des freins, sont attendus.

● **Les soins d'urgence.** Dans l'heure suivant la collision, la princesse, en arrêt cardiaque, a reçu les procédures habituelles (intubation, ventilation, traitement du choc vasculaire) de réanimation d'urgence. La stratégie thérapeutique adoptée en France a été critiquée : les médecins français privilégient la prise en charge des polytraumatisés de la route sur les lieux mêmes de l'accident, alors que les Anglo-Saxons optent pour un transport immédiat à l'hôpital le plus proche. Les médecins et les personnels soignants concernés ont été entendus par les policiers. Une expertise visant, *« dans le cas de Lady Diana Spencer, les soins prodigués sur place, pendant son transport en ambulance, puis ultérieurement, en milieu hospitalier »* est encore en cours.

Mohamed Al Fayed, le père d'Emad, le père et la mère d'Henri Paul, le garde du corps Trevor Rees-Jones, la mère et la sœur de Lady Diana Spencer, se sont constitués parties civiles. Une fois la procédure pénale terminée, un contentieux civil sera introduit, compte tenu des énormes intérêts financiers en jeu dans cette affaire.

Erich Inciyan

Paris rend un hommage discret à la princesse

C'EST UN HOMMAGE *minimaliste* que rendra la France à la princesse Diana, à l'occasion du premier anniversaire de son décès. Le 27 août, la Mairie de Paris annonçait sa décision de baptiser du nom de *« Diana, princesse de Galles »* un jardin pédagogique qui sera créé, au printemps 1999, dans le 4e arrondissement de la capitale. *L'attribution du nom de* Diana à une rue fut bien envisagée, mais *« la procédure en ce domaine ne permettait pas de rendre hommage à la princesse avant cinq ans »*.

L'ambassade de Grande-Bretagne à Paris n'a prévu aucune cérémonie commémorative, *« la famille de la princesse et la famille royale »* ayant demandé que ce jour *« soit un temps pour la réflexion personnelle »*. La préfecture de police de Paris n'a, de son côté, enregistré qu'une seule demande de rassemblement le 31 août, date anniversaire. Elle émanait d'une association, Odyssée découverte, créée il y a *six mois à des fins disparates, à la fois* humanitaires et culturelles. Odyssée découverte organisera donc lundi, place de l'Alma, de 18 heures à 0 h 30, une soirée lecture de poèmes, dépôt de fleurs et veillée aux bougies. L'autorisation de mener une marche de la place Vendôme jusqu'à l'Alma, de dresser un podium et de vendre des objets lui a été refusée *par la préfecture de police, qui souhaitait* éviter que la circulation automobile ne soit perturbée et que ce rassemblement ne prenne une tournure commerciale.

Cette discrétion, au jour anniversaire, réjouirait plutôt le président de l'office du tourisme de Paris, Christian Mantei, qui s'honore *du fait qu'aucun professionnel français n'ait* jusqu'à présent proposé de « produit » touristique autour de la défunte princesse. Un hôtel trois étoiles du Quartier latin a bien lancé, début août, l'idée d'un circuit en voiture, mais il *s'est attiré* davantage de journalistes que de nouveaux clients, et le projet a sombré. *« Il y a des limites au mauvais goût*, plaide M. Mantei. *On ne va tout de même pas faire comme à Dallas, un circuit en limousine avec déflagration à l'intérieur de la voiture à l'endroit de l'attentat contre Kennedy ! »*

Si rien n'est organisé, c'est aussi, à l'en croire, parce que le marché n'existe pas. Les touristes étrangers souhaitent se recueillir *individuellement. Quant aux Français*, ils semblent quelque peu saturés. Les ventes de la quinzaine d'ouvrages sur Lady Di publiés en France depuis son décès n'ont atteint que 265 000 exemplaires environ, soit à eux tous le score moyen d'un prix Goncourt. Et les magazines *people*, qui, unanimement, ont consacré leur « une » à *Diana cette semaine*, n'ont pas réalisé de ventes exceptionnelles. *« Le mystère qui continue de planer sur sa mort entretient un peu le phénomène, mais il va doucement s'éteindre*, reconnaît-on chez *Gala. La relève, c'est le prince William ! »*

Pascale Krémer

A nos lecteurs

À PARTIR DU LUNDI 31 AOÛT (daté 1er septembre), nos lecteurs retrouveront *Le Monde* dans sa configuration habituelle, avec notamment la page « Kiosque », les « En vue » de Christian Colombani et la chronique de Pierre Georges. Nos cahiers « Le Monde-Economie » et *« Le Monde-Initiatives », accompagnés d'offres d'emplois, reprennent* leur parution hebdomadaire, le lundi (daté mardi) et le mardi (daté mercredi), tout comme le guide culturel *aden*, diffusé en Ile-de-France le mercredi (daté jeudi).

Tirage du *Monde* daté samedi 29 août 1998 : 500 948 exemplaires –3

Le drame de l'Alma a libéré le prince Charles et réveillé la monarchie

LONDRES
de notre correspondant

« La nation est fatiguée de Diana » : comme l'indique la « une » du *Daily Telegraph* du 28 août, un an après l'accident du tunnel de l'Alma, le prince Charles a réussi sa reconquête de l'opinion lassée par l'exploitation commerciale de l'icône, écornée par le temps. Physiquement, l'héritier au trône, qui fêtera ses cinquante ans en novembre, a changé. Son visage s'est creusé de rides profondes, la voix est davantage enrouée, l'air juvénile et la silhouette mince ont disparu, le sourire est plus fréquent. Ceux qui ont récemment approché le prince de Galles ont découvert un être apaisé qui a retrouvé chez les Britanniques une véritable cote d'amour. Avec le temps, le public semble même accepter sa liaison avec Camilla Parker Bowles et l'idée du remariage ne paraît plus taboue.

Comme elle semble bien loin l'image négative d'un personnage ébranlé par l'échec de son mariage, jugé responsable du malheur de Diana, devenu une sorte de Hamlet *mélancolique et lointain ! D'abord*, comme le souligne le biographe royal Hugo Vickers, la mort de Diana a libéré son ex-mari : *« Ce n'est pas un homme nouveau, mais c'est un homme qui est sorti de sa coquille protectrice. Aujourd'hui, il ne doit plus craindre d'être éclipsé par elle. Plus personne ne lui vole la vedette. »* Charles s'est naturellement coulé dans le moule du père attentionné qui redouble d'attention envers William, seize ans, et Harry, treize ans. Pour passer plus de temps avec ses deux fils, il a limité ses activités charitables à la tête des organismes d'aide aux jeunes défavorisés, comme le Prince's Trust ou Business in the Community qu'il a mis sur pied.

Ensuite, l'astucieuse opération de relations publiques lancée au moment du divorce ordonné par la reine en 1994 et accélérée après le drame de l'Alma a porté ses fruits. Le rajeunissement de l'entourage, l'engagement d'un lobbyste officiel et la nomination comme chef de cabinet adjoint d'un ancien directeur de l'organisme des plaintes en matière de presse, ont permis un rapprochement avec les médias jadis hostiles. Pour la première fois depuis dix ans, Charles s'est entretenu avec les chroniqueurs royaux qui l'accompagnaient dans l'avion lors de son voyage officiel en Afrique du Sud. Le prince de Galles a également su tirer profit de la réforme en profondeur de la maison royale. *Le fils aîné d'Elizabeth II* ne serait pas étranger à la mise à la retraite anticipée de sir Robert Fellows, le secrétaire particulier de la souveraine, dinosaure du Vieil Empire qui sera remplacé par sir Robin Janvrin, un homme jeune, francophile et plus ouvert d'esprit.

LIENS ÉTROITS AVEC TONY BLAIR

Le troisième élément de ce *« come-back »* est l'étroitesse des liens tissés avec le gouvernement Blair, son complice dans l'opération de dépoussiérage de cette monarchie séculaire. Le premier ministre partage ses convictions sociales d'une *« société juste et courtoise »*. L'organisation The Prince's Trust est d'ailleurs devenue l'un des piliers du New Deal de Tony Blair, programme de remise au travail des jeunes chômeurs. En Peter Mandelson, ministre du commerce et de l'industrie, ami de Camilla Parker Bowles et éminence grise de l'hôte de Downing Street, le prince dispose d'un allié de poids. « Mandy » a fait publiquement part du désir du gouvernement d'utiliser Charles et ses deux fils pour promouvoir la *« nouvelle Grande-Bretagne »*. Si personne ne met en cause sa bonne volonté et sa sincérité, le prince n'a pourtant pas dissipé toutes les ombres. *« Il a beaucoup d'énergie et est très persuasif quand il s'agit de faire bouger les gens. Mais en fin de compte, vous vous demandez : où est la substance ? C'est dans sa nature velléitaire : il est incapable de poursuivre ses initiatives jusqu'au bout »* : ce capitaine d'industrie jadis associé à Business in the Community souligne ses piètres talents d'organisateur. Très à cheval sur les usages, *His Royal Highness* exige de ses amis d'enfance qu'ils inclinent la tête avant de lui serrer la main et ne leur pardonne aucun impair. Il demeure inhibé par son éducation rigide et par son milieu aristocratique, ses rites, ses pompes et ses *cérémonies*.

Mais ce qui n'est plus discuté aujourd'hui, c'est que l'ordre chronologique de la succession sera respecté : Charles III d'abord, William V ensuite. Mais quand Charles héritera-t-il du trône ? A *soixante-douze* ans, on prête à Elizabeth II une santé d'autant plus solide que sa propre mère est presque centenaire, et surtout l'intention de ne jamais abdiquer. Fort de sa devise héritée du Prince noir, *« Je sers »*, le prince de Galles risque de devoir attendre encore longtemps.

Marc Roche